



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA

ndit.
IER
rales

I.N.R.A. MONTPELLIER
Station d'Economie et Sociologie Rurales

SUP 42
UNIVERSITE PAUL VALERY
Géographie Rurale

France, Institut national de la recherche
agronomique

n
PROGRES TECHNIQUE ET TRANSFORMATIONS
SOCIOECONOMIQUES DES CAMPAGNES
EN UNION SOVIETIQUE

COMPTE-RENDU DE MISSION OCTOBRE 1980

GIANNINI FOUNDATION OF
AGRICULTURAL ECONOMICS

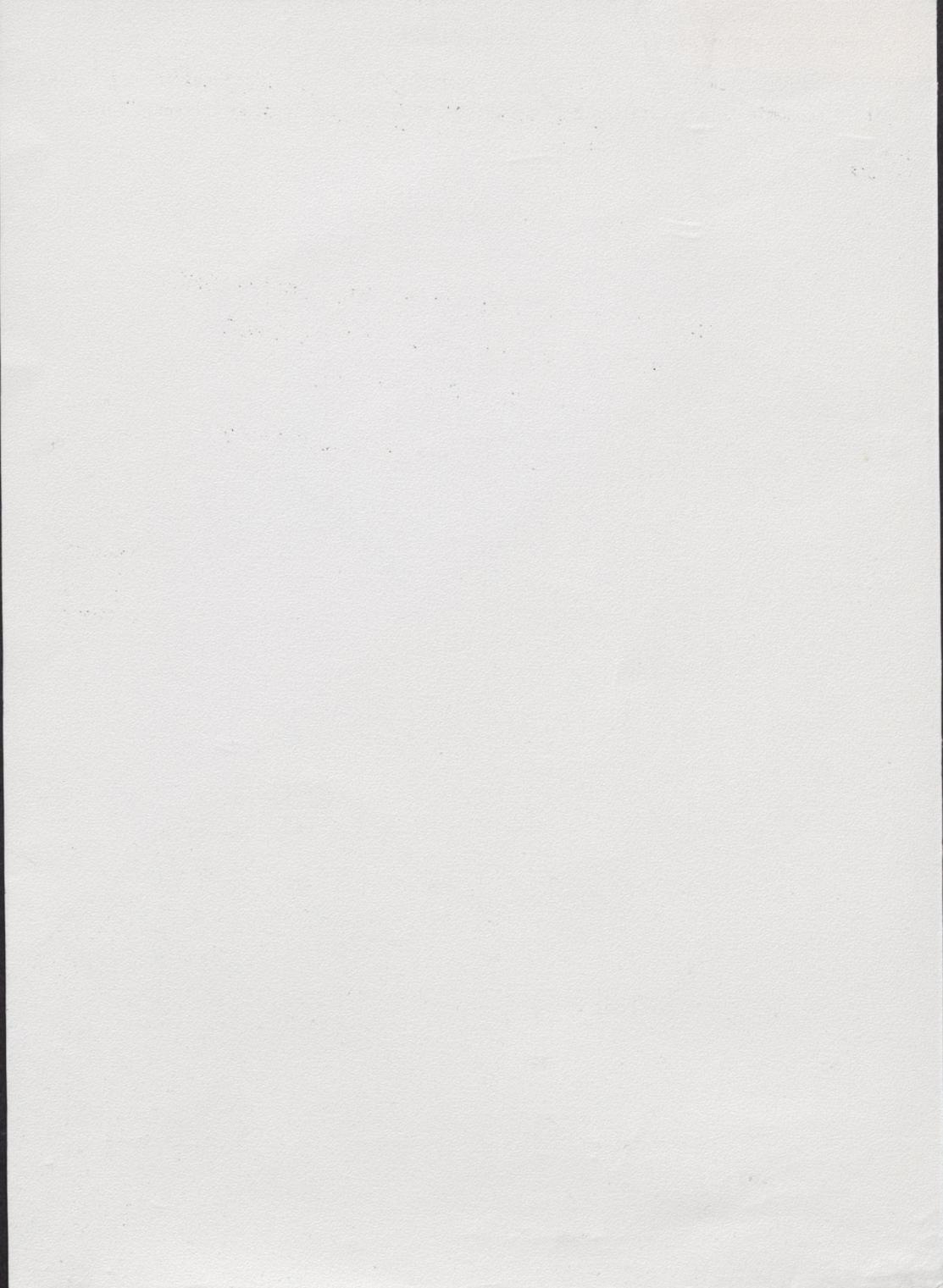
P. CARRIERE
J. CASAS
J. LABOUESSE
Ph. LACOMBE

WITHDRAWN
MAY 28 1981



Série Notes et Documents
N°42
Montpellier
Mai 1981

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
34060 MONTPELLIER CEDEX



E.N.S.A. MONTPELLIER

I.N.R.A. MONTPELLIER

UNIVERSITE PAUL VALERY

Chaire d'Economie Rurale Station d'Economie et Sociologie Rurales

Géographie Rurale

PROGRES TECHNIQUE ET TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES
DES CAMPAGNES EN UNION SOVIETIQUE

COMPTE-RENDU DE MISSION OCTOBRE 1980

P. CARRIERE - J. CASAS - F. LABOUESSE - Ph. LACOMBE

MAI 1981

AVANT PROPOS

Comme nous l'avions fait à la suite de nos missions en U.R.S.S. effectuées en 1976 et en 1978 (1) nous consignons ici la plupart des informations et observations recueillies lors de notre dernière mission (octobre 1980), pour les mettre à la disposition de ceux qui s'intéressent à l'agriculture soviétique et éviter à la fois une perte d'informations et des doubles emplois pour ceux qui se rendront en U.R.S.S. Cette restitution est réalisée à l'état brut en respectant aussi simplement que possible les termes mêmes de nos interlocuteurs et sous forme de compte-rendus d'entretiens ou de visites. Dans plusieurs cas, une brève "note du rédacteur" permet de donner un peu de recul à ces éléments. Les divers compte-rendus ont été regroupés ici d'après la nature des institutions partenaires, et précédés du compte-rendu administratif qui présente de brèves données plus synthétiques. Pour faciliter l'utilisation de ce compte-rendu détaillé ainsi que celle des deux précédents relatifs aux missions 1976 et 1978, nous avons ajouté au terme de cette publication un index récapitulatif commun aux trois documents.

Ces publications très analytiques et les quelques analyses synthétiques auxquelles elles ont donné lieu (le plus souvent articles parus dans des revues scientifiques) (2) sont disponibles à la Station INRA-ENSAM d'Economie et Sociologie Rurales de Montpellier (Cf dernière page).

Nous tenons une nouvelle fois à remercier les institutions et personnes qui ont permis le bon déroulement de cette mission : la Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques du Ministère Français des Affaires Etrangères, les Directions des Relations Internationales du Ministère de l'Agriculture de l'Union Soviétique et de l'INRA, et tous nos collègues soviétiques qui nous ont reçu avec beaucoup de bienveillance et de disponibilité.

Enfin, une fois encore l'efficacité de cette mission doit beaucoup à la qualité de l'interprétariat, assuré à la perfection par Madame Olga Mikhaïlovna NIKITINE à qui nous exprimons toute notre reconnaissance.

-
- (1) GACHET (J.P.), LABOUESSE (F.) "L'agriculture des zones sèches de l'U.R.S.S." Compte-rendu de mission en U.R.S.S., juin 1976 -Montpellier, INRA, ESR, oct. 1976 ; 66 p.
- CARRIERE (P.), CASAS (J.), LACOMBE (Ph.) "Progrès techniques et transformations contemporaines des exploitations dans l'agriculture soviétique". Compte-rendu de mission en U.R.S.S., octobre 1978 -Montpellier, INRA, ESR, mars 1979 ; 102 p.
- (2) CASAS (J.), CARRIERE (P.), LACOMBE (Ph.) "La recherche agronomique et la diffusion du progrès technique dans l'agriculture soviétique". -Montpellier, INRA, ENSA, Université Paul Valéry, juin 1979 ; 25 p. publié dans le progrès Scientifique, mars-juin 1979.
- CARRIERE (P.) "Les problèmes de l'agriculture soviétique" -Montpellier, Université Paul Valéry, août 1979 ; 24 p. + 47 p. de tableaux statistiques.
- CASAS (J.), LABOUESSE (F.) "Regards froids sur l'agriculture soviétique" - Montpellier, ESR, février 1980, 24 p. Publié dans la revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, Paris, CNRS, janvier 1981?
- LABOUESSE (F.) "Le développement agricole soviétique : quelques réflexions sur ses conditions et son histoire" -Montpellier, INRA, ESR ; 32 p. (réédition de deux articles parus dans Tiers-Monde en 1977 et Economie Rurale en 1978).

SOMMAIRE

	Pages
1ère Partie - Compte-rendu administratif	5
2ème Partie - Les échanges avec le Ministère Fédéral de l'Agriculture	12
I - La Direction de la Planification Agricole et la Direction Générale de la Science Agricole et de la Vulgarisation MM. IOURKINE et POPOV.	13
II - L'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Information et la Recherche Technique et Economique dans l'Agriculture M. NAZARENKO.	18
3ème Partie - Les échanges avec les Instituts de Recherche	24
III - L'Institut Fédéral de Recherche Scientifique sur l'Economie de l'Agriculture (VASKHNIL), Moscou.	25
IV - L'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences, Moscou, M. TIKHONOV.	29
V - Le Laboratoire d'Etude des Problèmes Sociologiques du village de l'Institut d'Ethnographie de l'Académie des Sciences, Moscou.	33
VI - L'Institut de Recherche Scientifique sur l'économie, l'organisation du travail et la gestion des exploitations dans l'agriculture de la République de Russie, Moscou - Kossino.	34
VII - L'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Economie et l'Organisation de l'Agriculture de la République d'Ukraine, Kiev.	43
4ème Partie - Les exploitations agricoles	60
VIII - Le Sovkhoze "Bielaïa Datcha" (porcs, serres maraîchères) à Liubertsy-Moscou.	61
IX - Le Kolkhoze "Dzerjinski" (serres maraîchères) à Liubertz-Moscou.	66
X - Le Sovkhoze "Kalitenski" (porcs) à Kalita-Brovary (Kiev).	70
XI - Le Kolkhoze "Komsomol" (polyvalent) à Krasnaïa Slobodka - Oboukhov (Kiev).	74

5ème Partie - Autres informations

83

- XII XII - Informations complémentaires sur l'agriculture de la République d'Ukraine. 84
- XIII XIII - Traductions partielles de 2 articles récents de la Pravda, l'un sur les activités agricoles d'une entreprise industrielle du Kazakhstan (destinée à garantir l'approvisionnement en viande de son personnel), l'autre sur les difficultés de fonctionnement d'un complexe agro-industriel en fruits et légumes en Moldavie. 100
- XIV XIV - Liste des principales publications soviétiques rapportées. 102
- INDEX ANALYTIQUE DES TROIS COMPTES-RENDUS DE MISSION 1976, 1978, 1980. 103

1ÈRE PARTIE
COMpte-RENDU ADMINISTRATIF

I - OBJET

L'objet de la mission était d'observer les relations entre le progrès technique et l'organisation socio-économique dans l'agriculture soviétique. Ce thème très général regroupait un ensemble de sous-thèmes ou centres d'intérêts tels la genèse et la diffusion du progrès technique (notamment à travers les processus de concentration, spécialisation et intégration censés accélérer cette diffusion), les obstacles "objectifs et subjectifs" à l'adoption du progrès technique, les modes d'organisation et de rémunération du travail, l'évolution des modes de vie, etc.

Cette mission faisant suite à deux missions effectuées antérieurement, l'une en juin 1976 par LABOUESSE sur le thème des systèmes de production en grandes cultures (céréales, fourrages) dans les zones sèches du KAZAKSTAN et de l'Ukraine du sud-est, la seconde par les trois autres missionnaires en octobre 1978 sur le thème général des mouvements de concentration, spécialisation des entreprises agricoles et d'intégration agro-industrielle, avec une attention secondaire prêtée à l'organisation et au fonctionnement de la recherche agronomique, et des déplacements en Moldavie et dans la région de Moscou

II - DEROULEMENT DE LA MISSION

2.1 - Le programme de la mission (cf. calendrier en annexe)

Il a comporté trois étapes :

- la première (15 au 22 octobre) à Moscou et ses environs a consisté en entretiens avec des responsables de différentes institutions, les unes déjà connues de nous tels l'Institut Fédéral de recherche scientifique sur l'économie de l'agriculture ou l'Institut de recherche (à Kocino) sur l'économie, l'organisation du travail et la gestion des exploitations dans l'agriculture de la République de Russie, les autres visitées pour la première fois (aucun de nos collègues économistes ne semblent avoir eu des contacts avec elles) tels l'Institut d'Economie et l'Institut d'Ethnographie de l'Académie des Sciences. Comme prévu, nous pûmes aussi visiter deux unités de production (un sovkhoze et un kolkhoze).
- la seconde étape (23-30 octobre) s'est déroulée à Kiev et dans sa région, en Ukraine. Elle a été consacrée à des échanges avec l'Institut ukrainien de recherche scientifique sur l'économie et l'organisation de l'agriculture et à la visite de deux exploitations (un sovkhoze et un kolkhoze).
- enfin, une dernière journée à Moscou a été l'occasion d'un nouveau contact avec M. NAZARENKO, Directeur de l'Institut Fédéral de recherches scientifiques sur l'information et les questions technico-économiques dans l'agriculture, suivi d'un entretien final avec M. RAKHMANINOV, Directeur des relations extérieures de l'Académie des Sciences Agricoles VASKHNIL.

2.2 - Observations

Dans l'ensemble les conditions de travail ont été bonnes et, au plan matériel, très satisfaisantes. Cependant, un risque de sous-emploi est apparu que nous avons évité par une certaine insistance dès le début de la mission : cette attitude nous paraît devoir être recommandée à tous nos collègues allant en URSS. La qualité de l'interprétariat est aussi une condition nécessaire à la qualité des missions, surtout en sciences sociales où les besoins d'échanges nuancés sont plus marqués : après un démarrage malheureux, nous avons pu bénéficier d'une interprète (Madame Olga NIKITINA) absolument remarquable.

L'organisation du programme scientifique appelle plusieurs observations. D'une manière générale, il nous semble que l'on a intérêt à réduire le temps du séjour à Moscou et à le situer en fin de mission : on voit plus de choses en "province" et, après un passage sur le terrain, on est généralement mieux en mesure de discuter avec les collègues moscovites qui, autrement, risquent de se contenter de généralités.

Nous avons manqué de temps pour découvrir avec suffisamment de détails les exploitations que nous avons visitées. Il faut compter au moins une journée entière par exploitation. Nous avons néanmoins pu voir 2 sovkhoses et surtout, fait nouveau pour nous, 2 kolkhoses.

Nous avons découvert qu'il existait un département d'Economie Rurale à l'Académie des Sciences (la "grande Académie") : le panorama des institutions de recherche dans notre discipline n'est peut-être pas encore complet.

Tout cela conduit à souligner l'intérêt qu'il y aurait à ce que les missions soient organisées par un scientifique (comme c'est le cas en France), l'intérêt aussi à ce que puissent se développer des relations directes entre scientifiques soviétiques et français : ce dernier point nous a d'ailleurs été exprimé par M. RAKHMANINOV (qui rentrait d'une mission en France avec le Président de l'Académie VASKHNIL) qui a manifesté fortement le souhait d'une amélioration et d'un renforcement de la coopération avec l'INRA et avancé qu'il était bien conscient que cette coopération ne pourrait s'épanouir sans l'établissement de liens directs dépassant le seul cadre scientifique. Une autre observation du Directeur des Relations Extérieures de VASKHNIL mérite d'être prise en compte : il a invité les missionnaires français à exprimer leurs souhaits de visites avec le maximum de détails, y compris avec la mention explicite des chercheurs soviétiques à rencontrer : ce qui faciliterait l'organisation des missions et les rendrait plus efficaces.

Enfin, fait nouveau : la majorité de nos interlocuteurs étaient venus en France en mission de courte durée (en dehors du canal de la coopération INRA-VASKHNIL) et nous ont posé des questions diverses, non seulement sur l'agriculture française, mais aussi sur certains aspects de la vie sociale dans notre pays. A l'Institut d'Economie Rurale de Kiev, tout un après-midi fût même consacré à des exposés sur "les problèmes contemporains de l'agriculture française" devant une cinquantaine de chercheurs (ceux de niveau plus élevé) apparemment très intéressés si on en juge par les questions posées.

III - PRINCIPALES CONCLUSIONS

D'une manière générale, ce nouveau contact a confirmé assez nettement les données et orientations recueillies en 1978 et même en 1976, au sujet de la structuration du secteur de la production, de la diffusion de la science, de l'alimentation animale, etc. En même temps, il montre leur inflexibilité actuelle et surtout fait apparaître l'acuité de nouveaux problèmes (démographie rurale). Enfin, il a permis de constater que des conceptions nouvelles s'affirmaient sur des questions restées jusque là pendantes (sort des deux statuts d'unité collective de production agricole) ou mal résolues (organisation de l'habitat rural).

L'évolution des structures de production agricole reste marquée par deux caractéristiques déjà repérées antérieurement. La première est le rapprochement progressif des deux formes collectives d'exploitations agricoles (kolkhoze et sovkhoze) : il n'est plus question de maintenir les deux formes telles qu'elles étaient, ou d'en éliminer une au profit de l'autre, mais d'essayer d'étendre à chacune des formes leurs avantages les plus marquants. C'est ainsi qu'aujourd'hui les kolkhoziens peuvent se syndiquer tandis que les sovkhозиens se réunissent en assemblée générale pour exprimer leur point de vue sur la conduite et le devenir de leur unité de production.

La seconde caractéristique de l'évolution structurelle est la poursuite des processus de concentration, spécialisation et intégration, qui favorisent la diffusion du progrès technique et le rapprochement des deux formes collectives de production. Ces processus sont largement passés dans la pratique, avec diverses combinaisons, et donnent seulement lieu à des réajustements. Ils sont une des préoccupations essentielles des responsables, des chercheurs et ces derniers sont nombreux à étudier le fonctionnement des expériences en cours, à promouvoir de nouveaux projets, à mettre au point des systèmes de prix et de répartition des bénéfices réglant les relations entre les parties prenantes.

La science est toujours considérée comme un facteur capital du progrès. Elle justifie à ce titre les moyens considérables qui lui sont consacrés et le grand crédit qu'on lui accorde comme instrument de résolution de tous les problèmes. D'où une conception lourde et descendante de la science et de l'innovation venant essentiellement des chercheurs largement impliqués dans leur application ; d'où aussi l'absence persistante d'analyses du fonctionnement social réel et de ses contradictions à divers niveaux, la solution des difficultés continuant à être recherchée dans la modernisation de l'agriculture avec les accroissements constants de consommation de facteurs variables et fixes de production, dans la recherche de systèmes de rémunération élaborés permettant d'intéresser à l'amélioration de la production non seulement les travailleurs, mais aussi les cadres des exploitations et même, à l'extérieur de celles-ci, les institutions contribuant à la création et à la mise en pratique du progrès technique, etc.

Au niveau des unités de production, il faut mentionner l'attention accordée à l'organisation et au fonctionnement efficace du collectif de base, (brigade, équipe) et plus récemment à la recherche des méthodes permettant de prendre en compte dans la gestion des exploitations, les particularités ou inégalités physiques, économiques et sociales de leur situation, dans la perspective d'un rapprochement et d'une homogénéisation de leurs résultats économiques.

Pour ce qui est du déficit de l'alimentation animale et plus spécialement de l'équilibre céréales-fourrages, les conceptions habituelles sont réaffirmées : maintien de l'effort sur les céréales, les fourrages étant jugés moins productifs et suffisamment abondants ; effort accru sur l'amélioration et l'extension, (drainage, irrigation, fertilisation) des prairies permanentes ; effort accru également sur les protéines qui restent le point faible.

En matière d'habitat rural, on admet une diversité d'organisation. L'agroville dont on avait dit vouloir généraliser la formule, n'est pas rejetée, mais des limites sont exprimées. En considérant les désirs des travailleurs ruraux, l'intérêt de conserver les lopins privés avec leurs productions animales, on en revient à la maison individuelle, aux petits villages en relations améliorées avec un centre local, et à d'autres formules. D'une façon générale, "l'esprit paysan" semble faire l'objet d'une certaine réhabilitation, voire d'un encouragement.

Mais l'élément qui paraît aujourd'hui véritablement mettre en alarme les responsables et constituer l'une des sources de changement aussi bien dans l'organisation de la production que dans l'aménagement de la vie rurale est bien l'évolution démographique des campagnes. D'autant que ce problème semble échapper largement aux procédures habituelles de planification et nécessite aujourd'hui des formes nouvelles de régulation.

Deux situations principales s'opposent sans être encore généralisées. Dans la partie nord-européenne de Russie (qui regroupe encore une part importante de la population rurale soviétique) l'exode vers les villes, spécialement des jeunes et surtout des jeunes filles, a atteint un niveau tel qu'il compromet la reproduction de l'activité agricole. On essaye d'y parer en améliorant les conditions de travail (mécanisation) et de vie sociale en créant pour les femmes des ateliers artisanaux et industriels saisonniers ou permanents auprès des exploitations agricoles, etc. En Asie Centrale, au contraire, la démographie rurale reste très vigoureuse et les jeunes refusent de quitter le village, d'où là aussi, la nécessité d'y créer des activités non agricoles.

Au total cette mission nous confirme que l'agriculture soviétique continue à bouger. Loin d'être un système figé, conditionné par des dogmes, comme on le présente souvent, elle est le théâtre de multiples essais et de changements nombreux. Sa marge de progrès semble encore considérable. Le problème de la disparité entre les performances de la production et le niveau de satisfaction des besoins du consommateur commence enfin à être posé. Si les solutions retenues aussi bien au plan technique qu'organisationnel sont souvent originales et dignes d'intérêt, l'appréciation de leur efficacité et de leur coût continu a suscité des interrogations pour les observateurs étrangers (1). Enfin, on est amené à

s'interroger sur la conception du rôle social de la science et de son mode d'insertion dans cette société, en relation avec la structuration du pouvoir et des catégories sociales qui y participent. Ces interrogations ne peuvent qu'éveiller une plus grande curiosité de notre part, d'où notre souhait de pouvoir retourner en mission en URSS dans un délai plus ou moins rapproché pour les uns ou les autres d'entre nous.

(1) Ce qui n'est pas le cas chez les spécialistes soviétiques rencontrés qui ont fait preuve d'une grande homogénéité de vues d'autant plus remarquable que ceux-ci occupaient des fonctions diverses (chercheurs, responsables de Ministères, dirigeants d'unités de production) dans différentes régions. Seul l'Institut de Kocino nous paraît, dans certaines limites, continuer à manifester une originalité de pensée relative. Mais cette homogénéité n'est-elle pas de rigueur face à des étrangers ? Dans la réalité, les conflits, les désaccords, doivent bien s'exprimer surtout aux niveaux plus élevés, plus portés à la critique...

ANNEXE I- CALENDRIER DE LA MISSION ET PERSONNES RENCONTREES

Dates	Organismes visités et leur adresse	Personnes rencontrées
15/X	Arrivée à Moscou, vol AF 720 Ministère de l'Agriculture de l'URSS, Moscou, rue Orlikov, n° 1-3.	
16/X	Institut Fédéral de Recherche Scien- tifique sur l'économie de l'agricul- ture, 123007, Moscou, Chaussée Khorochev, n° 35, bât. 3, tél. 195.60.76.	BOUAEV B.B. - Docteur ès-sciences économiques (troisième cycle), Responsable de secteur, Membre de l'Union des Journalistes de l'URSS. SIGOV - Spécialiste des problèmes de diffusion du progrès technique. TOROVSKII, Secrétaire scientifique à l'Académie VASKhNIL.
17/X	Institut de Recherche Scientifique sur l'économie, l'organisation du travail et la gestion des exploita- tions dans l'agriculture de la Répu- blique de Russie, Moscou, Kossino, rue Mossoviet, n° 38, tél.553.38.50.	BOUZILOV I.T. - Professeur, Directeur de l'Institut. BACHMATCHNIKOV V.F. - Vice-Directeur Scientifique. DOBROGORSKII - Secrétaire Scientifique. CHAITAN - Chef du Département "Socio-économie du travail". BOGDANOVSKII V.A. - Responsable du secteur "Planification du progrès social".
20/X	Ministère de l'Agriculture de l'URSS, Moscou, rue Orlikov, n° 1-3-.	IOURKINE M. - Responsable du Département "Méthodologie de la Planification du dévelop- pement socio-économique des campagnes" à la Direction Générale de la Planification et de la Gestion Economique auprès du Ministère de l'Agriculture de l'URSS. POPOV - Vice-Directeur du Département : "Or- ganisation de la diffusion des résultats de la recherche scientifique dans l'agriculture" à la Direction Générale de la Science Agricole et de la Vulgarisation auprès du Ministère de l'Agriculture de l'URSS. BOGDANOVSKII V.A. de l'Institut de Kossino.
21/X	Sovkhoze "Biélaïa Datcha", situé sur le territoire de la commune de Lioubertsy, puis, dans la même commune, du kolkhoze "Dzerjinski".	PAOUKOV - Président. KHIMINOV - Economiste en Chef.
22/X	Institut d'Economie de la Grande Académie, Moscou, Volkhonka, n° 14, tél. 203.92.47. Institut d'Ethnographie de l'Académie des Sciences de l'URSS, Moscou.	TIKHONOV V.A., Académicien et BOGACHOV V., Secrétaire scientifique, chargé des relations avec les pays étrangers. AROUTIOUNIAN I.V. - Directeur du Laboratoire d'étude des problèmes sociologiques du village.
23/X	Ambassade de France, Service de Coopération Scientifique. Vol Moscou-Kiev.	

- 24/X Institut Ukrainien de Recherches Scientifiques sur l'Economie et l'Organisation de l'Agriculture (Institut A.G. CHLIKHTER) 252127 - Kiev, 127, rue des Héros, n° 10, tél. 67.98.21.
- KOUCHVID J.I. - Premier-Vice Directeur pour le travail scientifique, Responsable du Département: "Planification et prévision de la production agricole".
- KRISSALNYI A.V. - Responsable du Département: "Coordination et Organisation du travail de recherche scientifique".
- VDOVITCHENKO N.K. - Responsable du Secteur: "Recherches socio-économiques".
- KORJINSKII M.T. - Secteur "Croissance et localisation de la production agricole", spécialiste des productions animales.
- TOLKATCH N.I. - Secteur "Croissance et localisation de la production agricole", spécialiste des productions végétales.
- CHATKO A.V. - Secteur "Coordination et organisation du travail de recherche scientifique".
- 27/X Institut Ukrainien de Recherche Scientifique sur l'Economie et l'Organisation de l'Agriculture (Institut CHLIKHTER).
- POLICHTCHOUK, Secteur "Rémunération du travail", chargé de recherche en matière de "stimulation matérielle du progrès technique en agriculture.
- JADAN I.I. - Responsable du Département: "Coopération inter-entreprises et intégration agro-industrielle".
- ZIMOVETZ V.N. - Responsable du Secteur: "Coût de production, prix de cession et rentabilité".
- Conférences par les missionnaires sur le thème: "Modernisation de l'agriculture et problèmes socio-économiques des campagnes en France".
- 28/X Exposition "Les réalisations économiques de l'Ukraine".
- 29/X Kolkhoze "Komsomol", à Krasnaïa Slobodka, dans le raïon d'Oboukhov de l'oblast de Kiev.
- 30/X Soykhoze "Kalitanski" à Kalita, raïon de Brovary, de l'oblast de Kiev.
- 31/X Vol Kiev-Moscou
Institut Fédéral de Recherche Scientifique sur l'Information et la Recherche technique et économique dans l'agriculture, Moscou, 107139, rue Orlikov n° 3, bât. A, tél. 204.43.60
- NAZARENKO V.I. - Directeur.
- Académie des Sciences Agricoles VASKhNIL, Moscou, B-78, Grand-rue Kharitoniev.
- RAKHMANINOV H.I. - Responsable du Département: "Relations extérieures".
- 1/XI Retour en France.

2ÈME PARTIE

LES ECHANGES AVEC LE MINISTERE FEDERAL DE L'AGRICULTURE

- I - La Direction de la Planification Agricole et la Direction Générale de la Science Agricole et de la Vulgarisation. MM. IOURKINE et POPOV.
- II - L'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Information et la Recherche Technique et Economique dans l'Agriculture. M. NAZARENKO.

LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION AGRICOLE ET LA
DIRECTION DE LA SCIENCE AGRICOLE ET DE LA VULGARISATION
(MM. IOURKINE ET POPOV)

I - PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

La discussion comprend deux parties : l'une sur la planification agricole, l'autre sur l'évolution de l'organisation socio-économique des exploitations.

Cette discussion apporte davantage des confirmations des analyses habituellement proposées en U.R.S.S. sur ces deux points que des innovations ou des thèmes de débat.

A/ LA PLANIFICATION AGRICOLE

La division "Méthodologie" travaille sur deux questions :

- les plans des entreprises agricoles, dans la double perspective d'assurer leur élaboration et d'améliorer la forme de cette élaboration. Cela concerne les quelques 50 000 exploitations de l'Union (kolkhozes, sovkhozes, organisations inter-entreprises),
- les problèmes de la planification inter-branches : ce service assure l'articulation des prévisions agricoles avec celles des autres Ministères.

Actuellement, le plan fixe pour chaque entreprise la nature et le volume des productions à vendre. En dehors de ce premier critère obligatoire, l'entreprise conserve une certaine autonomie lui permettant de s'organiser à son initiative, en fonction de ses conditions propres, pour obtenir cette production. Ces volumes à vendre sont fixés pour chacune des cinq années du plan quinquennal. Ce critère vise la localisation rationnelle des productions et la spécialisation des exploitations.

La plupart des exploitations peuvent assurer elles-mêmes leur financement. Mais lorsque de "gros" investissements sont projetés (gros élevage porcin, "usine" à boeufs, serres,...), les ressources propres aux exploitations sont insuffisantes, l'Etat intervient. Ainsi chaque exploitation doit respecter les critères imposés suivants = volume de la production, ressources qui lui sont allouées, financement.

La fixation des volumes à vendre par chaque exploitation résulte des mécanismes de la planification dont on nous rappelle les grandes lignes.

Pour chaque nouveau plan quinquennal, le gouvernement fixe les grandes directives.

A partir de ces perspectives, le Gosplan calcule les besoins globaux en tenant compte de la consommation actuelle, de ses tendances, et des espoirs mis dans l'augmentation de la production. Pour cela il dispose de données issues des enquêtes sur la consommation des ménages, des enquêtes de motivations, des normes sanitaires et diététiques (1). Ces besoins chiffrés sont transmis au gouvernement et aux diffé-

(1) Institutions concernées :

- Au sein du Gosplan, il existe une division qui étudie la consommation alimentaire des ménages.
- Un Comité d'Etat pour le travail et les problèmes sociaux auprès du Conseil des Ministres de l'URSS suit ces questions.
- Il existe un "Institut de l'Alimentation".

rents Ministères.

Les Ministères vont faire part de leur appréciation des possibilités de production résultant des propositions des entreprises qui leurs sont transmises par la filière ascendante habituelle : raïon, oblast, république.

La comparaison besoins/possibilités appellera un arbitrage qui, en dernier ressort, dépend du gouvernement. Ces arbitrages sont rendus en tenant compte du souci de compensation des inégalités naturelles et sociales entre régions. Ils sont répercutés dans toutes les républiques qui, à leur tour, arbitreront pour les niveaux immédiatement inférieurs. Ainsi, de proche en proche, les volumes de production retenus par le Plan sont répartis jusqu'au niveau des entreprises qui se trouvent ainsi informées de leurs obligations de livraison. Il n'a pas été possible de préciser si cette obligation impliquait généralement la mobilisation complète de l'appareil de production ou si, au contraire, elle ménageait une souplesse suffisante pour que les responsables des exploitations puissent, à leur initiative, produire davantage ou produire autre chose. Il existe une marge probablement limitée.

Une fois les arbitrages terminés, le gouvernement prend la décision définitive : le Plan devient une loi.

Selon notre interlocuteur, on ne fait pas le plan pour le secteur privé, mais on en tient compte, en particulier pour pouvoir s'adresser à lui, notamment lors des mauvaises années. C'est pourquoi le secteur privé est étudié : que peut-on attendre de lui dans telle ou telle région ? En cas de besoin, on le sollicitera et on lui fournira des moyens (de transports particulièrement) pour lui permettre de répondre. Cela rejoint plusieurs observations faites par ailleurs sur la relative attention portée aujourd'hui à ce secteur.

B/ L'ORGANISATION SOCIO-ECONOMIQUE DES EXPLOITATIONS

La politique visant à la spécialisation des exploitations, à l'intégration et à la concentration de la production nous est, une nouvelle fois, présentée.

La division du travail, à l'origine du mouvement de spécialisation-intégration-concentration, est présentée comme un processus inévitable qui se déroule depuis l'existence de l'humanité et qui s'accélère avec le progrès technologique. Le problème est donc de promouvoir une organisation socio-économique qui corresponde à ce processus : c'est le but des efforts en faveur de la spécialisation des exploitations et de leur coopération à travers les diverses institutions inter-entreprises.

Les exploitations isolées ne peuvent pas mettre en oeuvre les formes les plus modernes du progrès technique. Il faut donc qu'elles se spécialisent de façon à utiliser au mieux ces moyens modernes. Cette spécialisation fait naître le besoin de nouvelles relations entre ces exploitations spécialisées. Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, une exploitation qui se spécialise dans la production laitière devra s'approvisionner dans une autre unité spécialisée dans les aliments du bétail et dans une autre encore pour l'obtention d'animaux reproducteurs.

Actuellement, il existe 9 000 organisations inter-entreprises en faveur desquelles la propagande est active et se développe.

On nous rappelle les grandes formes de cette coopération inter-entreprises :

- Les Unions Science-Production associant exploitations agricoles et institut de recherches. Grâce à ces unions la science devient responsable de la production. Les planificateurs comptent sur elles pour pouvoir organiser un "développement garanti" (sans risques).

- Les organisations inter-entreprises : elles existent depuis longtemps pour assurer des services (construction, réparation, électricité) et concernent maintenant la production agricole proprement dite. Elles constituent de grosses entreprises créées à partir d'exploitations spécialisées et complémentaires. La crainte a été évoquée de voir ces entreprises prendre une place excessive dans le processus de décision. Le risque est perçu.
- Les unions agro-industrielles doivent permettre une association entre la production agricole (plusieurs exploitations) et la transformation (une usine, sucrière ou vinicole par exemple).

Sans doute cette spécialisation des exploitations pose, dans certains cas, des problèmes de plein emploi du personnel dans le temps. On peut y remédier en introduisant dans les exploitations des activités supplémentaires, on nous cite le cas de productions artisanales dans les Républiques Baltes, ou bien encore le cas de l'installation d'ateliers de confection qui fourniront du travail lors des périodes de sous emploi, notamment aux femmes.

Le développement des formes de collaboration inter-entreprises suscite évidemment un changement des centres administratifs où se prennent les décisions. En outre il suppose l'établissement de prix d'échange des biens qui transitent entre les exploitations, ainsi que le choix d'un mode de répartition des bénéfices. Pour répondre à ces préoccupations, des statuts juridiques officiels sont maintenant au point, ménageant une certaine autonomie aux entreprises adhérentes. De plus, un département spécial du Ministère de l'Agriculture vient d'être créé pour aider au règlement des problèmes qui se posent lors de la mise en place de ces collaborations.

II - LE SYSTEME DE DIFFUSION DU PROGRES TECHNIQUE EN U.R.S.S.

L'agriculture soviétique est aujourd'hui engagée dans un processus d'intensification. Il s'agit d'une révolution technologique. Cela suppose l'utilisation systématique du progrès technique et la mobilisation des chercheurs.

L'important potentiel scientifique soviétique devrait permettre d'accompagner ce projet : plus de 70 000 personnes travaillent pour la science agricole dans plus de 600 organisations. Annuellement la production agricole bénéficie de 200 à 400 "grosses réalisations" scientifiques.

Le problème consiste à utiliser le plus rapidement possible les résultats des travaux scientifiques. C'est pourquoi, depuis 3 ou 4 ans, on a enregistré des changements importants dans le système de diffusion du progrès technique.

Sans doute c'est à l'initiative des exploitations et de leurs responsables qu'on applique les résultats des travaux scientifiques. Mais quand la diffusion de ces résultats devient massive et que les travaux s'avèrent de plus en plus complexes, les exploitations isolées ne sont plus capables d'organiser l'application des travaux scientifiques, le concours des "Organisations Agricoles" (1) devient indispensable. La période actuelle est donc caractérisée par le renforcement du rôle des Organisations Agricoles dans la diffusion du progrès technique, notamment lorsque les ressources et le personnel compétent font défaut aux exploitations.

Les organisations agricoles vont organiser la diffusion du progrès technique de façon rationnelle et centralisée. L'idée est de mettre à la disposition des exploitations l'ensemble des innovations liées pour une production donnée, par exemple variétés propres à la production mécanique, machines adaptées, produits phytosanitaires, calendrier des travaux. On parlera alors de technologie industrielle.

 (1) Administrations d'encadrement de l'agriculture, présentes aux différents niveaux de la hiérarchie administrative.

Les moyens de production sont généralement trop limités pour que de tels systèmes technologiques puissent être rapidement diffusés. Un choix est donc réalisé en faveur des exploitations susceptibles de mettre en oeuvre de tels systèmes avec succès.

Au sein du Ministère de l'Agriculture de l'Union, plusieurs départements sont responsables de la mise au point de ces systèmes technologiques, du choix des exploitations qui vont les expérimenter et ainsi de l'échelle de leur mise en oeuvre. La même procédure se retrouve aux autres niveaux de la filière des organisations agricoles (République, oblast, raïon) qui sélectionnent les technologies en fonction de leurs besoins. Ainsi, en plus des innovations mises en oeuvre à l'initiative propre des exploitations, on rencontre des technologies qui sont initiées par les divers niveaux des organisations agricoles. Chaque niveau est responsable du lancement et du suivi des technologies qu'il a sélectionnées et de celles qui ont été sélectionnées par un niveau supérieur. Au sein des organisations agricoles, des services spécialisés sont chargés de suivre l'application de ces techniques nouvelles et de l'organisation de la propagande en leur faveur. En outre, ces services doivent répondre aux demandes des exploitations.

Ainsi, il existe une ossature pour diffuser les technologies modernes. Sans doute cette ossature ne concerne que 10 % des innovations, tandis que 90 % des innovations sont mises en oeuvre à l'initiative des exploitations, mais, selon notre interlocuteur, les innovations stratégiques transitent par le biais de l'ossature.

La participation des instituts de recherche à cette organisation se situe à un triple niveau :

- ils produisent le progrès technique,
- ils formulent des recommandations qui les obligent à spécifier les conditions de mise en oeuvre des techniques,
- ils participent à la formation des personnels et à la "propagande".

Cette participation est organisée par le Plan.

Depuis quelques années, on a expérimenté des formules contractuelles liant un institut de recherche et une exploitation agricole : c'est par exemple le cas de l'institut de gestion du travail de Kossino qui a été le premier concerné par ces formules. Dans la république de Russie, trois autres instituts (3000 personnes) travaillent ainsi sur contrat, tandis que c'est le cas de 11 instituts pour le reste du pays. De telles formules sont aussi essayées au niveau des oblasts : ainsi les organisations agricoles d'un oblast passent un contrat avec un institut de recherches qui devient chargé d'adapter ses résultats pour les exploitations concernées (200 à 300 par exemple) ; on détermine le prix de ce travail de recherche et les exploitations co-contractantes le paient.

Les Unions Science-Production (U.S.P.) procèdent du même souci de mobilisation du potentiel scientifique au service de l'amélioration de la production.

A la question de savoir quelles sont les principales difficultés rencontrées et quelles explications en sont données, notre interlocuteur, après avoir insisté sur la disponibilité encore insuffisante des moyens de production, fournit une double réponse.

En premier lieu, les organismes scientifiques travaillent sur des technologies globales qui manquent souvent de spécificité. Il faut donc envisager un effort important d'adaptation aux conditions locales. C'est ce qui justifie les tentatives de rapprochement de la science et de la production. On espère ainsi trouver des formes rationnelles de mobilisation des scientifiques de manière à ce qu'ils formulent des recommandations simples et adaptées.

En second lieu, les résultats des recherches sont généralement fragmentaires et ponctuels alors que la production a besoin de données unifiées, coordonnées.

Aussi, pour le prochain plan quinquennal, on va inviter les organismes scientifiques à fournir des recommandations sous forme de programme complexe concernant la totalité de la technologie d'un produit. On espère ainsi reconstruire progressivement l'agriculture à partir des données de la science. Ces propositions devront s'accompagner de distribution de primes incitatives non pas tellement pour les travailleurs de la production qui en perçoivent déjà mais plutôt pour les travailleurs des instituts et des organisations agricoles qui, paraît-il, en reçoivent peu pour l'instant.

Malgré nos invitations, il n'a pas été question de résistances dues à l'insuffisante participation des travailleurs agricoles, à la faible attraction des changements technologiques, ou aux éventuelles déficiences de l'organisation de la production.

REUNION AVEC M. NAZARENKO (1)
 AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'UNION
 MOSCOU - 31 OCTOBRE 1980

Cette réunion est intervenue à la fin de notre mission en URSS. Il nous paraissait alors utile de pouvoir rencontrer un responsable tel M. NAZARENKO, déjà vu lors de notre précédente mission, qui puisse donner un point de vue clair sur un certain nombre de questions en suspens portant sur les problèmes suivants : la distribution agro-alimentaire ; les investissements, la main-d'oeuvre et la productivité ; le rapprochement des conditions de travail et de vie entre villes et campagnes ; la coopération inter-entreprises ; le modèle d'alimentation animale.

I - LA DISTRIBUTION AGRO-ALIMENTAIRE

Il nous semble que l'on accorde en URSS beaucoup d'attention aux problèmes de la production agricole et bien peu à ceux de la distribution ?

L'agriculture ne bénéficie d'une attention soutenue que depuis le Plénum de 1965. Ainsi, en matière d'investissements, 380 milliards de roubles ont été consacrés à ce secteur en 15 ans, sans compter les investissements effectués à l'amont (industries des engrais, du machinisme, etc..) et l'aval (transformation, transport, distribution). Le problème essentiel était de créer la base matérielle et technique nécessaire pour assurer le développement de la production, d'où l'attention prioritaire portée à la production proprement dit et à son amont. Actuellement, 27 % des investissements vont à l'agriculture (décision du Plénum du Comité Central en 1978).

Depuis 1979, les problèmes de politique agricole sont posés en terme de politique agro-alimentaire, incluant la production, son amont et son aval, car on ressent la nécessité de mieux planifier et gérer l'ensemble de la filière, en particulier de mieux rationaliser la distribution. Cette approche générale a été confirmée par le tout récent Plénum (20-21 octobre 1980) et le discours qu'y a tenu BREJNEV.

Pour rationaliser la distribution, on essaie de raccourcir la filière par la création :

- de groupements entre exploitations agricoles et magasins de distribution,
- de grosses sociétés agro-industrielles où les entreprises de transformation-conditionnement intègrent les productions d'entreprises agricoles (essentiellement légumes et viande d'embouche) qui perdent ainsi leur autonomie pour les productions concernées.
- de groupements coopératifs d'entreprises agricoles (les organisations inter-entreprises) qui créent des unités communes de conditionnement, transformation, transport,
- d'entreprises nouvelles de très grandes dimensions qui assurent elles-mêmes plusieurs fonctions successives : c'est le cas de l'entreprise avicole Ptitseprom, la plus importante au monde, qui assure la préparation des aliments, la production, l'abattage et la distribution d'oeufs et de poulets.

 (1) M. NAZARENKO, Directeur de l'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Information et les Questions Technico-Economiques de l'Agriculture ; Membre correspondant de l'Académie VASKhNIL. MM. TYURNIN et GORINOV, respectivement Directeur Adjoint et Chef du Département des Relations Extérieures de cet Institut, étaient présents.

Même dans les grandes villes comme Moscou et Kiev, les centres de distribution de produits alimentaires nous ont paru à la fois très spécialisés (il y a des magasins différents pour les fruits et légumes, les produits laitiers, la viande, le poisson, les autres produits alimentaires, les produits d'entretien ménagers) et mal organisés (pas de self-service), ce qui occasionne des pertes de temps apparemment considérables pour les achats. Est-il envisagé d'améliorer ce système de distribution ?

Dans de nouveaux quartiers de grandes villes, vous pouvez voir des magasins "universels" où on peut trouver toutes sortes d'articles ; on a aussi aménagé des magasins en self-service du type des "Carrefour" en France mais de plus petite taille car les voitures personnelles sont encore peu nombreuses. Une autre tendance est de multiplier dans le cadre des organisations intégrées, les magasins spécialisés et d'augmenter leur taille : ceci permettra de raccourcir et d'améliorer les relations entre la production et le consommateur (fruits et légumes, poissons).

II - INVESTISSEMENTS, MAIN-D'OEUVRE ET PRODUCTIVITE

Comment expliquez-vous les importantes disparités de productivité existant entre branches agricoles et au sein d'une même branche (entre entreprises) ?

Les disparités de productivité entre branches sont effectivement importantes. Ainsi la céréaliculture et l'aviculture sont hautement mécanisées et la productivité y est élevée, comparable à celle observée dans les pays les plus développés. Ce n'est pas le cas dans d'autres branches où pour accroître la productivité, il nous faudra appliquer des techniques industrielles avec une mécanisation aussi complète que possible, et en priorité mécaniser les travaux les plus importants. Ainsi, pour le maïs, nous disposons maintenant de techniques de culture totalement mécanisées, appliquées seulement à une partie de cette culture et dont nous nous efforçons de généraliser l'emploi.

La productivité du travail est aussi liée à la structure de la population active, très variable selon les régions. Le problème de la productivité du travail est aussi un problème social ; on ne pourra le résoudre qu'en fixant une population jeune capable d'utiliser les nouvelles technologies industrielles et finalement qu'en mettant en place des conditions de travail et de vis susceptibles d'attirer la jeunesse.

Et les disparités entre les résultats d'exploitation d'une même région, font-elles l'objet d'étude ? S'intéresse-t-on en particulier aux problèmes de fonctionnement interne des exploitations ?

Les travaux de recherche sur ces points sont nombreux. Ceux portant sur le premier facteur de différenciation que sont les conditions naturelles (terre, climat) sont pratiqués depuis longtemps : ils ont permis de tenir compte des différences de potentialités régionales (ainsi un ha irrigué en Géorgie fournit un produit brut de 4-5 000 roubles, contre 50 dans le Nord-Ouest) dans les systèmes de prix à la production.

Les études portant sur les autres facteurs de production, hommes et capitaux, se sont multipliées récemment. Les analyses factorielles sont des sujets populaires de thèses ! Elles démontrent que la différenciation des résultats des entreprises s'explique principalement par l'hétérogénéité des ressources naturelles et des dotations en capital et non par le facteur gestion, et confirment la priorité à accorder aux facteurs objectifs de production par rapport aux facteurs subjectifs.

Autre facteur de différenciation des résultats d'exploitation : les différences de combinaisons entre branches ayant des taux de rentabilité différents. Les taux de rentabilité les plus élevés sont atteints pour les céréales et le tournesol, et de façon générale, les productions les plus vite et les plus fortement mécanisées sont les plus rentables. Pour des productions moins mécanisées telles la betterave ou les productions animales, les coûts de production ont tendance à s'élever régulièrement avec les hausses de salaire, or les prix à la production ne sont révisés que périodiquement, d'où les baisses de leur taux de rentabilité. L'idéal serait de modifier les prix ou les coûts de telle sorte que les taux de rentabilité soient équilibrés et voisins (autour de 38 %) ; concrètement, on utilise les deux voies qui présentent l'une et l'autre des avantages et des inconvénients : les subventions aux investissements pour les productions à faible taux de rentabilité (ex : subventions aux étables laitières) et le relèvement des prix à la production avec ses incidences sur les prix de détail... évitées par des subventions croissantes de l'Etat.

Comment ces subventions évoluent-elles ? Quelles sont les perspectives en matière de rapports des prix à la production et à la consommation ?

Le contrôle des prix de détail est toujours aussi rigide en fonction d'objectifs sociaux inchangés : éviter l'inflation, protéger les familles aux revenus les plus modestes. Les subventions sont de ce fait très importantes et croissantes : la subvention accordée pour la seule distribution de viande à prix modérés a coûté à l'Etat 19 milliards de roubles, à comparer aux 38 milliards consacrés à l'ensemble des investissements agricoles (en 1979). A l'avenir, ces subventions devraient continuer à croître sauf changement.

L'agriculture soviétique manque-t-elle de bras ou dispose-t-elle de réserves importantes de main-d'oeuvre ?

La situation, et le récent recensement démographique le confirme, est très variable selon les régions.

En Asie Centrale, la population rurale continue à augmenter : là, l'agriculture dispose de beaucoup de bras et le problème est d'utiliser la main-d'oeuvre sur place car cette main-d'oeuvre est peu disposée à migrer dans les villes ou vers le Nord.

Dans la partie européenne, la situation est différente. Au Sud, en raison des migrations nord-sud, les structure et quantité de main-d'oeuvre sont assez bonnes. Au Centre et au Nord, les migrations importantes vers le Sud et vers les grandes villes, d'une part, et les exigences en travail pour les productions de lait, pomme de terre, etc. d'autre part, créent un déséquilibre qu'on ne pourra résoudre que par une mécanisation intensive et par la réalisation d'importants investissements sociaux nécessaires pour attirer ou maintenir de jeunes travailleurs.

Je rappelle que la population active agricole s'élève actuellement à 18-19 millions de personnes si on utilise le concept standard international (population occupée dans la production).

Existe-t-il des différences entre résultats attendus et résultats obtenus de l'accroissement des échelles de production, et plus généralement de l'application des résultats de la science ?

Nous procédons généralement à des évaluations des résultats obtenus par l'application d'innovation, à leur comparaison avec les résultats attendus. On observe fréquemment des différences sensibles entre résultats attendus et résultats obtenus, dues le plus souvent à des difficultés dans le fonctionnement (exemple : difficultés pratiques dans l'approvisionnement ou la distribution d'aliments du bétail). Cependant, d'une manière générale, la science pourvoyeuse d'innovations,

est hautement rentable : on estime qu'un rouble investi ici rapporte 3.5 roubles, avec une rentabilité particulièrement élevée dans l'application de nouvelles variétés (cas des changements variétaux périodiques pour les blés d'hiver).

III - L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE RURAL ET LE RAPPROCHEMENT VILLE-CAMPAGNE

La politique en matière d'infrastructures sociales en milieu rural ?

L'objectif est de niveler partout les conditions de vie. Il existe des régions riches et des régions pauvres. Le rôle du Gouvernement de l'Union est de compenser les différences de potentialités, de situations, en faisant appel à toutes sortes de sources de financement : autofinancement par les kolkhozes et sovkhozes, dépenses budgétaires des Conseils Municipaux, des Républiques et de l'Union.

En matière d'éducation, alors que jusqu'à une date récente, les dépenses par écolier étaient plus élevées en ville qu'à la campagne, nous avons l'inverse maintenant. On tend ainsi à une réduction des différences entre milieu urbain et milieu rural, entre régions du nord plus urbanisées et régions du sud plus rurales.

En matière de santé, on peut offrir tous les services médicaux élémentaires à partir d'un seuil de population de 3000-5000 habitants. De tels bourgs sont fréquents dans le Sud ; dans le Nord, l'habitat est plus dispersé et l'idée est plutôt de maintenir la population dans les villages et hameaux et d'améliorer le réseau routier pour permettre d'assurer à la population les services médicaux qui seraient regroupés dans les agglomérations plus grandes existantes.

Il semble qu'un des objectifs majeurs de la politique agricole soviétique soit de rapprocher les conditions de travail et de vie entre villes et campagnes. Ne veut-on pas aller jusqu'à la suppression de toute spécificité du mode de travail et de vie agricole (qu'on met au contraire souvent en avant en France actuellement) ? Ne risque-t-on pas de perdre un large potentiel de créativité, de perdre une large expérience paysanne ?

Certes, la tendance principale est de transformer l'agriculture en une "branche industrielle". Mais l'agriculture conservera toujours une certaine spécificité : l'agriculteur, le travailleur agricole est un homme qui résout tous les jours des problèmes nouveaux et il n'y a pas et ne peut y avoir de solution standardisée à des problèmes qui ne sont pas standardisés ; il faut reconnaître qu'on n'a pas eu une telle position par le passé ! Il ne peut être question de s'appuyer sur des fonctionnaires de la production et les travailleurs agricoles doivent avoir une possibilité d'initiative, un sentiment de responsabilité que l'on cherche à développer par des modes de rémunération différenciée, par un intérêt aux résultats, une participation aux décisions, etc. Ce sont là aussi des voies qui doivent permettre de mobiliser l'expérience paysanne qui n'est pas forcément en contradiction avec l'industrialisation de l'agriculture, mais on n'a pas de méthodes standards pour résoudre ces problèmes.

IV - LA COOPERATION INTER-ENTREPRISE

L'extension de la coopération inter-entreprise ne risque-t-elle pas de diluer la responsabilité des entreprises et de démobiliser les travailleurs de base ?

Les organisations inter-entreprise (OIE) sont des sortes de coopératives dont la création se justifie par les possibilités d'économies d'échelle dans la mise en oeuvre du progrès technique.

Cependant, dans la pratique, il arrive que ces OIE deviennent des organismes dominants et qu'au lieu d'être au service des entreprises adhérentes, elles obéissent à des objectifs propres de croissance qui ne sont pas forcément en accord avec ceux

fixés initialement. Pour supprimer cette contradiction, la loi stipule le transfert complet du pouvoir de décision au conseil d'administration composé de représentants des exploitations adhérentes, avec un pouvoir égal pour tous ces représentants : on peut penser que l'OIE restera alors au service des entreprises adhérentes.

Mais, il nous a été dit que l'OIE était souvent créée auprès d'une exploitation de tête, celle qui dispose du plus gros atelier dans la production concernée par la coopération inter-entreprise. Cette exploitation de tête ne risque-t-elle pas de tirer le plus grand profit de cette coopération et finalement d'imposer ses propres objectifs ?

Effectivement, dans le passé, les OIE notamment dans la construction ont pu réaliser d'importants bénéfices, avoir des taux de rentabilité élevés et s'assurer une croissance rapide surtout profitable aux entreprises adhérentes qui avaient d'importantes constructions à réaliser. Pour éviter cela, une disposition a été prise qui prévoit que le taux de rentabilité d'une OIE ne doit pas être supérieur à celui des entreprises adhérentes. Mais pour assurer une véritable démocratie économique, il faut que le pouvoir de l'OIE reste entre les mains du conseil des représentants des entreprises adhérentes.

Le nombre des Unions Sciences-Production (USP) n'a pas progressé depuis deux ans, n'est-ce pas le signe d'un échec ?

La création d'USP soulève des problèmes complexes, avec des aspects positifs et négatifs. Les USP qui ont le mieux réussi sont celles qui avaient un objectif bien précis et concret, par exemple les USP moldaves et l'USP "fédérale" sur les plantes à parfum dont l'action est basée sur l'expérimentation et la diffusion de variétés (plants ou semences) améliorées. Ces succès nous confirment dans l'idée que seuls les instituts de recherche très spécialisés et très appliqués peuvent être valablement transformés en USP.

Mais il n'est pas question de transformer en USP des instituts de recherche à vocation polyvalente, large. Hier, au cours d'une séance de l'Académie des Sciences Agricoles VASKhNIL consacrée aux USP, ce point de vue a été confirmé et il a été convenu que de nouvelles USP ne devaient être organisées qu'avec soin pour ne pas nuire à la recherche. Cependant, il n'y a pas eu depuis 1978 de suppression de certaines USP existantes créées autour d'Instituts de Recherche polyvalents (dans les pays baltes par exemple).

V - LE MODELE D'ALIMENTATION ANIMALE

On a quelque fois dit que le modèle d'alimentation animale en Union Soviétique fait une place trop importante aux céréales, qu'en pensez-vous ?

Nous avons cherché à étudier les tendances objectives du modèle d'alimentation animale chez nous et à l'étranger.

On constate que plus les élevages sont développés, modernes et plus la part de céréales dans l'alimentation se réduit, notamment au profit des aliments protéiques : aux Pays-Bas, les céréales ne fournissent que 25 % de l'alimentation animale.

Dans notre pays, compte tenu de la productivité des terres et sans leur bonification, les céréales fournissent de meilleurs rendements en unités fourragères que les cultures fourragères, ce qui explique que durant les 15 années passées, la part des céréales se soit accrue. Maintenant, les investissements importants réalisés en matière de drainage et d'irrigation, l'emploi croissant des engrais permettent d'augmenter la production d'herbe et de tendre vers un meilleur équilibre de la ration alimentaire pour les bovins.

Le problème majeur reste celui de l'accroissement de la production de protéines pour un équilibre encore meilleur de cette ration et pour toutes les productions animales. Actuellement, les sources principales de protéines sont les productions végétales (les disponibilités en farine de poisson, sous-produits de l'industrie laitière, etc. sont limitées), notamment :

- les cultures oléagineuses : au centre du pays, le tournesol traditionnel dont on attend beaucoup de l'utilisation élargie de nouvelles variétés hybrides ; au Sud, surtout autour de la Mer Noire, le soja ; au Nord, ce sera le colza,

- le coton : une culture importante qui fournit des tourteaux de coton utilisés dans l'alimentation bovine et dont la production pourrait être accrue pour une utilisation dans l'alimentation porcine et avicole.

L'Union Soviétique a-t-elle été vraiment gênée par l'embargo céréalier US ?

Aucun effet, nous avons pu assurer par ailleurs nos approvisionnements. Les grandes firmes céréalières US sont tellement avides de profit qu'elles sont capables de tourner n'importe quelle législation. L'embargo portait sur les céréales US, mais elles pouvaient nous vendre des céréales non US : on peut acheter et vendre n'importe quoi...

3ÈME PARTIE

LES ECHANGES AVEC LES INSTITUTS DE RECHERCHE

- III - L'Institut Fédéral d'Economie Rurale de Recherche Scientifique sur l'Economie de l'Agriculture (VASKhNIL), Moscou.
- IV - L'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de Moscou, M. TIKHONOV.
- V - Le Laboratoire d'Etude des Problèmes Sociologiques du village de l'Institut d'Ethnographie de l'Académie des Sciences, Moscou.
- VI - L'Institut de Recherche Scientifique sur l'Economie, l'Organisation du travail et la gestion des exploitations dans l'agriculture de la République de Russie, Moscou - Kossino.
- VII - L'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Economie et l'Organisation de l'Agriculture de la République d'Ukraine, Kiev.

L'INSTITUT FEDERAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
SUR L'ECONOMIE DE L'AGRICULTURE, MOSCOU

Nous avons déjà rendu visite à cet Institut important qui dirige, en qualité d'institution scientifique de "tête", toutes les recherches conduites dans l'Union en matière d'économie de l'agriculture (cf. compte-rendu de mission de 1978). Le présent rapport n'a retenu, parmi les informations recueillies au cours de cette deuxième prise de contact, que les indications nouvelles.

I - LA STRUCTURE DE L'INSTITUT ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL DE RECHERCHE

Au cours de ces deux dernières années la structure de l'Institut a fait l'objet de retouches mineures. L'Institut demeure organisé en départements, chacun prenant en charge en charge un thème de recherche. La liste des départements a été légèrement modifiée pour tenir compte de la nécessité de poursuivre, aux côtés des recherches relatives à la coopération inter-entreprises et à l'intégration agro-alimentaire qui demeurent les thèmes privilégiés des investigations, l'examen du fonctionnement des deux formes traditionnelles de la propriété socialiste à la campagne : les kolkhozes et les sovkhozes. En effet, les organisations inter-entreprises n'assurent guère que de 8 à 12 % de la valeur de la production agricole finale selon les branches, si bien que kolkhozes et sovkhozes demeurent encore, et resteront dans le proche avenir, les principaux créateurs de la production agricole finale. Aussi a-t-on organisé un département consacré à l'étude du fonctionnement des kolkhozes et des sovkhozes. Selon l'usage, ce département a été scindé en trois secteurs : analyse du fonctionnement des kolkhozes, analyse du fonctionnement des sovkhozes, analyse comparée de leur efficacité économique respective.

L'organisation du travail de recherche évolue du fait du recours croissant aux méthodes mathématiques de traitement de l'information statistique. L'Institut s'est assuré les services d'un éminent mathématicien : le Professeur KRAVTCHENKO et il dispose de son propre ordinateur de forte puissance. Dans le proche avenir, chaque département disposera d'un terminal desservi par un personnel qualifié. Déjà l'Institut met en oeuvre les résultats de recherches théoriques et les programmes diffusés par l'Institut Fédéral de Recherche Cybernétique appliquée à l'agriculture qui dépend lui aussi du Ministère de l'Agriculture et est installé dans la ville de Moscou. Sur le plan pratique et pour ce qui est de la collecte et du premier traitement des données statistiques, l'Institut a participé à la création, à titre expérimental, dans 9 oblasts du pays de centres primaires de collecte de données. Outre le travail de routine, ces centres procèdent à un premier traitement des données en suivant pour ce faire les recommandations de l'Institut.

La féminisation du personnel de l'Institut se poursuit. Parmi les 642 personnes qui y travaillent, figurent 70 % de femmes, mais la place qui est faite à ces dernières est plus importante à la base qu'au sommet de la pyramide des emplois. Si les femmes constituent près de 60 % du nombre des personnes engagées dans la préparation d'une thèse de troisième cycle (aspirantur), aucune femme n'a encore obtenu le doctorat d'Etat. De même, alors que des femmes sont à la tête de la plupart des groupes de travail (cellules élémentaires de travail rassemblant le plus souvent 2 chercheurs, 1 statisticien, une secrétaire-dactylographe), peu nombreuses sont celles qui dirigent des secteurs entiers et une seule a été placée à la direction d'un Département.

Un effort est accompli pour "décentraliser" quelque peu le fonctionnement des différents secteurs. Le plan annuel de recherche qui résulte de la décontraction des objectifs fixés par le plan quinquennal et qui a seul force de loi, définit les tâches de chaque département et de chaque secteur. Mais on s'efforce de laisser plus d'initiative aux "groupes de travail" (tvortcheskaïa grouppa) dans l'établissement de leur obligations et l'organisation de leurs recherches.

II - LE RAPPROCHEMENT DES DEUX FORMES SOCIALISTES DE PROPRIÉTÉ

Ces généralités étant présentées, notre interlocuteur, M. BOUTAEV B.B., en sa qualité de responsable du secteur qui se consacre à l'étude du rapprochement des deux formes socialistes de propriété, aborde le thème de l'avenir des deux grands types d'exploitations socialisées.

Le parti et le gouvernement aident au développement de chacune de ces deux formes dans la phase actuelle de leur histoire, mais la perspective à long terme est la création d'une forme unique d'exploitation. Celle-ci cumulera les avantages propres à chacune des deux formes actuelles : une plus grande démocratie de gestion et une meilleure adaptation aux réalités dans le kolkhoze, une organisation plus rationnelle de la gestion et du travail dans les sovkhozes. L'Institut de Moscou est le seul organisme de recherche qui ait compétence dans ce domaine pour l'ensemble de l'Union. Cependant, l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. a créé à Saratov un Institut de recherche qui traite de l'organisation socio-économique des complexes agro-industriels, mais la zone d'action de ce dernier est régionale.

Il n'existe plus désormais que des différences quantitatives et non plus qualitatives entre kolkhozes et sovkhozes. Les mesures prises pour garantir un salaire minimum aux kolkhoziens, celles qui ont amélioré la protection sociale qui leur est assurée, celle qui les a autorisés à se syndiquer (mesure introduite en 1975-1976 qui fait du syndicat le défenseur des intérêts moraux et matériels des kolkhoziens, l'Assemblée générale organisant le travail de production) ont très sensiblement rapproché les situations de fait offertes aux kolkhoziens et aux ouvriers et employés des sovkhozes. Des différences mineures et d'ordre "quantitatif" demeurent : le lopin familial s'étend sur 5 000 m² dans le sovkhoze, la dotation en énergie mécanique par travailleur est supérieure dans le sovkhoze (27,4 CV) à ce qu'elle est dans le kolkhoze (16,9 CV en 1978).

Selon M. BOUTAEV, la question de la propriété de groupe n'a plus qu'un caractère formel aujourd'hui. En effet, si la première génération des kolkhoziens avait bien apporté avec elle, en entrant dans les kolkhozes, la terre et les moyens de production, aujourd'hui, alors que les kolkhozes accueillent la troisième génération de leurs adhérents, cet apport n'a plus de réalité. L'essentiel des moyens de production dont disposent les kolkhozes provient de l'Etat : l'Etat leur assure la jouissance gratuite de la terre dont il est le propriétaire éminent (selon l'Institut, la valeur moyenne des terres labourées serait de 680 roubles, celle des pâturages 140 R/ha), l'Etat prend en charge la formation des cadres et spécialistes qui travaillent dans les kolkhozes, l'Etat accorde crédits et subventions aux kolkhozes. Aussi, selon M. BOUTAEV, si la propriété de groupe existe juridiquement, elle a cessé d'exister du point de vue de l'économiste.

Deux difficultés demeurent à propos des kolkhozes : l'inégalité des résultats et donc des rémunérations d'un kolkhoze à l'autre d'une part et, de l'autre le chômage saisonnier d'une partie de la main-d'oeuvre. Les pouvoirs publics s'efforcent d'égaliser les chances en corrigeant, autant que faire se peut, les rentes différentielles d'origine naturelle : ils ne peuvent tolérer l'existence d'îlots de prospérité et font font en sorte que les plus riches viennent en aide aux autres.

Ces mêmes pouvoirs publics encouragent discrètement les Présidents de kolkhoze à créer des ateliers artisanaux ou industriels de manière à fournir un complément de travail à leurs administrés. En toute logique ces ateliers ne devraient avoir qu'une activité saisonnière de manière à ne pas compromettre le franchissement de la pointe de travail et à ne pas altérer le caractère agricole des kolkhozes. Mais la tentation est grande (amortissement du matériel, rentabilité supérieure à celle des activités agricoles) de donner à ces ateliers un caractère permanent. Cela est particulièrement vrai dans les régions à très forte densité de population rurale (Transcaucasie, Asie moyenne) où persiste une forte opposition à la migration. De nombreuses expériences ont vu le jour, en particulier dans les Républiques baltes, en Transcaucasie et en Asie moyenne, consistant à installer dans les kolkhozes des ateliers d'artisanat d'art, de travail des textiles ou de fabrication de composants pour machines électroniques. L'initiative revient aux exploitations, l'Etat aidant à la réalisation de l'entreprise par l'octroi de crédits et la passation de contrats d'assistance technique et de fourniture avec des entreprises industrielles. En principe, les pouvoirs publics imposent un mode de fonctionnement saisonnier à ces ateliers, mais il leur arrive de tolérer un mode de fonctionnement permanent dans les régions de forte densité rurale : l'atelier industriel ou artisanal finance alors l'activité agricole ou prend en charge la création d'infrastructures (routes, logements, équipements socio-culturels). Ce fait serait général : en l'absence de toute statistique officielle à ce propos, M. BOUTAEV pense que 70 % des kolkhozes au moins entretiennent des ateliers de ce type ou envoient à la morte saison une partie de leurs adhérents travailler dans des entreprises industrielles ou des chantiers de construction (cf compte rendu de la visite du kolkhoze "Komsomol" infra). Ces pratiques sont aussi particulièrement nécessaires et bénéfiques dans les régions que l'exode rural a privé de jeunes agriculteurs, la région des terres non noires y ayant été particulièrement sensible. Il faut y retenir la jeunesse rurale, la diffusion d'emplois non agricoles et l'amélioration des conditions de logement et de vie en offrant les moyens.

Les sovkhoses assurent sans peine le plein emploi de leur personnel et ne rencontrent aucune difficulté pour recruter la main-d'oeuvre indispensable à laquelle sont offertes des conditions de vie et de travail semblables à celles qui sont faites aux ouvriers de l'industrie ou aux employés de l'administration. Leur mode de gestion se démocratise, ce qui le rapproche de celui des kolkhozes. L'acte décisif en la matière a été le passage à l'autonomie comptable, lequel a contraint ces exploitations à dégager un bénéfice et produire davantage. Le personnel surveille désormais très attentivement la gestion de l'entreprise, puisque le montant des fonds attribués au financement des primes, à l'aide au logement et au développement des activités socio-économiques dépend du montant des bénéfices obtenus. Le Directeur doit donc des comptes non seulement à l'administration de tutelle mais à son personnel. Aussi ce dernier se voit-il offrir la possibilité de participer à la gestion de l'entreprise par le biais de la création de "conseils de production" dont le rôle reste toutefois encore consultatif mais pourrait devenir comparable à celui que joue l'Assemblée générale des kolkhoziens.

Le rapprochement est donc réel, selon M. BOUTAEV, et il autorise l'entrée des sovkhoses aux côtés des koldhozes dans les organisations inter-entreprises. Aucun conflit ne saurait apparaître entre les représentants de ces deux formes de propriété qu'un processus "dialectique" uniformise régulièrement : kolkhozes et sovkhoses peuvent coopérer car leur organisation est semblable désormais et en coopérant kolkhozes et sovkhoses se rapprochent encore davantage l'un de l'autre.

III - LE PROGRES SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Les pouvoirs publics (parti, gouvernement) souhaitent que kolkhozes et sovkhoses introduisent au plus vite les acquis de la science dans les techniques de production. Deux interlocuteurs nouveaux, MM. SIGOV et TOROVSKII nous décrivent

rapidement (et sans grande originalité) les méthodes utilisées pour renforcer les liens existant entre science et production dans l'agriculture.

- L'effort de recherche agricole accompli dans le pays est considérable : quelque 400 millions de roubles sont dépensés à cette fin chaque année, 400 variétés nouvelles ont été sélectionnées et multipliées, plus de 100 prototypes de machines agricoles nouvelles mis au point et fabriqués en série depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La diffusion de ces innovations au stade de la production est organisée par le plan.

- Les unions "science-production" : elles jouent un rôle décisif dans la création et la diffusion du progrès technique en agriculture ; elles sont au nombre de 25 et les plus anciennes ont déjà dix ans d'âge.

Chacune assure la création et la vulgarisation du progrès dans la branche qui est la sienne, l'aire d'action étant en général le territoire d'une République fédérative, mais pouvant s'étendre à l'ensemble de l'Union pour certaines productions très spécialisées (plantes médicinales et à parfum, par exemple). Les tâches de chacune de ces U.S.P. consistent à créer de nouvelles variétés productives résistant aux maladies, au froid et à l'humidité, élaborer des techniques de production performantes, mettre au point des modes rationnels d'organisation du travail, concevoir et réaliser des prototypes de machines nouvelles.

C'est pourquoi les U.S.P. rassemblent, autour d'un Institut de recherche scientifique, quelques sovkhoses chargés aussi bien de la multiplication des semences qui ont fait leur preuve, que de la mise en oeuvre des machines et techniques nouvelles, ainsi qu'un atelier de mise au point de ces prototypes. Les U.S.P. participent aussi à la formation des cadres polyvalents, ainsi qu'au recyclage de la main-d'oeuvre agricole et, pour ce faire, elles disposent d'une école technique (teknikum) et d'un centre de formation professionnelle (stages, cours du soir).

- La vulgarisation des acquis de la science est financée par les pouvoirs publics et régulée par le plan. Elle s'appuie sur un réseau de stations d'expérimentation très étoffé, mobilise les hommes de science, mais aussi tous les cadres et le personnel des exploitations agricoles, les syndicats eux-mêmes participant à la tâche.

Les résultats obtenus sont encore insuffisants. Les pouvoirs publics vont accroître l'effort de recherche-développement (on vient de créer un service agro-chimique), mettre au point un système efficace de stimulation matérielle à l'innovation, faciliter les contacts avec les spécialistes des pays étrangers afin de tirer parti de l'expérience acquise hors des frontières nationales. Il faut aussi vaincre les réticences manifestées par bien des institutions scientifiques à entrer dans des U.S.P., la crainte étant de voir les tâches de recherche appliquée ou de simple vulgarisation prendre la place de la recherche fondamentale.

Mais le bilan du fonctionnement des U.S.P. est bon : le délai séparant la date de mise au point définitive d'un prototype de machine ou d'une variété nouvelle de celle de la mise en oeuvre de cette innovation dans la pratique courante aurait été réduit de moitié en dix ans.

CONCLUSION

La visite de cet Institut, qui est pourtant l'organisme de tête de la recherche conduite en matière d'économie agricole dans le pays, nous laisse, cette année encore, sur une impression d'insatisfaction. Nos interlocuteurs s'en sont tenus à la présentation d'idées générales et à l'exposé d'une doctrine "officielle" alors que nous attendions d'eux la présentation plus critique de l'agriculture soviétique et des efforts accomplis par les chercheurs pour les surmonter.

L'INSTITUT D'ECONOMIE DE L'ACADEMIE DES SCIENCES, MOSCOU

Entretien avec M. l'Académicien TIKHONOV Vladimir Alexandrovitch
Responsable du Département de l'Agriculture

I - L'INSTITUTION

L'Institut d'Economie qui fonctionne auprès de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (La Grande Académie) est un organisme de recherches pluri-disciplinaires chargé d'étudier les relations existant entre les différents secteurs et les diverses branches de l'économie nationale. Les recherches qui y sont conduites sont d'ordre général : il s'agit d'abord de recenser les désaccords existant entre les faits économiques et la théorie, puis de proposer l'adoption des mesures susceptibles de supprimer ces désaccords, ce qui peut être obtenu soit par la transformation de la situation de fait, soit par la modification de la représentation théorique que l'on en a, soit par les deux évolutions simultanées conduisant à la recherche d'une convergence. Le personnel de l'Institut d'Economie rassemble quelque 400 personnes parmi lesquelles figurent 200 chercheurs scientifiques.

Le département de l'Agriculture, qui en est l'une des subdivisions fondamentales, emploie de son côté 60 personnes parmi lesquelles se trouvent 35 chercheurs scientifiques : 12 Docteurs es sciences économiques (titre équivalent à celui de Docteur d'Etat) et 23 "candidats" es sciences économiques (titre équivalent à celui de Docteur de Troisième cycle). Ce Département est dirigé par l'Académicien TIKHONOV, qui fut naguère Directeur de l'Institut de Recherche Scientifique sur l'Economie, l'Organisation du travail et la Gestion des exploitations dans l'agriculture de la République de Russie sis à Kossino.

Deux thèmes de recherche retiennent actuellement l'attention des membres du personnel du Département, le premier ayant trait aux relations existant entre agriculture et industrie, le second concernant l'organisation de la vie sociale et le développement des activités culturelles en milieu rural. Ces recherches sont coordonnées par un plan unique avec celles qui sont conduites par les spécialistes relevant de l'Académie des Sciences Agricoles (VASKHNIL). Les établissements de recherche appartenant à cette dernière jouent le rôle d'instituts de "tête" pour la plupart des recherches conduites dans le domaine agricole, mais cette fonction consistant à animer la recherche est assurée par le Département d'Agriculture de la Grande Académie pour tout ce qui a trait aux relations agriculture-industrie et à l'équipement socio-culturel des campagnes soviétiques. A ce titre, plus de 90 organismes de recherche travaillent sur ces deux thèmes en collaboration avec le Département visité.

II - LES RELATIONS AGRICULTURE-INDUSTRIE

Les liens se font toujours plus étroits entre agriculture et industrie. L'agriculture perd de son autonomie et de son indépendance au fur et à mesure que les frontières existant entre les deux secteurs s'estompent et qu'une production agro-industrielle intégrée se met en place. Le Département doit étudier les conditions objectives qui conduisent à la création des ensembles agro-industriels et mettre au point les formes rationnelles d'organisation des complexes agro-industriels de production. Aussi ses chercheurs doivent-ils s'intéresser à la structure actuelle de ces complexes et proposer l'adoption des mesures susceptibles d'en améliorer le fonctionnement. Il leur faut mettre au point les critères objectifs permettant de définir la part prise par les exploitations agricoles d'une part et les entreprises agro-industrielles de l'autre à la formation de la valeur du produit fini et élaborer les règles permettant de répartir entre les partenaires la plus-value obtenue.

Les tendances objectives qui poussent au rapprochement de l'agriculture et de l'industrie sont les mêmes en U.R.S.S. que dans tous les pays développés. La mécanisation et la motorisation du travail agricole jouent un rôle décisif en la matière. Le machinisme agricole ne cesse de gagner en complexité et diversité : l'industrie du machinisme agricole livre aujourd'hui non plus des machines indépendantes mais des groupes de machines formant de véritables "complexes" mécaniques analogues à ceux qui sont à l'oeuvre dans l'industrie. On assiste au renforcement du rôle des industries qui "structurent" l'agriculture et la rendent ainsi plus dépendante. Il en résulte aussi une profonde transformation du travail agricole dont les formes d'organisation se rapprochent de celles observées dans les usines. En même temps, la production agricole devient plus régulière, s'affranchissant, par le recours aux méthodes industrielles d'organisation, de l'influence des variations climatiques inter-annuelles.

L'industrialisation de l'agriculture exige la spécialisation progressive tant des exploitations que des régions. Cette évolution inéluctable est à peine engagée dans le pays, les traditions historiques y ayant durablement fait obstacle : les relations commerciales ont pénétré plus tard dans les campagnes russes qu'elles ne l'ont fait en Occident et leur généralisation y a été plus lente. Il est nécessaire de mettre un terme à la diversité excessive de la production agricole tant dans les exploitations que dans les régions. La planification centralisée doit réguler ce processus de spécialisation par le biais de la définition des assortiments et des quantités de produits qui doivent être livrés aux organismes publics d'achat. L'allocation des ressources nécessaires à l'obtention de ces produits offre aussi aux planificateurs le moyen de hâter cette spécialisation. Encore faut-il concilier les exigences de la planification centralisée et celles de l'autonomie de gestion des exploitations et des régions.

La coopération inter-entreprises doit jouer un rôle décisif dans ce rapprochement de l'agriculture et de l'industrie. Cette coopération inter-entreprises revêt aujourd'hui deux formes institutionnelles différentes. La première a cours en Moldavie. Là, les exploitations agricoles de polyculture-culture adhèrent à une ou plusieurs organisations inter-entreprises généralement spécialisées (construction de bâtiments d'exploitation ou atelier d'engraissement de bétail ou...), et leur confient une part plus ou moins importante de leurs activités. Ces exploitations conservent formellement leur autonomie juridique et économique, mais elles risquent en fait de voir leur autonomie se restreindre dans la mesure où la gestion des processus fondamentaux de production passe aux organisations inter-entreprises. Cette évolution conduit, en outre, à la création de très grandes entreprises nouvelles, chacune étant étroitement spécialisée dans la production, la transformation ou la distribution de denrées alimentaires.

La coopération inter-entreprises progresse plus lentement, et revêt des formes qui respectent mieux l'autonomie de gestion des exploitations qui la pratiquent, tant dans les Républiques baltes qu'en Biélorussie et en Ukraine. Ici, exploitations agricoles, entreprises industrielles agro-alimentaires et entreprises de services situées dans une même région administrative entrent dans des complexes agro-industriels territoriaux sans renoncer pour autant à leur autonomie, ni modifier la structure de leur production finale. Des contrats régissent désormais prestations de service et échanges de produits intervenant entre les adhérents, alors que des décisions administratives y pourvoient jusque là. Le plan d'Etat s'arrête au niveau des complexes agro-industriels chargés d'en assurer la réalisation par une répartition négociée avec les entreprises adhérentes. Cette deuxième voie, certes plus lente que la première, est reconnue comme la plus rationnelle des deux, en ce qu'elle permet de tirer parti de ce qui existe et en ce qu'elle correspond aux traditions socio-psychologiques des travailleurs des champs.

III - LE RAPPROCHEMENT DE LA CAMPAGNE ET DE LA VILLE

Les conditions de vie offertes aux populations rurales ne sont pas encore aussi bonnes que celles qui sont faites aux populations urbaines : les services de tous ordres, tout comme les équipements socio-culturels, sont, au village, de moins bonne qualité qu'à la ville, ce qui contribue au déclenchement de l'exode rural. Les pouvoirs publics doivent donc, s'ils veulent lutter de manière efficace contre cet exode, améliorer sensiblement la qualité des services rendus à la population rurale, leur attention devant se porter avant tout sur l'équipement socio-culturel des villages. Le progrès économique doit servir à l'amélioration des équipements socio-économiques dont disposent les villages puisqu'il existe une relation dialectique entre situation économique et état social des populations. Le Département étudie ces relations, établit la hiérarchie des objectifs socio-culturels devant être poursuivis, propose les moyens propres à créer les ressources nécessaires à leur réalisation.

Le retard accusé par les campagnes en matière d'équipements socio-culturels est un fait universel, mais il demeure particulièrement sensible en U.R.S.S. du fait tant de l'héritage de l'ancien régime que des fautes commises par le nouveau. L'infrastructure sociale de la vie : logements, moyens de transport, équipements commerciaux, services, établissements culturels, est de moins bonne qualité à la campagne qu'à la ville. La liquidation de ce retard exige la mise en oeuvre d'abondantes ressources matérielles et de lourds investissements, mais les ressources manquent pour y faire face, d'où la lenteur des transformations. Pourtant l'aspect des villages a déjà beaucoup changé et les équipements socio-culturels dont ils disposent se sont beaucoup améliorés, mais il faut encore perfectionner le réseau des établissements de commerce de détail et des services à la campagne.

A ce premier thème de recherche s'ajoute celui qui a trait au mode de rémunération du travail agricole : le système de stimulation socio-économique auquel il est fait recours dans les exploitations agricoles ne répond pas aux exigences du moment. En effet, au cours de la dernière décennie, les revenus distribués ont augmenté beaucoup plus vite que le volume de la production finale : tandis que celle-ci progressait de 2,7 % l'an en moyenne, ceux-là augmentaient de 7 % chaque année, le but poursuivi étant de réduire l'importance de l'exode agricole par le biais de l'intéressement matériel des actifs agricoles aux résultats de leur travail. Mais cette politique a eu des effets négatifs multiples : réduction de la rentabilité des exploitations agricoles, dégradation de leur fonctionnement, croissance très sensible des subventions accordées par les pouvoirs publics afin que la hausse des prix à la production ne se répercute pas de manière mécanique sur les prix de vente aux consommateurs. Les revenus distribués à la population agricole couvrent aujourd'hui le coût de reproduction de la force de travail, si bien qu'il n'est plus nécessaire de relever désormais le niveau des revenus distribués aussi vite qu'au cours de la décennie écoulée. Mais il faut mettre au point un nouveau mode de stimulation du travail agricole favorisant la croissance du volume et de la qualité de la production finale obtenue. Il faut donc qu'à l'avenir la rémunération du travail agricole soit liée plus étroitement que par le passé à la production finale obtenue sans qu'il y ait réduction des revenus distribués. Il faut aussi, pour relever le pouvoir d'achat de la population active agricole, affermir la valeur de la monnaie et développer le réseau des établissements de commerce et de service existant dans les campagnes.

CONCLUSION

Les recherches conduites au Département de l'Agriculture de l'Institut d'Economie fonctionnant auprès de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. ne se distinguent guère, quant aux thèmes retenus, de celles qui sont poursuivies dans les autres établissements de recherche consacrés à l'étude l'agriculture du pays.

L'originalité du travail réalisé par l'équipe que dirige l'Académicien TIKHONOV résulte de la qualification des chercheurs qui la composent, du caractère pluridisciplinaire des investigations que ceux-ci conduisent, ainsi que de la volonté manifestée par tous d'aborder les problèmes structurels et de conduire les analyses à un niveau plus global : ce sont les modalités de fonctionnement du système économique et social lui-même, sa structure propre, qui sont étudiés ici et non les détails de sa mise en oeuvre.

ENTRETIEN AVEC I.V. AROUTIOUNIAN
DIRECTEUR DU LABORATOIRE D'ETUDES DES PROBLEMES SOCIOLOGIQUES DU VILLAGE
A L'INSTITUT D'ETHNOGRAPHIE DE L'ACADEMIE DES SCIENCES
MOSCOU - 22 OCTOBRE 1980

Ce laboratoire rassemble 19 personnes travaillant sur des thèmes intéressant le fonctionnement de la société actuelle tels que :

- la structure sociale des villes et villages selon régions et nations,
- l'incidence des spécificités culturelles, y compris les problèmes liés au langage,
- la mobilité sociale de la population rurale,
- les relations familiales, etc.

Il est en U.R.S.S. le seul lieu d'étude de la plupart de ces thèmes. Parmi les travaux réalisés on trouve aussi quelques monographies de village (Viriatine en Russie, Terpinyi en Ukraine) présentées toutefois comme secondaires et qui ne semblent pas être réalisées dans le sens de ce qui correspondrait chez nous à l'étude du fonctionnement d'une unité sociale locale.

On pratique une approche ethnographique du fait social, faisant appel à une vision historique. On utilise notamment des méthodes de sociologie concrète telle que des enquêtes permettant d'interroger jusqu'à 10 000 personnes d'une même république dans leur langue maternelle.

La place de la sociologie dans le dispositif d'étude de la société nous est présentée comme étant déterminée par l'idée que si les facteurs économiques constituent le déterminant essentiel du fonctionnement social, ils ne reflètent pas complètement le comportement des gens, de telle sorte que dans certains cas il faut faire appel à d'autres approches pour mieux comprendre ce qui se passe. C'est ainsi qu'on observe des paradoxes et qu'on peut même citer des cas où des facteurs non économiques sont à l'origine de l'échec de mesures prises (rôle de la famille dans les migrations, dans l'activité des épouses, etc...).

NOTE DU REDACTEUR :

Autrement dit le rôle de la sociologie semble se limiter à l'étude des ajustements dans le fonctionnement normal de l'économie !... Cette conception constitue-t-elle un artifice de prudence ou dénote-t-elle sur le plan théorique une séparation prononcée entre ce qui relèverait des domaines respectifs de ces deux disciplines, en même temps qu'une subordination générale de l'un à l'autre, permettant de considérer la sociologie comme relevant d'un raffinement un peu superfétatoire?.. Une telle vision ne serait alors évidemment pas sans relation avec la forme ultra-centralisée de l'organisation sociale.

INSTITUT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE SUR L'ECONOMIE, L'ORGANISATION
DU TRAVAIL ET LA GESTION DES EXPLOITATIONS DANS L'AGRICULTURE DE
LA REPUBLIQUE DE RUSSIE

MOSCOU-KOSSINO 17 et 20 OCTOBRE 1980

Nous avons bénéficié de deux entrevues avec les chercheurs de cet Institut. En tenant compte de notre rencontre de 1978, la discussion a porté sur les principaux points suivants :

- l'organisation de l'Institut
- la coopération inter-entreprises
- le travail agricole
- la population rurale
- la production fourragère

I - ORGANISATION DE L'INSTITUT

Ces dernières années, le champ d'intérêt de l'Institut s'est élargi : après avoir étudié uniquement l'organisation du travail et la gestion en agriculture, l'Institut s'intéresse aujourd'hui à l'économie agricole en général. Ainsi de nouvelles questions sont étudiées, concernant la spécialisation des activités, les nouvelles formes d'organisation de la production, l'élaboration de projets de développement.

Qu'il s'agisse des thèmes traditionnellement étudiés ou de ces questions nouvelles, les recherches de l'Institut débouchent sur la formulation de recommandations pour les organisations agricoles.

L'Institut réunit 420 personnes dont 180 chercheurs. Il a deux filiales l'une à Saratov, l'autre à Voronej, et dispose d'antennes dans l'Oural et le Piémont Caucasien (SVERDLOVSK, BRIANSK, TAMBOV, KRASNODAR). La diversité climatique et ethnique des régions de la Russie fédérale appelle des études spécifiques.

L'Institut suit un échantillon d'exploitations (300 sovkhozes) dont il observe l'évolution et sur lesquelles il peut expérimenter ses recommandations.

Pour le dernier plan quinquennal comme pour le prochain, cet Institut, bien que de statut Républicain, est "Institut de tête" pour toute l'union en matière de recherches concernant l'organisation et la rémunération du travail(1). 40 Instituts de recherche lui sont associés (à raison de 3 à 4 personnes par Institut). Sur d'autres thèmes, l'Institut est institut de tête pour la République de Russie, associant des Instituts de branche (spécialisés sur un produit) et des Instituts d'oblasts.

Les relations avec l'enseignement sont développées particulièrement avec l'Académie Timiriazev. Des thèses de doctorat sont préparées ici. Des chercheurs de l'Institut participent à l'enseignement de différents établissements et à l'élaboration de manuels tandis que des enseignants conduisent des recherches en association avec des chercheurs de l'Institut. Enfin une importante activité de formation permanente des cadres agricoles de la République de Russie est organisée ici (5 chaires d'enseignement qui réunissent 300 personnes par stage de 3 à 6 mois).

(1) On rappelle que l'Institut de tête est celui qui exerce la tâche de coordination des travaux réalisés sur un même thème par divers organismes.

Les échanges internationaux ont lieu au sein du CAEM (notamment RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie) mais aussi avec les pays occidentaux (U.S.A., France) auxquels il est fait souvent référence.

Le personnel de l'Institut est logé dans une cité à proximité.

II - LA COOPERATION INTER-ENTREPRISES

Les résultats de la politique de coopération mise en oeuvre depuis quelques années s'avèrent positifs, elle sera donc accentuée. Mais, évidemment, cette politique ne va pas sans problèmes. Quels sont-ils ?

1 - La forme de coopération : Dans une première étape, on avait mis en place de nouvelles entreprises chargées d'assurer la coopération entre plusieurs autres exploitations existantes. Une nouvelle administration, un nouveau collectif devaient alors être créés. Bref il s'agissait d'une complication supplémentaire.

L'expérience a montré l'intérêt de confier le rôle de coordination à une entreprise déjà existante : c'est "l'exploitation jouant le rôle d'organisation inter-entreprise". Ainsi au sein d'une organisation inter-entreprise, une exploitation est investie d'une mission d'organisation de l'ensemble qui concerne principalement son responsable et ses cadres.

Cette organisation a, de plus, l'avantage de mobiliser efficacement des exploitations en faveur d'un but commun. S'il est vrai que cette organisation peut s'accompagner d'un transfert de pouvoir au détriment des exploitations adhérentes et au profit de l'exploitation de tête, l'existence d'un directoire (réunissant des responsables d'exploitations membres) devrait assurer la participation des exploitations adhérentes. Il est possible cependant que cette nouvelle organisation débouche sur une concentration supplémentaire des décisions.

2 - Le statut des travailleurs de l'organisation inter-entreprises (O.I.E.) : salariés ou kolkhoziens ? La question n'est pas tranchée mais la tendance est favorable à un statut de salariés. Ce statut paraît en effet répondre aux préférences des responsables et des travailleurs ; ainsi l'organisation inter-entreprises aurait un statut d'Etat. Sans doute, dans les "bons" kolkhozes, les kolkhoziens préféreraient que les O.I.E. adoptent le statut des kolkhozes. Mais, selon nos interlocuteurs, ce cas est très rare. Parfois les salariés des O.I.E. conservent le statut de kolkhozien de leur exploitation d'origine.

3 - Quelle production mettre en commun ? Pendant longtemps, la coopération s'est davantage développée dans le domaine des services et des activités auxiliaires que dans les activités de production agricole proprement dite. Ce n'est pas un hasard. Depuis quelques années, pour des raisons connues, on cherche à combiner les étapes de la production agricole.

4 - Comment établir les prix d'échanges des biens d'une exploitation à l'autre au sein d'une même O.I.E. ? Comment réguler les relations entre les co-contractants ?

A la question de savoir la cause de cette recherche d'un nouvel élargissement des échelles de production, la réponse est ici plus nuancée qu'à l'ordinaire. Selon nos interlocuteurs, il faut traiter cette question en fonction des productions. L'approche doit être différenciée : pour certaines productions (volailles, porcs, serres), la concentration donne de bons résultats, elle est donc souhaitable. Pour les exploitations de poly-production, les tailles sont généralement suffisantes et même parfois il serait souhaitable de la réduire.

Il est alors préférable de choisir la voie de la coopération (O.I.E.) qui permet de séparer les étapes de la technologie d'un produit. Une concentration pure et simple pourrait peut être, théoriquement, permettre une baisse des coûts mais déboucherait sur des systèmes ingouvernables. On insiste ici beaucoup sur la prise en considération des possibilités de gestion des organisations : les rendre "gouvernables". Les approches pluridisciplinaires qui vont être mises en place au cours du prochain quinquennat pourraient, selon l'Institut, aller dans le même sens.

Si les O.I.E. se développent assez rapidement, il n'en est pas de même pour l'intégration agriculture-I.A.A. La diversité des ministères de tutelle constitue sans doute une des explications : ce n'est sûrement pas la seule mais c'est celle qui est avancée ici.

III - LE TRAVAIL

En matière de stimulation, la tendance consiste à développer les rémunérations "à la tâche". On tend ainsi à passer d'une rémunération aux heures à une rémunération à la production obtenue. Cette formule paraît plus efficace, elle ne concerne que 5 à 6 % des salariés ; selon nos interlocuteurs, il faudrait que 50 % de la rémunération soit conditionnée par cette formule.

Celle-ci suppose évidemment que les collectifs élémentaires de travail (brigades) soient responsables d'un ensemble de tâches depuis l'engagement d'une production jusqu'à sa récolte. On nous donne l'exemple de brigades de 7 à 10 personnes responsables de la production de pommes de terre sur un espace donné, disposant des moyens de production nécessaires et payés selon la production obtenue. La taille optimale de ces collectifs serait de 10 à 15 personnes.

Cette organisation rencontre cependant des difficultés pour les productions présentant des pointes de travail dans le temps comme c'est le cas des céréales. Pour combler les périodes de sous-emploi, on est alors conduit à attribuer à une brigade la responsabilité d'un assolement. Par exemple, une brigade va se charger de 1 000 ha répartis en 5 soles : 2 en céréales, 1 en pomme de terre, 2 en fourrages, sa rémunération dépendra du résultat total.

Cette responsabilisation des brigades est plus complète encore lorsqu'elles sont en mesure de se constituer par libre choix et d'élire leur responsable. C'est un élément d'efficacité et de modernisation dans l'organisation du travail mais cela doit être progressif. Actuellement 20 % des brigades travaillent selon ces principes : rémunération (au moins partielle) à la tâche, libre constitution. Cette évolution dans l'organisation du travail fait apparaître une double série de questions, concernant l'une les relations au sein des brigades, l'autre des relations inter-brigades.

- La planification du travail des brigades est souvent insatisfaisante car les objectifs du Plan sont irréalistes. Cela résulte d'une mauvaise mobilisation des ressources existantes et des aléas climatiques. C'est pourquoi un effort particulier de recherche est effectué en faveur d'une meilleure connaissance des ressources, de leurs potentialités, de leurs conditions, de manière à fixer des objectifs réalistes et à apprécier les résultats en conséquence (cf. ci-après).

- Il existe aussi des objections de nature psychologique : les responsables d'exploitation (Directeur de sovkhoze, Président de kolkhoze) répugnent souvent à une telle organisation qui produit des collectifs exigeants, unis et puissants : il faut leur assurer les moyens qu'ils demandent avec force.

- Ces principes d'organisation risquent d'exclure certains travailleurs moins actifs, moins aptes aux relations. Il peut s'ensuivre des inégalités. Cette question qui se pose partout revêt une acuité particulière en système socialiste. La réponse proposée par nos interlocuteurs réside dans le développement de la formation. On espère ainsi pouvoir généraliser ce système sans générer des exclus.

Cela conduit aux problèmes de relations inter-brigades.

- Les productions les plus attractives (en terme de revenu ou de temps de travail) vont sans doute être recherchées par de nombreuses brigades. Il y a donc un problème d'arbitrage. C'est le rôle de la direction de l'assurer. Ainsi le volontariat ne peut il être que relatif. Mais cet arbitrage est considérablement facilité par la prise en considération de la résidence des travailleurs. Les lieux d'habitation déterminent pour une bonne part, la participation aux brigades et l'affectation de celles-ci à une activité donnée.

Par ailleurs, il existe de nombreux facteurs de souplesse qui font que cet arbitrage ne revêt que très rarement un caractère d'urgence. Les brigades organisées selon les recommandations de l'Institut sont peu nombreuses. Le sous-emploi est sans doute assez répandu. Les migrations (individuelles mais aussi de brigades entières) constituent un facteur d'ajustement de la main d'oeuvre aux besoins. Enfin, le travail noir est répandu.

- La rémunération indexée sur la production obtenue risque de conduire les brigades à sur-exploiter les ressources, à l'image de ce que sont tentés de faire certains fermiers en fin de bail. Ce risque se constate effectivement dans la réalité.

Une parade, partielle, consiste à confier aux brigades la totalité d'une rotation. Mais, dans ce cas, le problème se retrouve en fin de rotation. Faut-il alors affecter, pour une plus longue durée, un espace donné à une brigade, faisant ainsi ré-apparaître la notion d'exploitation agricole associée à une brigade ? Faut-il assurer le déplacement des brigades spécialisées dans une production donnée sur les diverses fractions du territoire de l'exploitation ? On retrouve alors les avantages de la spécialisation mais la mobilisation des travailleurs peut être moins grande et surtout la question des transports entre résidence et lieux de travail apparaît.

Une fois encore, on retrouve la question d'une bonne appréciation des ressources mises à la disposition des brigades pour juger de leurs performances.

Ces préoccupations soulignent l'importance de l'association entre l'organisation du travail et la gestion de l'espace.

Constatant les réflexions et les suggestions qui sont faites à l'Institut en faveur du développement de collectif de travail, autonome, responsable, rémunéré en fonction de leur résultat, on en vient à se demander si ces caractéristiques de l'organisation du travail devraient - ou pourraient - être appliquées au niveau des exploitations elles-mêmes. Cette "autogestion" vantée par les brigades ne peut-elle concerner les exploitations ?

A cette question, nos interlocuteurs répondent qu'effectivement la dynamisation du travail de direction des responsables des exploitations (à l'image des propositions concernant les brigades) constitue un facteur essentiel du succès des exploitations, et de l'explication des écarts enregistrés entre les exploitations. La solution consiste donc d'une part à améliorer le

niveau professionnel des responsables et d'autre part à mettre au point un système d'intéressement des dirigeants et de contrôle de leur activité. Or ce système n'est pas au point. Il y a à cela des raisons dites "objectives" et des raisons dites "subjectives".

Les raisons "objectives" résultent des aléas dus aux conditions climatiques. Elles résultent aussi des conflits issus de la mise en place d'une rémunération "au résultat". Si cette rémunération est attractive, ceux qui en bénéficient sont critiqués ou jalouxés par les autres. Si elle n'est pas attractive, personne ne s'y intéresse.

Les raisons "subjectives" dépendent de la lourdeur des organisations : ministères, instituts de recherche. Ces organisations ne sont pas toujours motivées pour définir et appliquer ces innovations : c'est un souci supplémentaire ! Faut-il alors stimuler davantage le travail des agents de ces organisations ?

A plusieurs reprises, on a constaté l'importance d'une quantification précise des ressources dont disposent les unités (brigades, exploitations). Sans cela, il est en effet impossible :

- . de fixer des objectifs réalistes (en terme de quantité comme en terme de prix),
- . d'apprécier les résultats,
- . de fixer un système de stimulation de travail,
- . de proposer une compensation des rentes.

Il faut donc procéder à une évaluation scientifique de toutes les conditions de la production. Sans doute ce travail est-il jugé insuffisant jusqu'ici puisqu'il deviendra une tâche fondamentale de l'Institut pour le prochain quinquennat.

A l'appui de ces préoccupations, on nous cite le cas de la Lituanie, où, depuis 10 ans, on applique un système de prix conçu pour compenser les rentes de situation dues aux différences de conditions naturelles mais aussi aux différences dans le capital engagé qui est pour une part le résultat de l'activité passée de l'entreprise. La compensation de ces dernières différences constitue sans doute un handicap pour les exploitations performantes, mais c'est une façon d'encourager les exploitations en difficulté. Les prix ne constituent pas le seul moyen pour compenser ces rentes différentielles, la répartition des investissements peut aussi être utilisée à cette fin.

IV - LA POPULATION RURALE

On insiste sur les déséquilibres qui la caractérisent :

- . déséquilibre selon les âges : manque de jeunes du fait d'un exode intense et qui se poursuit, classe creuse due à la guerre 1941-45.
- . déséquilibre hommes-femmes
- . déséquilibre dans la répartition régionale de la population agricole : manque ou excès de main d'oeuvre selon les grandes régions.

Ce sont surtout les deux premiers déséquilibres qui ont donné lieu à discussion.

Selon les perspectives du 11^{ème} Plan quinquennal, la population active agricole devrait passer de 26 M de personnes (1980) à 13 M (2 000).

Pour la Russie d'Europe, la moyenne d'âge de cette population active agricole est de 42-45 ans. Les personnes de moins de 30 ans représentent de 22 à 23 % du total, les personnes de plus de 50 ans : 15 à 25 %.

Si on considère les terres non noires, on a la répartition suivante établie à partir d'un échantillon représentatif (6 oblasts, 1977-78) :

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	
30 ans	28	19	Les travailleurs ont droit à la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes.
30 - 50 ans	49	52	
50 ans	23	29	
Total	100	100	

Ces quelques données, qui ne paraissent pas particulièrement excessives à l'observateur occidental, suscitent cependant quelques soucis aux responsables soviétiques.

Ces chiffres connaissent des variations importantes. Dans les républiques autonomes la situation de la pyramide des âges est meilleure.

Si on considère la population active de moins de 30 ans des kolkhozes de Russie on recense 61 femmes pour 100 hommes, tandis qu'on en dénombre 80 pour toute la population active kolkhozienne.

Dans les régions les plus touchées par l'exode, on a l'impression d'un manque de main d'oeuvre agricole. A l'appui de cette impression on peut noter que la mobilisation des étudiants, parfois même de travailleurs urbains, est encore nécessaire pour réaliser certains travaux agricoles, la récolte de pommes de terre par exemple. Cette mobilisation ne paraît pas résulter d'un choix politique (lutte contre la séparation travail manuel - travail intellectuel, rapprochement villes-campagnes, etc...) mais bien plus d'une pénurie physique qui la rend obligatoire. Elle semble d'ailleurs mal reçue par ceux qui y sont astreints.

Ces difficultés conduisent aussi à l'élaboration de programmes de recherches de grande envergure : durant le prochain plan quinquennal, l'Institut de travail va coordonner une recherche sur les raisons de la migration des jeunes ruraux et les moyens de les retenir à la campagne. Vingt Instituts y seront associés.

La constatation de cette réduction de la population agricole et des déséquilibres qui l'accompagnent invite à en rechercher les causes.

Les conditions de vie et de travail sont jugées plus satisfaisantes en ville. Les possibilités de promotion professionnelle y sont plus nombreuses. L'éducation secondaire obligatoire incite à l'exode. Enfin, les échanges culturels auxquels aspirent les jeunes générations sont plus denses en ville qu'à la campagne.

Face à cette situation, plusieurs actions sont engagées ou envisagées afin de freiner l'exode dans les régions où il sévit et notamment de retenir les jeunes et les femmes à la campagne.

Le prochain quinquennat va rendre obligatoire, pour chaque exploitation, l'élaboration d'un plan socio-économique prévoyant les mesures à prendre pour retenir la jeunesse à la campagne.

En la matière, une première action consiste à améliorer la rémunération des travailleurs et les conditions de travail. C'est pourquoi on a proposé une réduction des normes de travail à la campagne. Selon nos interlocuteurs ceci est encore insuffisant. Un autre progrès réside dans la "professionnalisation" des emplois agricoles ; il faut entendre par là la promotion d'un travail davantage mécanisé, standardisé, normalisé, correspondant aux attentes des jeunes travailleurs du moins telles qu'elles sont perçues par les responsables. On espère aussi grâce à cette meilleure codification du travail agricole en améliorer l'image.

Une seconde action consiste à améliorer l'habitat rural. La doctrine concernant cet habitat connaît actuellement un infléchissement notoire. Après avoir vanté les mérites de l'agro-ville, l'intérêt se porte aujourd'hui sur l'habitat dispersé. L'habitat concentré doit être réservé aux banlieues, aux zones en voie d'urbanisation.

La maison à 2 niveaux, avec jardin (600 m²) disposant de tout le confort urbain, pouvant loger une ou deux familles semble retenir les préférences. On parle de "cottage". Sans doute ce modèle demande-t-il beaucoup de matériaux mais il paraît mieux correspondre aux attentes des familles (jeunes ménages notamment) que l'agro-ville.

Le premier prix du concours pour la construction de village a été attribué à un projet de maison individuelle à un étage, avec garage, bâtiment pour une petite production agricole (jardinage, petits élevages).

Cet intérêt pour les maisons individuelles s'accompagne d'une prise de position en faveur d'une dispersion relative de l'habitat. Le très "gros" village ne semble pas systématiquement recherché. La norme proposée est de 2 000 personnes par village, cette population permettant le maintien du caractère rural à l'habitat et le coût minimal pour l'obtention des normes de confort urbain.

Dans la République de Russie, on recense en moyenne par commune 500 actifs soit 1 000 à 1 500 personnes réparties en 10 à 12 villages. Mais les variations régionales sont très importantes. Ainsi au Kazakhstan, les villages sont de grande taille : 5 000 personnes. Dans les républiques Baltes, au contraire, les villages sont peu peuplés.

Cette tendance à la décentralisation débouche sur une occupation de l'espace organisée autour de villages-centres, disposant des équipements collectifs et reliés aux villages de moindre importance par un réseau routier dont on souligne les investissements qu'il appelle. Ce réseau permettrait l'accès de tous aux services publics, il faciliterait notamment le ramassage scolaire des enfants résidant dans les hameaux où l'école a du être fermée du fait des faibles effectifs.

Les considérations économiques ne sont évidemment pas étrangères à cette nouvelle option en matière d'habitat. Une concentration systématique de l'habitat dans de gros villages impliquerait des investissements considérables. En outre, elle impliquerait des migrations de population, mais dès lors que des familles doivent quitter leur résidence, elles le font pour se rendre en ville, aussi le but visé de constitution de gros villages ne serait-il pas atteint. La proposition actuelle consiste donc à conserver et à valoriser ce qui existe ; seuls les petits hameaux (moins de 5 familles) semblent condamnés à disparaître.

En rapport avec cette évolution dans la conception de l'occupation de l'espace, on doit souligner l'attention portée aujourd'hui aux lopins familiaux. Sans doute le nombre d'exploitations individuelles (= lopins) diminue, mais des encouragements officiels leurs sont prodigués : les kolkhozes doivent faciliter la pratique de cette petite agriculture individuelle (fournitures d'aliments, de jeunes animaux, mise à disposition de moyens de transports). Parfois, une partie des lopins des kolkhoziens est groupée dans le même lieu, de façon à faciliter la réalisation des travaux par les moyens mécaniques du kolkhoze, tandis que le reste du lopin se trouve à proximité des maisons. Rappelons que la taille des lopins varie de 0,2 à 0,5 ha selon les régions et la dimension des familles. Dans cette attention portée aux lopins, il faut voir d'une part la préoccupation du maintien voire de l'amélioration de l'approvisionnement des kolkhoziens et des marchés kolkhoziens, d'autre part le souci de fixer les familles du milieu rural.

A côté des lopins, on peut citer le rôle des productions auxiliaires (artisanat, confection, petites activités industrielles) que l'on rencontre dans certaines exploitations. Grâce à elle le sous-emploi saisonnier peut être réduit et le revenu amélioré. Ces activités auxiliaires qui, même lorsqu'elles sont importantes et rentables, ne dépassent pas 10 à 15 % de la production agricoles, sont aussi régies par le Plan qui en limite la place relative par rapport à la production agricole.

Il faut enfin noter une dernière observation : certaines personnes - en nombre très limitées - donnent l'impression de redécouvrir l'attrait de la campagne et d'une résidence en milieu rural. On nous a cité le cas d'une danseuse du Bolchoï qui a demandé à un kolkhoze proche de Moscou de lui vendre un "cottage", en échange de quoi elle s'engageait à participer à l'animation culturelle. Sa demande a été refusée : la pénurie de logement pour les kolkhoziens est encore trop grande ! Mais peut-être est-ce un signe, certes modeste, du regain d'intérêt pour la campagne de la part de couches sociales qui en étaient bien éloignées.

V - LA PRODUCTION FOURRAGERE

Cette question considérée comme essentielle et abordée en fin de rencontre n'a pu donner lieu à discussion approfondie. Seules quelques informations éparses ont pu être collectées.

La base fourragère est médiocre : les céréales pour l'alimentation animale manquent, les semences fourragères font défaut, la qualité des prairies est insuffisante. Le déficit en fourrages est donc important et des importations s'imposent (maïs, soja, grains).

A côté de l'effort traditionnel en faveur des céréales, on souligne donc l'importance de l'amélioration de la base fourragère. Une commission de scientifiques présidée par le Professeur FEDORENKO prépare un programme d'amélioration alimentaire (humaine et animale), l'Institut y participe à trois titres : les problèmes de formation du personnel, la stimulation et l'organisation du travail, le développement socio-économique rural.

VI - OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES DU REDACTEUR

L'intérêt des travaux de l'Institut du travail que nous avons souligné à la suite de notre mission de 1978 se trouve amplement confirmé. On notera en particulier :

- l'analyse très fine des problèmes des collectifs de travail. Un manuel a été rédigé par l'Institut sur ce thème (1), une thèse est en cours d'achèvement rédigée par le vice-directeur.

- l'importance de la mesure pour la réalisation d'une planification réaliste. Les mesures sont ici réalisées en tenant compte de la situation concrète des travailleurs, des brigades, des exploitations. C'est à partir de ces situations des agents que leurs comportements peuvent être d'abord compris, ensuite orientés.

- l'insistance mise sur la tension entre le "centralisme" et la "démocratie" (par référence au principe de gestion du "centralisme démocratique"). Consécutivement, il faut prendre parti pour des organisations qui sont effectivement gouvernables.

- la permanence d'un certain empirisme : les problèmes des structures socio-économiques de l'agriculture sont toujours envisagés sans prendre position sur la nature des contradictions sociales qui peuvent les faire naître et qui apparaîtraient sans doute plus spontanément si l'analyse portait sur des ensembles plus larges que les collectifs élémentaires de travail. Il est probable que ces contradictions sont considérées comme inexistantes ou secondaires mais on nous a cependant confié que ce dernier type d'analyse était d'un autre ressort que celui de l'Institut...

Les missionnaires français qui, d'une manière ou d'une autre, sont concernés par les problèmes du travail ont grand intérêt à solliciter une entrevue avec les chercheurs de cet Institut.

(1) Le collectif élémentaire de travail dans l'agriculture - Moscou - Edit. "Economie" - 1979 - 279 p. - Sous la direction de V.A. TIKHONOV.

INSTITUT FEDERAL DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES SUR L'ECONOMIE ET
L'ORGANISATION DE L'AGRICULTURE DE LA REPUBLIQUE D'UKRAINE.
KIEV (24 et 27 OCTOBRE 1980)

Nous sommes accueillis par M. N. KOUCHVID, vice-Directeur de l'Institut. Après une brève présentation de l'agriculture ukrainienne (I), celui-ci nous propose une description de l'Institut (II) qui suscite plusieurs observations de notre part (III).

I - QUELQUES NOTES SUR L'AGRICULTURE UKRAINIENNE

La République d'Ukraine couvre 603 700 km² (superficie voisine de celle de la France) et réunit 50 millions d'habitants. Kiev, la capitale, a 2,2 millions d'habitants. L'Ukraine est divisée en 25 oblasts (région) et 479 raïons. La population est urbanisée à raison de 62 % du total (20 % en 1913).

Début 1980, on recensait 6 963 sovkhoses, 2 104 kolkhozes et 3 530 organisations inter-entreprises. La superficie moyenne en terre ensemencée par kolkhoze était de 3 400 ha. En moyenne, on pouvait dénombrer 655 familles, 2 300 têtes de bovins dont 700 vaches laitières, 1 500 porcs par kolkhoze.

Les conditions naturelles permettent de distinguer 3 zones principales :

1 - Au nord, la zone forestière ("Polessié") concerne 22 % du territoire de la république. La pluviométrie y est de 500-600 mm/an. Les sols sont des podzols, légers, marécageux. Les progrès agricoles passent par une amélioration des sols grâce au drainage. Dans cette zone, l'élevage du bétail tient une place importante, à côté de la production de pomme de terre, du lin, de quelques céréales.

2 - Au Centre, les steppes boisées, 35 % du territoire, reçoivent 450 à 500 mm de pluie/an. Les sols sont des Tchernozium, terres noires et profondes. Mais la pluviométrie constitue souvent un facteur limitant : sécheresse malgré quelques violentes averses d'été. Les progrès supposent donc l'organisation de la lutte contre l'érosion et la recherche d'une accumulation de l'eau. Dans cette zone, la production agricole est constituée par l'élevage, les céréales, les betteraves.

3 - La zone steppique reçoit 300 à 450 mm. D'importants travaux d'irrigation (eaux du Dniepr) ont permis d'installer ici une agriculture intensive : 1,9 millions d'ha sont irrigués (par gravité ou par pompage), 2,4 millions d'ha sont drainés. Ces travaux se poursuivent aujourd'hui.

Les sols sont fertiles, constitués de terres noires ou brunes.

Dans cette zone, les progrès sont liés au développement de l'irrigation, à des méthodes culturales limitant l'évaporation.

La production agricole est constituée de blé d'hiver, de tournesol, de maïs, de cultures maraîchères sur les cultures irriguées, d'élevage porcin, avicole et ovin.

Outre ces 3 grandes zones, on rencontre en Ukraine deux petites zones spécifiques :

- la zone montagneuse des karpates (mouton, tabac)
- la zone subtropicale à l'extrême Sud (horticulture, oléagineux)

Ces diverses potentialités ont marqué l'organisation et les orientations de l'Institut.

II - PRESENTATION DE L'INSTITUT

L'Institut fait partie de l'Académie Vaskhnil qui réunit dans le cadre de sa Direction Régionale (Ukraine + Moldavie) 23 Instituts de Recherche.

Il a été créé en 1956 dans le but d'étudier tous les problèmes de l'économie rurale ukrainienne. En plus de son activité de recherche, l'Institut participe à la formation des cadres de haut niveau en assurant la direction de thèses. Il participe aussi, aux côtés du Ministère de l'Agriculture, à la diffusion de résultats des travaux de recherches.

Des recherches en Economie Rurale sont aussi réalisées au sein d'un département de l'Académie des Sciences de l'Ukraine (la "Grande Académie") et dans les chaires spécialisées de l'enseignement supérieur agricole et de l'Université. Le plan assure la coordination de toutes ces recherches.

Au total, en Ukraine, 80 unités de recherches travaillent sur des thèmes agronomiques.

L'Institut est organisé en 10 départements correspondant chacun à un "problème fondamental". Chaque département, réunissant de 30 à 60 personnes, est divisé en plusieurs "secteurs" (de 3 à 4) correspondant aux différents aspects du "problème fondamental" étudié. Les départements et secteurs sont dirigés par un docteur es-sciences.

L'Institut dispose d'une antenne régionale à Kharkov qui constitue un 1er Département consacré à l'étude de l'organisation de la production agricole. Ce département comprend deux secteurs ; gestion des exploitations, étude des "types rationnels" d'exploitation.

Par ailleurs, 3 stations expérimentales (une dans chaque zone naturelle) sont rattachées à l'Institut : l'une à Nikopol (steppe), l'autre à Taratchan (steppes boisées), la troisième à Titorir (Polessië).

L'Institut réunit 420 personnes dont 175 chercheurs (7 docteurs es-sciences, 130 docteurs de 3ème cycle (30 femmes). La pyramide des âges des chercheurs est la suivante :

30 ans	: 5 chercheurs
30 - 40 ans	: 55 chercheurs
40 - 50 ans	: 82 chercheurs
50 - 60 ans	: 26 chercheurs
60 ans et +	: 7 chercheurs (retraités consultants)

A la tête de l'Institut, on trouve un directeur, 2 vice-directeurs chargés du travail scientifique, un vice-président chargé de l'administration, le secrétaire scientifique.

Enfin un centre de calcul (140 personnes) est administré par l'Institut, il travaille aussi contre rémunération pour d'autres organismes : Ministère de l'Agriculture, autres Instituts de Recherches.

1er Département - Amélioration de l'efficacité de l'utilisation des ressources pédologiques.

Secteur 1 : Efficacité du drainage et de la bonification : ce secteur étudie en permanence les effets de l'irrigation, du drainage et l'adaptation continue des exploitations à ces équipements, il justifie les choix des investissements en la matière.

Secteur 2 : Cadastre foncier : il doit fournir une estimation de potentialités des terres (en fonction de leur fertilité, des investissements réalisés, des cultures pratiquées). La disposition de ces estimations, présentées sous forme d'indices, est indispensable pour plusieurs raisons :

- Ces indices permettent une planification plus fine : ils orientent l'affectation des ressources en vue d'une bonne localisation des productions,
- Ils permettent ensuite une meilleure appréciation des résultats des entreprises : celles-ci peuvent en effet être jugées au regard de leurs conditions de production,
- Le bilan des compétitions socialistes peut être alors plus justement calculé,
- Les prix d'achat peuvent être fixés en tenant compte des conditions de production de manière à tenter de compenser les rentes différentielles.

Jusqu'à présent, ces indices ont été calculés pour 10 000 exploitations et présentés sous forme graphique.

Secteur 3 : Efficacité des engrais ("chimisation") : ce secteur étudie la rentabilité des engrais, justifie les conditions de leur emploi, fait les prévisions de besoins, propose des formes d'organisation de leur distribution. Ainsi, récemment, on a créé un service spécialisé pour fournir les engrais aux exploitations et les épandre sur les champs. Ce secteur a étudié la justification de ce service comme son organisation (approvisionnement, stockage, transport, épandage).

2ème Département - Les fonds fixes, les investissements, les technologies et leur efficacité.

Les secteurs 1 et 2 étudient les fonds fixes et les investissements : Comment améliorer l'utilisation des fonds fixes des exploitations ? Quels sont les investissements à réaliser selon les zones, les exploitations ? Comment les justifier ? Quelle association réaliser entre les moyens d'Etat et les moyens propres aux exploitations ?

Secteur 3 : Utilisation des technologies disponibles : Etude des questions découlant de la mise en oeuvre de nouvelles technologies (ex : développement de la culture du maïs totalement mécanisée). L'orientation générale consiste à étudier l'utilisation d'innovations liées entre elles et constituant un système.

Secteur 4 : Les transports : ce secteur étudie les moyens de transport, estime les besoins, propose de nouveaux systèmes et communique ses recommandations aux industries.

3ème Département - Normes et rémunération du travail.

La rémunération des travaux agricoles se fait sur la base de normes de travaux adoptés dans chaque exploitation après consultation des responsables et des syndicats. Les normes-types (standards) sont mises au point par un réseau spécial de "stations de normes et de productivité" dépendant du Ministère de l'Agriculture. Il y a 20 stations de ce genre réunissant chacune 10 à 15 personnes, auxquelles s'ajoutent 4 stations inter-régionales et 1 station centrale à Kiev.

Secteur 1 : Laboratoire des normes : ce laboratoire élabore une méthodologie permettant aux "stations des normes" de les calculer sous forme de dépenses de main d'oeuvre/quintal produit.

Secteur 2 : Rémunération du travail : ce secteur étudie les recommandations fournies par le Ministère pour rémunérer le travail (de façon à procurer des revenus "convenables" et à stimuler la production).

Secteur 3 : Gestion comptable autonome des exploitations : il s'agit d'étudier les relations entre les diverses unités constitutives d'une exploitation et plus encore entre les diverses exploitations participant aux organisations inter-entreprises. Ces organisations, mises en place pour accompagner l'industrialisation de l'agriculture, appellent la fixation des prix d'échange des biens entre les exploitations et le choix de critères de répartition des bénéfices réalisés.

4ème Département - Efficacité du travail.

Secteur 1 : Productivité du travail : il s'agit d'étudier les progrès de productivité réalisables (réduction de la main d'oeuvre/unité produite) et de proposer des recommandations en conséquence.

Secteur 2 : Ressources en main d'oeuvre : étude des ressources et besoins en main d'oeuvre. Ces études permettent de déterminer des plans de formation des différents spécialistes.

Secteur 3 : Organisation scientifique du travail : comment constituer les collectifs de travail et comment rationaliser le travail sur les exploitations ?

Secteur 4 : Etudes socio-économiques : ce secteur a été créé récemment pour étudier le rôle de plus en plus décisif des conditions socio-économiques sur l'évolution de la production : urbanisation, exode agricole, vieillissement de la population, disparition de villages. Il étudie en outre comment régler le processus de concentration sur la base de la coopération inter-entreprise et de l'intégration agro-industrielle.

5ème Département - Régulation planifiée de l'intervention économique en agriculture.

Il s'agit d'étudier les différents leviers dont dispose l'Etat pour orienter l'agriculture.

Secteur 1 : Prix de revient et rentabilité : dans les conditions de la production socialiste, les prix sont fixés par l'Etat qui est le client largement majoritaire. Ces prix d'achats doivent assurer la reproduction élargie des exploitations performantes et la stimulation des autres. En outre, ces prix doivent tenir compte des spécificités de chaque zone, de la qualité des terres, des coûts de production. On considère un niveau de rentabilité de 40 % comme permettant de réaliser ces objectifs.

Les études de ce secteur débouchent sur la formulation de recommandation de prix.

Secteur 2 : Crédit, financement.

Secteur 3 : Achat et stockage de produits agricoles. Comment organiser les relations entre la production et la distribution de manière à éviter les pertes et à réduire la distance entre le producteur et le consommateur.

6ème Département - Coopération inter-entreprises et intégration agro-industrielle.

Secteur 1 : Coopération inter-entreprises : selon une analyse maintes fois présentée, l'industrialisation de l'agriculture implique une concentration de la production agricole et des investissements importants. Les recherches de ce secteur consistent à définir la forme de cette concentration basée sur la coopération inter-entreprises et les étapes de sa mise en place.

Secteur 2 : Intégration agro-industrielle : à travers cette intégration, on cherche à réunir, sur la même exploitation, la production et la transformation. C'est par exemple le cas de kolkhoze ou sovkhoez-usine qui cumule une activité de production et de conserverie. C'est aussi le cas de collaborations inter-entreprises agro-industrielles. L'Union "Glavplodvinprom" associe des exploitations, des usines, des laboratoires qui réalisent la production de fruits, de légumes, d'oléagineux ou de raisins, leur transformation et leur distribution.

Secteur 3 : Spécialisation des exploitations et gestion des exploitations spécialisées : la spécialisation des exploitations étant un objectif, les recherches consistent à étudier et à proposer des modalités de spécialisation sous forme de technologies-type et d'exploitations-type.

Secteur 4 : Approvisionnement agricole. Cette question semble particulièrement retenir l'attention, puisque, à côté du rôle gestionnaire des Ministères de l'Agriculture et des kolkhozes et des recherches conduites dans les Instituts, un service d'Etat de la technologie agricole (Gosselsteknika) vient d'être créé. Il a pour but de centraliser les besoins et d'assurer l'approvisionnement des exploitations.

7ème Département - Prévision et planification.

Secteur 1 : Développement et localisation de la production agricole : compte-tenu des progrès scientifiques et techniques disponibles et attendus, ce secteur détermine le volume probable de la production dans l'avenir à moyen et long terme. Il étudie la répartition rationnelle des diverses productions et propose des recommandations en conséquence. Par exemple, à la suite de la mise au point d'une nouvelle variété de sorgho résistant à la sécheresse, ce secteur a étudié l'organisation de la production de semences et de la diffusion de ce nouveau sorgho.

Secteur 2 : Méthode mathématique de planification.

Secteur 3 : Technique de programmation. Bibliothèque de programmes.

8ème Département - Statistiques agricoles et traitement de l'information.

9ème Département - Gestion de l'agriculture : dans la gestion des unités de production (kolkhoze, sovkhoez, organisation inter-entreprises) on constate, en U.R.S.S. comme ailleurs, la croissance de l'importance relative des services administratifs. Dans la production socialiste, il est possible d'influencer ce processus par le biais des normes. C'est pourquoi ce département travaille sur ces normes en considérant les systèmes de communication, le traitement des données pour améliorer l'efficacité de la gestion.

10ème Département - Coordination des travaux scientifiques.

Outre la coordination des travaux au sein de l'Institut, ce département assure les relations avec d'autres Instituts, et suit la mise en oeuvre ("l'implantation") de recommandations de l'Institut.

Comme ces recommandations ont un caractère assez pressant, assez obligatoire pour les exploitations, il est prévu un temps d'expérimentation avant généralisation.

III - QUELQUES OBSERVATIONS DU REDACTEUR

Cette présentation assez longue et énumératrice des principales orientations de recherches de l'Institut suscite plusieurs observations rejoignant souvent celles qui ont pu être faites dans d'autres visites :

- Les moyens engagés sont importants, ils sont articulés avec les organismes opérationnels : Ministère de l'Agriculture, exploitations. De nombreux signes en témoignent : les publications sont nombreuses et diffusées, la communication entre scientifiques et responsables opérationnels semble fréquente, les suggestions et recommandations des chercheurs sont habituelles, elles sont recherchées. On peut donc dire que la responsabilité des chercheurs est sollicitée, elle est aussi récompensée (primes, honneurs).

- Le souci de "coller à la réalité", de mettre la science au service du peuple conduit, selon une vision très cartésienne, à éclater l'approche des problèmes : on pense mieux résoudre les difficultés en divisant l'analyse de la réalité (v. les nombreux secteurs inventoriés ci-dessus). Les chercheurs sont alors spécialisés sur tels ou tels aspects. On attend d'eux des recommandations rapidement diffusables en vue de l'augmentation de la production.

- Ces recherches aussi parcellisées appellent une coordination. Sans doute il existe une coordination institutionnelle (par la Direction), elle laisse certainement place à des redondances. Mais c'est principalement par l'acceptation d'une problématique commune, officialisée par le plan, que la coordination se fait. Celle-ci peut se résumer en disant que le développement agricole doit suivre l'évolution technologique qui conduit inéluctablement à une concentration des activités, à une spécialisation des tâches.

Une fois ceci admis, réellement ou formellement, chaque chercheur peut se consacrer à sa recherche qui devient un problème essentiellement technique : mesure, calcul, traitement de l'information, organisation de circuits de communication, formulation de recommandations. Le tout reste conforme à la problématique générale.

En quoi ces observations peuvent-elles nous aider à comprendre le fonctionnement de l'agriculture soviétique ? Quelle interprétation en donner ?

- Le Plan avec son triple souci d'efficacité (augmenter la production), de justice (lutter contre les inégalités), de "rationalité" (éviter l'anarchie) implique pour son élaboration comme pour son contrôle de nombreuses mesures, fines, détaillées, ponctuelles, argumentées, monotones. Les besoins sont donc bien effectivement considérables.

- L'affectation de ressources - personnel et moyens - comme la stimulation morale en vue de la réalisation de ces mesures et calculs est d'autant plus justifiée que le développement scientifique et technique est la condition de l'achèvement de la construction de la société, sans autre problème possible que des problèmes techniques - précisément solvables par la science - puisque les contradictions sociales sont supprimées.

Si le travailleur de base ne suit pas ces solutions, c'est qu'il est insuffisamment formé d'où l'importance - très notoire - des programmes de formation, ou qu'il est insuffisamment "stimulé" d'où les médailles et les primes. Si, malgré tous ces efforts, le travailleur n'applique pas ces solutions rationnelles les responsables deviennent fondés à le sanctionner (d'autant que la faute est ici à la fois professionnelle et sociale).

- La gestion de la société entre ainsi, enfin, dans le domaine de la décision scientifique : les révolutionnaires professionnels peuvent se transformer, en toute bonne conscience, en managers professionnels. Les problèmes de gestion appellent des solutions techniques qui procèdent naturellement de l'activité des ingénieurs. C'est pourquoi les "chercheurs" en Economie Rurale apparaissent aussi nettement comparables aux agro-économistes qu'on rencontre en Occident dans les services économiques des administrations ou des entreprises. Ils s'y identifient d'ailleurs assez spontanément.

Ceci souligne l'insuffisance des analyses qui présentent l'agriculture soviétique comme figée, définitivement organisée : N'est-ce pas, au contraire, le rôle des ingénieurs et des managers de transformer en permanence l'organisation agraire ? L'observation le révèle aisément. C'est d'ailleurs la condition de la survie du système (et donc de la leur !).

- La question qui se pose est alors la suivante : comment la problématique générale d'un développement social sans antagonisme corrélié au développement technologique bienfaiteur peut-elle évoluer ?

. Elle le peut sous l'effet d'une réflexion démocratisée sur la nature de la doctrine de référence et son utilisation. Cette réflexion paraît inexistant, sauf peut être une amorce : l'étude de problèmes "globaux", "interdisciplinaires" dans la Grande Académie.

. Elle le peut aussi sous l'effet d'une modification de l'interprétation de la doctrine pour s'adapter aux circonstances. Cela résulterait d'une transformation dans la structure du pouvoir (puisque c'est lui qui exprime la problématique générale "au nom de tous"). Envisager cette évolution suppose que l'on passe d'une analyse empirique à une analyse structurelle. Est-ce possible ?

IV - EXPOSES DE CHERCHEURS DE L'INSTITUT

Ces exposés ont porté sur les thèmes suivants choisis d'un commun accord : *Le processus de mise en application des résultats scientifiques et techniques* (par M. KRISSALNYI), *La prévision et la planification en matière de production végétale* (M. TOLKATCH) et *en matière de production animale* (M. KORJINSKII), *La rémunération et la stimulation des équipes et brigades de travail* (M. POLITCHOUK), *La coopération inter-entreprises et l'intégration agro-industrielle* (M. JADAN), *Les problèmes de prix et de financement* (M. ZIMOVETZ) ; enfin le thème de *l'agriculture dans les zones difficiles* a fait l'objet de quelques échanges ouverts.

A - LE PROCESSUS DE MISE EN APPLICATION DES RESULTATS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES.

C'est un des thèmes de travail de l'Institut. Il est particulièrement important comme l'a encore récemment rappelé L.I. Brejnev. La réalisation des essais et la mise au point des résultats par une équipe de chercheurs, dans le cadre d'un département de recherche et sous le contrôle de son chef, n'est que la première étape de la mise au point d'une innovation. Le Conseil Scientifique de l'Institut examine les divers résultats acquis en son sein et sélectionne ceux qui vont être transmis à l'instance scientifique dont il dépend, en l'occurrence ici la Direction Régionale de Vaskhnil-Sud. Celle-ci adresse chaque année au Ministère républicain de l'Agriculture, dans le cadre du processus de planification, l'ensemble des résultats de recherche obtenus dans sa zone d'action. Ces résultats sont traités par le Ministère qui les soumet à des vérifications détaillées dans des stations expérimentales régionales représentatives de diverses zones écologiques, également chargées d'établir les recommandations tenant compte des conditions locales.

Puis un plan d'implantation des résultats de la recherche, précisant leur localisation, leur extension, les effets attendus, est établi par les services du Ministère, qui les met en circulation vers la base via les organisations de l'oblast trois ou quatre mois avant l'élaboration du plan de production annuel. Après examen et discussion dans les unités de production, un plan annuel d'implantation scientifique est élaboré, comprenant les mesures à prendre au sein des U.P. et dans leur environnement pour le réaliser (1). Par exemple les instituts de recherche et le Ministère de l'Agriculture s'engagent à former le personnel nécessaire, à rédiger des fascicules d'instructions, à préparer des réglementations, ... Les chercheurs sont incités à suivre et à contrôler sur le terrain l'application de leurs résultats. Tout ceci est gratuit. Ne sont payants que les travaux ayant un caractère spécifique à l'Unité de production (ex : la refonte d'un parcellaire).

 (1) Il nous a été dit par ailleurs qu'un des critères pour retenir telle ou telle innovation est la possibilité de fournir les approvisionnements nécessaires et de les inscrire dans le Plan.

Le choix des unités où on expérimente, puis où on entend progressivement les résultats d'un travail de recherche, dépend des conditions favorables qu'elles réunissent pour le faire, mais aussi de leur caractère plus ou moins représentatif en vue d'une application plus large.

L'Institut d'Economie Rurale fait ainsi chaque année 7 à 10 propositions importantes découlant de ses travaux. Pour l'année 1981, plusieurs sont évoquées :

- organisation des chantiers de récolte et d'évacuation des betteraves à sucre en culture mécanisée en vue d'économiser la main d'oeuvre et d'industrialiser le processus,
- systèmes d'organisation des collectifs et de rémunération des travailleurs pour des kolkhozes adoptant des méthodes de production industrielles,
- mise au point de méthodes visant à tenir compte des changements intervenus dans l'appareil de production mis en oeuvre par chaque unité de production, pour réviser les normes auxquelles sa gestion est soumise, pour la durée de chaque Plan, en particulier le système de prix. Ces normes sont ensuite utilisées par exemple pour la préparation des programmes d'investissement,
- méthodes visant à évaluer l'intérêt de créer des organisations inter-entreprises nouvelles et à faire des recommandations pour leur mise en place,
- régulation des relations économiques au sein des OIE,...

Il est précisé en réponse à une question, que le partage entre diverses instances des gains de productivité liés à l'adoption d'une innovation fait partie des préoccupations des économistes. Des recommandations sont établies à cet égard. Par exemple en ce qui concerne les nouvelles formes d'organisation du travail on estime que la répartition souhaitable serait de :

- 30 % en faveur de l'institut scientifique et de l'institut de projet
- 15 à 25 % en faveur des stations expérimentales
- 45 à 55 % en faveur des unités de production.

Dans le cas d'une innovation au niveau de la production, elle serait respectivement de 40 à 50 %, 10 % et 40 à 50 %. Il n'a toutefois pas été indiqué comment cette répartition était réalisée dans la pratique.

Actuellement le budget de l'Institut d'Economie Rurale proviendrait pour 30 % de contrats passés avec des unités de production et qui concernent surtout des systèmes de stimulation de la production ou des études de structure des OIE.

On estime qu'en moyenne 1 rouble investi dans la recherche se traduit par un gain de 5 roubles au niveau de la production. On dispose d'ailleurs maintenant d'une méthodologie unifiée à l'échelle de tout le pays pour apprécier les résultats de la recherche mais on reconnaît qu'elle n'est pas toujours applicable. Elle consiste à essayer de quantifier les effets de la recherche. C'est ainsi qu'en matière d'insémination artificielle une méthode informatisée de suivi généalogique permet d'économiser chaque année 27 millions de R. pour une dépense de 20 000 R.

Les questions concernant l'intérêt éventuel porté aux U.P. comme source d'innovation et aux obstacles rencontrés dans l'adoption du progrès technique dans la pratique sont en partie éludées, les réponses montrant la confiance accordée à la recherche lourde et à la communication entre les instituts et les unités de production. Enfin une autre question sur la diversification des sources d'innovation fait apparaître que les "sociétés de science et technique" (NTO) situées au niveau des unités de production semblent ici assez largement prises en main par les chercheurs. Ces sociétés disposent de moyens venant des unités de production et des organisations agricoles régionales.

B - PREVISION ET PLANIFICATION EN MATIERE DE PRODUCTION VEGETALE.

Le développement de la prévision agricole sur des bases scientifiques devient l'un des piliers sur lesquels s'élabore la planification quinquennale. On est d'ailleurs en train d'adopter un schéma des orientations principales de l'agriculture pour la période 1985-90 en vue d'une large discussion dans le public. Elles tiennent compte des tendances actuelles et des besoins de la population. Les divers instituts de recherche spécialisés présentent les données, tendances et prévisions dans leur domaine d'activité et l'Institut d'Economie Agricole est chargé d'en assurer la cohérence au regard des perspectives d'évolution de la base matérielle de la production, par activité, par région, selon les niveaux d'équipement déjà atteints et les besoins, etc...

Le détail des axes retenus pour l'Ukraine a été fourni :

a) L'utilisation des facteurs de production

- en matière de mécanisation (la puissance moyenne des tracteurs est actuellement de 75 CV), réduire la consommation de métal, accroître la productivité de la main d'oeuvre, élargir la largeur de travail des outils, accroître la vitesse de travail jusqu'à 10 et même 12 km/h, standardiser et harmoniser les ensembles de machines, réduire le nombre d'opérations en combinant les outils, développer le labour sans versoir, etc...
- en matière de fertilisation accroître la teneur des engrais en matière active et préparer des mélanges bien adaptés,
- on estime nécessaire de mieux programmer la récolte sur les terres irriguées,
- on s'inquiète de la tendance à la réduction des superficies cultivables sous l'effet de l'urbanisation et des aménagements divers et on cherche à la compenser en asséchant les marais du Polessié, en implantant de la vigne dans les zones sableuses du Sud (front pionnier), en réaménageant carrières, mines à l'air libre et friches industrielles, en récupérant les terres peu profondes en bordure des retenues d'eau, enfin en faisant payer cher la terre soustraite aux usages agricoles.

b) Les diverses productions

La céréaliculture reste la base de l'agriculture ukrainienne. La tendance établie à l'accroissement des terres céréalières se maintient et on accroît la part des cultures d'hiver, plus productives. Les superficies consacrées au maïs s'étendent également, en vue d'approvisionner l'alimentation animale : il en est de même des cultures de protéagineux.

On souhaite délimiter des zones de production sûre, ou on fait donc appel à l'irrigation. Beaucoup d'espoir est fondé sur les nouvelles variétés donnant des plantes à paille courte, plus résistantes au gel et aux maladies, avec une bonne qualité de grains et mieux équilibrées en acides aminés (notamment pour le maïs).

Parmi les plantes industrielles, la BETTERAVE SUCRIERE est la plus importante en Ukraine. On cherche à mieux répartir cette culture en fonction des disponibilités en main d'oeuvre, en terres favorables et aussi par rapport à la localisation des sucreries. On veut accroître la teneur en sucre et développer les variétés à une seule plantule, qui permettent de mécaniser complètement la culture.

Pour le TOURNESOL, dont la culture est très mécanisée, on voudrait en accorder la superficie avec les besoins des rotations (retour à des rotations supérieures à 8 ou 10 ans). On développe les variétés précoces et résistantes au phytophthora.

Les superficies consacrées à la POMME DE TERRE vont continuer à diminuer en suivant l'évolution de la consommation. On développera la récolte en containers.

Dans le domaine des cultures maraîchères les principales tendances consisteront à développer les implantations péri-urbaines, accroître les superficies dans les zones irriguées ou proches des usines de conserve, diversifier les espèces et les variétés et étendre les variétés adaptées à la récolte mécanique.

Enfin en ce qui concerne la production fourragère, son volume doit donner lieu à un développement important mais les superficies, qui représentent actuellement le tiers des surfaces utilisées par l'agriculture, seront réduites en fonction de celles consacrées aux céréales. Il est précisé que les grains rendent plus en unités fourragères que l'herbe. On étendra les cultures pérennes, plus productives et utilisées dans les granulés. On élèvera la productivité des prairies naturelles et des parcours. Pour les prairies améliorées l'effort portera sur la qualité, notamment sous l'angle protéique.

Au total on augmentera la production de tous les types de fourrage.

C - PREVISION ET PLANIFICATION EN MATIERE DE PRODUCTION ANIMALE POUR LA PERIODE 1985-90.

En Ukraine l'élevage bovin domine mais il se développera moins vite que l'élevage porcin, qui doit passer de 37 à 40 % de la production de viande. En même temps on va modifier la localisation des divers élevages en fonction des exigences de l'industrialisation de la production, de l'urbanisation (ceintures laitières,...), des conditions régionales, de manière à rompre avec la situation actuelle "où on élève de tout partout"...

D'une manière générale en élevage l'évolution technique va suivre trois grandes directions avec pour perspective d'augmenter rapidement les niveaux de production :

- amélioration des races existantes et création de races nouvelles adaptées aux conditions de l'élevage industriel ; élévation du niveau des critères de productivité, précocité, fertilité, efficacité de transformation des aliments, qualité des produits,
- amélioration du niveau alimentaire, notamment par suppression du déficit en protéines, rationalisation de l'alimentation, préparation plus soignée (1),
- réduction des coûts d'investissement par unité produite, attendue du développement de la concentration, de la spécialisation et de l'industrialisation massive de l'élevage, avec réduction des écarts saisonniers ("production en continu") et développement de la transformation sur place...

Ces problèmes sont traités par les instituts de recherche zonaux spécialisés. Dans le domaine bovin il existe en Ukraine une trentaine de races, dont trois principales : Simmental, Rouge des Steppes, Pie Noire. On va essayer de maintenir cette diversité tout en mettant l'accent sur la Pie Noire et sur les races à viande locales. On développera l'élevage bovin dans toutes les directions en tenant compte des conditions spatiales de localisation : stations touristiques, les zones plus rurales se consacreront à un élevage mixte, les régions éloignées (Karpathes, Polessië,...) étant plus particulièrement vouées à la production de viande. Mais une production intensive de viande se développera également (objectif : 1 200 g de GMQ).

Au total le développement de l'élevage bovin sera faible et s'effectuera sur la base de l'équilibre actuel entre aliment grossier et concentré, en cherchant seulement à améliorer la qualité nutritionnelle grâce aux aliments complets. Dans les kolkhozes pratiquant l'élevage bovin l'effectif moyen est passé de 1369 têtes en 1965 à 2253 en 1978.

(1) La consommation tous élevages a été en Ukraine en 1978 de 96,6 MT d'UF, dont 39,9 (= 35 %) en aliments concentrés (50 % aux USA, note du rédacteur).

D - RÉMUNERATION ET STIMULATION DES ÉQUIPES ET BRIGADES DE TRAVAIL.

Le principe de stimulation matérielle de la production est mis en pratique depuis maintenant vingt ans. Après une étape où la rémunération était fonction de la production finale et fondée sur l'application de normes, le système est aujourd'hui le suivant pour les travailleurs.

Ceux-ci reçoivent chaque mois une rémunération de base fixe. S'y ajoute un supplément calculé en fonction des résultats réalisés. Ce supplément est versé mensuellement pour les activités telles que l'élevage laitier, l'engraissement, l'avi-culture, ... Pour d'autres branches (la plupart des productions végétales, ...) le versement est annuel. A cette rémunération principale peut s'ajouter une prime en fonction du niveau de dépassement du Plan.

L'Institut met actuellement au point des méthodes visant à faire une place à la qualité de la production obtenue et non plus seulement à sa quantité. Ainsi, on a mis au point un système d'intéressement des travailleurs produisant du blé tendre fondé sur la distinction de trois qualités : le blé ordinaire (jusqu'à 25 % de gluten), le blé de valeur (de 25 à 28 %), le blé de force (plus de 28 %) obtenu surtout dans le Sud de la République. Les propositions ont été mises à l'épreuve dans 40 kolkhozes de 2 districts avant d'être transmises au Ministère.

L'an passé on a expérimenté un système permettant de tenir compte de la qualité des fourrages récoltés. C'est plus délicat puisqu'il s'agit de produits ne donnant pas lieu à échange, utilisés directement sur l'unité de production. On a distingué trois qualités pour le foin et l'ensilage et cinq pour la farine d'herbe.

On poursuit actuellement des travaux sur l'intéressement des travailleurs produisant de la betterave, en fonction de la teneur en sucre obtenue.

De la même façon, les cadres et les dirigeants étaient intéressés jusqu'à présent au volume de la production et de la vente, et non pas à son efficacité. Maintenant on tient compte de deux paramètres qui expriment plus globalement les résultats de l'exploitation : le bénéfice brut et le niveau d'intensité dans l'utilisation des terres. Le système, tenant alors compte des conditions naturelles, est différencié par zone. Le Ministère a accordé la possibilité de l'expérimenter dans un district de chaque région. Il a été expérimenté pendant 3 ans dans 473 kolkhozes répartis dans 22 des 25 régions de la République. On a pu constater que les résultats de ces unités étaient supérieurs à ceux des voisines. Des propositions ont donc été transmises au Ministère.

Mais les niveaux de stimulation dépendent aussi des conditions propres à chaque unité de production, qui sont traduites à ce niveau par un système de prix et de normes tenant compte de la nature des sols, de la zone pluviométrique, de l'appareil de production disponible... Ce système est révisé avant chaque plan quinquennal et valable pour sa durée (on procède actuellement à cette révision), après son approbation, notamment par le Conseil des kolkhozes. Cependant les systèmes de stimulation ne tiennent pas encore compte des spécificités climatiques annuelles.

Enfin, un système de rémunération s'adressant non plus individuellement aux travailleurs mais à des collectifs - brigades (brigada) ou équipes (zveno) - se répand rapidement dans les kolkhozes du Sud de l'Ukraine.

La production végétale est généralement réalisée par des brigades manuelles de 30 à 40 personnes, appuyées par des brigades mécanisées, et chargées d'une superficie variable selon les zones :

- zone forestière (Polessié) : 600 à 800 ha de terres labourables
- steppes boisées : 800 à 1 200 ha
- steppes centrales et septentrionales : 1 200 à 1 800 ha
- steppes méridionales : 1 500 à 2 000 ha
- Piémont des Karpathes : 400 à 600 ha
- montagne : 300 à 400 ha

Lorsque le niveau de mécanisation de l'unité de production est assez développé, en particulier dans le Sud de l'Ukraine, le travail tend à être fait uniquement par des équipes mécanisées comprenant 10 à 15 personnes, 10 à 12 tracteurs, pour une rotation entière s'étendant sur 2 000 à 2 400 ha. Une situation intermédiaire est celle des brigades complètes comprenant des équipes manuelles et des équipes mécanisées, disposant donc de leur propre matériel.

Au début de chaque année la brigade ou l'équipe se voit fixer un certain volume de production en fonction des moyens qui lui sont attribués. Parallèlement un fonds de rémunération est prévu dans les comptes planifiés de l'U.P. pour payer chaque mois les travailleurs de ce collectif. Un fond supplémentaire - 25 % du précédent - est également prévu, dont l'attribution n'intervient qu'en fin de campagne et selon les résultats obtenus. Si la production est inférieure à 80 % du volume initialement fixé, l'équipe ne touche rien mais les travailleurs conservent la totalité de leur rémunération mensuelle. Au-dessus de 80 %, une partie du supplément est attribuée au prorata du résultat obtenu. A 100 % la totalité en est acquise. Au-dessus le collectif bénéficie d'une prime de dépassement du Plan.

Pour les brigades d'élevage laitier, avicole, etc, le système est le même mais le supplément est attribué chaque mois au lieu d'une fois l'an.

Un système différent seulement par quelques détails, notamment sans fixité de la rémunération mensuelle, est également mis au point pour les sovkhozes. Le Ministère de l'Agriculture pour toute l'Union estime qu'il faut étendre cette méthode aux autres républiques en tenant compte de leurs particularités. On est donc ici en avance.

La brigade ou l'équipe constituent alors un niveau particulier de comptabilité et le kolkhoze est une agrégation d'unités de base. L'autonomie d'un collectif de base reste toutefois limitée. Responsable d'un territoire défini et fixe, il se voit imposer la rotation des cultures - qui n'est remise en cause en principe, nous dit-on, qu'une fois tous les dix ans - les moyens attribués, les méthodes de culture, les adaptations aux conditions annuelles, les normes de rémunération en fonction des moyens mis à disposition, etc...

La marge de manoeuvre du collectif s'exerce surtout dans la mise en oeuvre et un peu dans la rémunération des forces de travail qui le constituent. Dans toute l'Ukraine c'est le Bureau Administratif du kolkhoze qui constitue les brigades, répartit les travailleurs et désigne les chefs de brigade. Il s'inspire pour cela de recommandations émanant de chercheurs et visant à tenir compte des superficies, des niveaux de mécanisation, etc... Le chef de brigade peut avoir des comptes à rendre lorsqu'il a mal utilisé le potentiel de travail placé sous sa responsabilité.

L'activité des brigades s'appuie également sur la "carte technologique" à l'établissement de laquelle participent les spécialistes de l'unité de production sur la base des données et recommandations fournies par les organismes agricoles locaux et les instituts scientifiques.

E - COOPERATION INTER-ENTREPRISES ET INTEGRATION AGRO-INDUSTRIELLE.

C'est une deuxième étape dans la réalisation des idées de Lénine : après la coopération des individus on organise celle des coopératives.

Le développement dans les années 60 des formes d'élevage spécialisées a constitué une condition préliminaire (1). Disposant de ces grandes unités on a cherché à homogénéiser les conditions de l'élevage dans les districts où elles se situaient, d'autant qu'elles ne réalisaient en définitive qu'un tiers de la production, le reste continuant à provenir des kolkhozes polyvalents. En outre de nouvelles technologies sont apparues, plus efficaces et à échelle toujours plus grande, hors de portée des kolkhozes individuels : en combinant les efforts des unités de production, il était possible de profiter de leurs avantages.

Par la suite on a trouvé avantageux de créer les organisations inter-entreprises non pas de toutes pièces mais à partir d'une unité de production existante disposant de conditions favorables notamment en moyens de production et en personnel spécialisé, et à qui on transfère l'activité ou la fonction retenue existant dans les autres unités de production.

L'unité "faisant fonction d'organisation inter-entreprise" est désignée par l'Assemblée Générale des unités qui se mettent ensemble. Le problème difficile à ce stade est celui de la détermination des apports. L'OIE se rapproche des formes de propriété d'Etat tout en restant la propriété des kolkhozes. Les travailleurs y sont des salariés.

Cette formule est mise en oeuvre dans des activités auxquelles elle s'adapte bien. Ainsi en matière d'engraissement bovin le kolkhoze-atelier produit sur ses terres les aliments les moins faciles à transporter (ensilage, paille, foin...) tandis que les aliments composés sont fournis par les autres unités via l'usine de transformation qui les fabrique. Autour des sucreries de la région des steppes centrales on a créé des unités d'élevage qui utilisent leurs sous-produits. Il en est de même dans le Sud pour la réutilisation des tourteaux de tournesol et dans le Polessié à partir des sous produits de la fabrication d'alcool de pomme de terre.

En outre on essaye maintenant d'aller plus loin en généralisant ce schéma à l'échelle du district tout entier selon le schéma ci-contre. Toutes les unités y participent en s'inspirant des règles du centralisme démocratique au niveau du Conseil des Kolkhozes qui prend les décisions tandis que l'organisme administratif les prépare en réalisant des études. L'OIE devient alors à la fois une notion de branche et une notion territoriale. Dans un district donné le contenu du schéma dépendra des productions sur lesquelles l'accent est mis, en fonction de ses conditions particulières. En même temps on observe une certaine tendance à l'abandon des productions complémentaires (lin, pommes de terre...) dans les unités entrant dans de tels schémas.

Enfin, si le district paraît actuellement un cadre d'organisation très approprié, on est déjà amené à le dépasser dans certains cas : dans les steppes boisées des sucreries s'étendent sur deux districts et en aviculture les unités de 1 à 3 millions de pondeuses sont conçues à l'échelle de la région (oblast).

De son côté l'intégration verticale se développe selon trois formes :

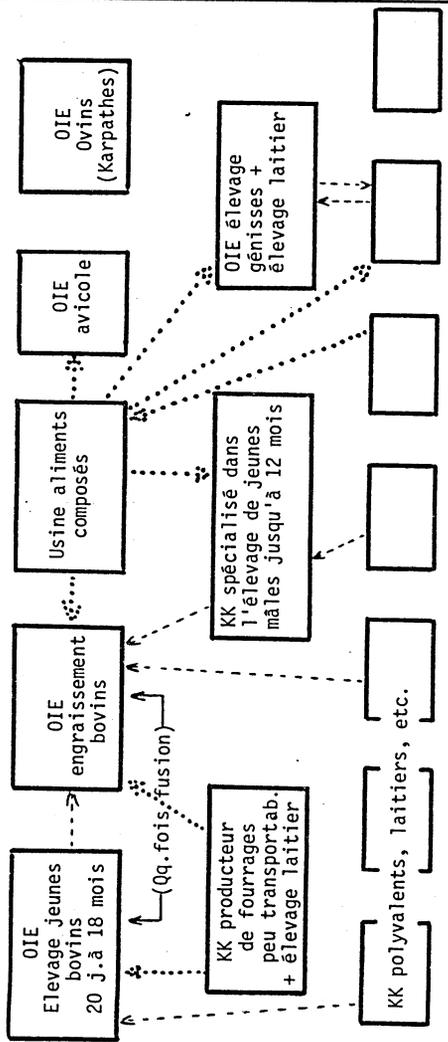
- le kolkhoze ou sovkhoe-usine : une partie ou la totalité de la production agricole y est transformée. Actuellement la définition retenue par les statisticiens ne range sous cette dénomination que les cas où plus de 50 % de la production est transformé sur place. L'Institut souhaiterait que ce seuil descende à 20 %.
- L'Union agro-industrielle, organisée autour d'une usine d'Etat, par exemple une conserverie, rassemblant surtout les sovkhoez du voisinage.
- L'Union science-production.

(1) Il existe maintenant en Ukraine 1200 unités de cette nature pour la production de viande.

SCHEMA D'ORGANISATION DE LA SPECIALISATION ET DE LA
COOPERATION INTER ENTREPRISES AU NIVEAU D'UN DISTRICT
D'UNE ZONE D'ELEVAGE

1. Organisme
administratif
2.
Conseil des kolkhozes

(Le président de 2
est aussi chef de 1).



(U.P. spécialisées)
OIE : organisations
inter-entreprises.

(U.P. semi-spécialisées,
20 vaches laitières/100 ha T.L.)
KK = kolkhoze.

(U.P. non spécialisées,
40 à 50 vaches laitières/
100 ha T.L.)

- - -> Flux d'animaux
..... Flux de produits végétaux

En Ukraine l'effectif des unités de coopération horizontale et verticale est passé de 1 500 en 1970 à 2 200 en 1975 et à 3 533 actuellement, dont un tiers sont des formes de production agricole, les autres fournissant des services, en particulier de construction. Le développement de ces unités continuera désormais à un rythme plus lent (cf. 5^e partie, tableau détaillé dans "Informations complémentaires sur l'agriculture de la République d'Ukraine").

F - PRIX ET FINANCEMENT.

L'Etat achète la production selon des prix fixés par lui. Le mécanisme des prix est conçu pour encourager l'activité des unités de production. En même temps il doit assurer la rentabilité socialement la plus souhaitable pour toute la production en tenant compte de l'hétérogénéité des conditions de cette-ci et de l'intérêt des diverses parties prenantes.

La notion de base prise en considération est le bénéfice net par spéculation : c'est le produit brut de la spéculation moins la partie fixe de la rémunération du travail (1), les frais variables (engrais, carburants,...), les amortissements, les dépenses indirectes (comptabilité...), non compris les impôts.

C'est ainsi que sur 4 ans (1976-1979) et pour toute l'Ukraine la rentabilité des céréales a été en moyenne de 97 % (1 R dépensé a donné une production de 1,97 R), celle du tournesol 38 %, celle des pommes de terre moins 20 %.

Pour les cultures les conditions de production varient notamment selon les zones. Sur 4 ans le prix de revient des céréales a été de :

- 4,72 R/q dans les steppes du Sud,
- 4,77 R/q dans les steppes boisées,
- environ 6 R dans la zone forestière et les Karpathes.

On a donc fixé 4 zones de prix pour les céréales en Ukraine :

- 82 R/tonne de blé, prix le plus bas (Sud),
- 86 R/tonne,
- 125 R/tonne,
- 135 R/tonne, prix le plus élevé (Polessié, Karpathes).

En outre les quantités produites en sus du plan sont payées 50 % plus cher. Au total le prix moyen de l'ensemble des céréales a été de 89,60 R/t dans les steppes et de 130,80 R/t dans le Polessié.

Le système est le même pour les autres productions végétales mais avec un nombre et un découpage des zones différents.

Pour d'autres productions, les conditions naturelles interviennent moins ou différemment et d'autres critères de différenciation sont pris en compte. Ainsi pour les unités de production avicole c'est l'équipement mis en oeuvre. Pour l'activité laitière on encourage la production à proximité des centres de consommation : d'où deux zones (5 grandes villes et le reste) et trois classes de qualité :

Prix en R/T	ZONE I	ZONE II
1ère classe	263	247
2ème classe	245	231
3ème classe	228	216

On tient compte également de la qualité pour le blé dur. Celui de 1ère catégorie est payé 65 % du prix de base en plus, celui de 2ème catégorie 40 %, celui

(1) C'est-à-dire primes exclues : la stimulation du travail est prise sur les bénéfiques.

de 3ème catégorie 20 %. Même chose pour le blé de force selon sa teneur en gluten : 30 % de plus lorsque cette teneur se situe entre 28 et 30 %, 50 % lorsqu'elle dépasse 30 %.

Pour la betterave le prix de base est augmenté de 1 R par point supplémentaire de teneur en sucre au-dessus d'un seuil. Mais les études montrent que c'est insuffisant et qu'il faudrait 3 R par point supplémentaire pour encourager véritablement la production. Pour le tournesol l'Institut essaye un système en fonction de la teneur en huile et de son acidité.

Pour les bovins les prix moyens suivants ont été donnés par zone et par qualité :

	Moyenne Ukraine	Poléssié, Karpathes
- Bêtes engraisées, R/tonne	1 489	1 646
- Bêtes état moyen	1 237	1 370
- Bêtes maigres	927	1 028

Enfin, toujours dans le but d'homogénéiser les conditions de production entre les zones et les unités de production, l'Etat accorde plus de crédits aux zones difficiles (Poléssié, Karpathes), il investit en drainage sur son propre budget, etc. Il existe un système d'assurance tel que les unités de production recevraient plus qu'elles ne payent. Les exploitations ne payent pas d'impôt lorsque leur rentabilité tombe en-dessous de 25 %. En revanche le prix des intrants, machines, etc. est le même pour toutes les U.P., sauf négociation particulière entre partenaires.

G - L'AGRICULTURE DANS LES ZONES DIFFICILES.

Il faut s'entendre sur ce thème. On les définit généralement en fonction de leurs conditions pédologiques, topographiques, climatiques. C'est ainsi que la partie littorale de la Crimée présente de grandes difficultés sur le plan agricole. Mais c'est une zone de repos, très urbanisée. On y a créé une agriculture de type péri-urbain : lait, oeufs, viande, ... On y a corrigé le climat (lutte anti-grêle, serres, irrigation, ...) et on y cultive aujourd'hui la vigne, les légumes, le tabac, les oléagineux : ce n'est plus une zone difficile économiquement.

Il n'en est pas de même des Karpathes, consacrées à l'élevage surtout ovin, avec des cultures spéciales en piémont telles que le tabac. Pour occuper la population nombreuse, on a créé des OIE d'objets artisanaux, de tapis (avec la laine des moutons). On favorise également l'émigration vers les zones irriguées du Sud-Est de l'Ukraine en construisant à l'intention des migrants des maisons offertes gratuitement ou payées au tiers de leur valeur. Cependant la migration rencontre des réticences et ne paraît pas avoir trouvé un plein succès.

Données sur la population active agricole en Ukraine (millions de personnes).

	1965	1970	1975	1978
- Effectif des travailleurs des kolkhozes	6,1	5,4	5,0	4,5
- Effectif des travailleurs des sovkhoses	1,1	1,2	1,3	1,5
- Total	7,7	6,7	6,3	6,1
- Effectif travaillant directement à la production	6,5	5,9	5,6	5,4
- % de la population active du secteur agricole, non directement occupée à la production (1)	17,1	20,1	22,4	23,4

(1) L'intitulé de cette ligne est donné sous toutes réserves du fait des conditions de traduction.

4ÈME PARTIE

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

- VIII - Le Sovkhoze "Bielaïa Datcha" (porcs, serres maraîchères)
à Liubertsy-Moscou.
- IX - Le Kolkhoze "Dzerjinski" (serres maraîchères) à Liubertzý-
Moscou.
- X - Le Sovkhoze "Kalitenski" (porcs) à Kalita-Brovary (Kiev).
- XI - Le Kolkhoze "Komsomol" (polyvalent) à Krasnaïa Slobodka -
Oboukhov (Kiev).

LE SOVKHOZE "BELAIA DATCHA" (Datcha blanche)
de LYUBERTSI près de Moscou
21 Octobre 1980 (1)

Ce sovkhoe a été fondé en 1946 à partir de l'exploitation agricole annexée à l'usine Otormski de machines agricoles qui ne comportait alors que quelques dizaines de truies et de vaches. Depuis, il est devenu une importante entreprise spécialisée dans l'engraissement de cochons et surtout dans la culture maraîchère sous serres : ces dernières occupent 60 (2) des 74 ha de terres arables disponibles au total, ce qui fait de ce sovkhoe la plus grosse exploitation de serres de toute l'URSS.

I - L'ELEVAGE PORCIN

Cette activité est pratiquée dans 2 ateliers de 16 000 têtes chacun. On y engraisse chaque année environ 55 000 porcs d'un poids moyen de 146-148 kg, avec un gain de croissance de 510-530 g/tête/jour (moyenne pour tout le quinquennat 1976-80, avec des gains de 580 g pour les meilleures brigades).

L'alimentation animale est constituée pour 38 % de résidus alimentaires de l'agglomération de Moscou, le reste provenant de résidus d'industries de transformation (boyaux d'abattoirs, sérum de laiteries, résidus de meunerie). Ces aliments sont homogénéisés, préparés dans un atelier spécialisé et on compte une consommation de 5 UF/kg viande produite.

Toute la production - 6 400 tonnes de viande (poids vif) en 1980 - est vendue à l'Etat à un prix moyen de 1,32 roubles (R)/kg, soit un chiffre d'affaires de 8,5 millions de R pour le seul élevage porcin ; le coût moyen de production étant de 0,76 - 0,79 R/kg, cet élevage laisse un bénéfice de 3,6 millions de R. Une telle efficacité résulte du haut niveau de mécanisation dans toutes les opérations : affouragement, nettoyage (chasse hydraulique pour l'évacuation du lisier), etc.

II - LES CULTURES MARAICHÈRES SOUS SERRES

Les 48,5 ha de serres actuellement exploités sont occupés par 32 ha de concombres, 16 de tomates et 0,5 de fleurs (roses, œillets).

Culture de concombres

En 1980, année très défavorable (printemps froid, pluvieux, lumière insuffisante, la production a été de 7 400 t avec un rendement de 23 kg/m², au lieu de 27-30 les autres années (avec un maximum de 36-42 kg/m² pour les meilleurs travailleurs). Cependant, l'objectif de production de 29 600 t fixé au terme du quinquennat 1976-80 a été atteint dès le 28 septembre et sera donc dépassé d'ici la fin de l'année, date à laquelle cette seule production aura laissé à l'entreprise un bénéfice net de 8,5 millions de roubles (R).

Les semis en planche ont lieu en fin novembre - début décembre, la plantation en janvier, et la récolte s'échelonne en moyenne de la façon suivante :

-
- (1) Ce compte rendu de visite a été enrichi par quelques observations techniques tirées de la brève monographie du même sovkhoe présentée dans le compte-rendu de mission en URSS (mai 77) de notre Collègue GUIMBARD (INRA, SEI, Saint Pol de Léon)
 - (2) Un premier atelier de serres de 12,5 ha (le premier en URSS) avait été construit en 1956-57. 36 autres ha ont été construits depuis 1973 par Glarvosnoï, l'entreprise d'Etat de construction, soit un total de 48 ha de serres en fonctionnement lors de notre passage. Enfin, les 12 derniers ha de serres seront prêts pour la production le 7 novembre prochain. Les serres les plus récentes (modules de 12 ha) sont des serres hollandaises du type "Voskamp".

- | | | | |
|-----------|-------------------------|-------------|---------------------|
| - février | 0,3 kg/m ² | - juin | 5 kg/m ² |
| - mars | 2 à 3 kg/m ² | - juillet | 5 kg/m ² |
| - avril | 5 à 6 kg/m ² | - août | 4 kg/m ² |
| - mai | 6 à 7 kg/m ² | - septembre | fin de culture |

Il n'y a pas de culture de septembre à janvier, mais on en profite pour désinfecter au soufre brûlé les charpentes de la serre, brûler les plantes restantes et évacuer les déchets végétaux, laver la serre à l'eau chaude, travailler le sol avant de le désinfecter à la vapeur à 80-90° C sur 0,35 m d'épaisseur.

Une analyse est faite et on apporte une fumure organique comprenant 75 % de sciure et écorce de bois et 25 % de fientes de poulets. Le sol est ensuite préparé et reçoit une fumure minérale en fonction des résultats de l'analyse.

Les plants sont mis en place à 0,35 m sur le rang et les rangées sont jumelées à 0,60 x 0,80, ce qui donne une densité de l'ordre de 4 plantes/m² de sol cultivé, soit 3 à 3,5 plantes/m² de serre (bordures et allées comprises).

Les jeunes plants sont élevés avec éclairage d'appoint. Il faut compter 25 à 30 jours pour produire un plant.

Les variétés cultivées sont : Marfinsky pour les plantations précoces et 211 et 1143 pour les plantations de février-mars.

Culture de tomates

En 1980, la production a été de 1 200 tonnes avec un rendement de 9 kg/m² contre 11 en année normale (maxima de 15-17).

Deux types de rotations sont observés :

- soit une seule culture avec semis en planche fin février, plantation en mars et produisant jusqu'au 10 décembre avec en moyenne le profil suivant :

- | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------|-----------|-------------------------|
| - avril-mai | 1 kg/m ² | - juillet | 3 à 4 kg/m ² |
| - juin | 3 à 4 kg/m ² | - août | 4 kg/m ² |
| - décroissance à partir de septembre | | | |

- soit une seule culture plantée en mars et produisant jusqu'au 10 décembre avec en moyenne le profil suivant :

- | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------|-----------|-------------------------|
| - mai | 1 kg/m ² | - juillet | 3 à 4 kg/m ² |
| - juin | 3 à 4 kg/m ² | - août | 4 kg/m ² |
| - décroissance à partir de septembre | | | |

et dont le rendement global se situe entre 12,5 et 16 kg/m².

- soit, deux cultures successives dont la première est plantée en février et la seconde en juin avec des rendements de l'ordre de 8 kg/m² pour la culture de printemps et de 5 kg/m² pour celle d'automne, soit un total de 13 kg/m².

Deux variétés sont cultivées : l'une, ukrainienne, dans les serres chaudes parce que sensible aux grands écarts de température, l'autre, sonato, dans les serres moins chauffées et en cultures hydroponiques.

Autres informations techniques

Les sols sous serre : la terre naturelle de qualité médiocre (podzol) a été enlevée sur 0,50 m d'épaisseur et remplacée par une couche de 20 cm de sable grossier épandu sur les tuyaux de drainage en poterie cuite, disposés transversalement à l'axe des serres et espacés de 6 m et sur laquelle on a apporté sur 30 cm en surface un mélange de tourbe et d'écorce de bois (70 %), de terre végétale de surface (20 %) et de fumier de volaille (10 %). Le pH est maintenu à 6,5 par des amendements annuels à base de dolomies, renforcés si besoin en végétation par des apports de nitrate de chaux.

Les cultures hydroponiques de tomates sont réalisées dans des bacs en béton remplis de perlite ou de vermiculite. La nutrition et l'arrosage sont apportés quotidiennement par une solution dont la concentration en éléments fertilisants varie selon le stade de développement des plantes et ne dépasse au total jamais plus de 0,7 %. Les tuyaux de chauffage sont placés sous les bacs. La densité de plantation est de 3 à 3,5 plantes/m² et les écartements entre lignes et plantes sont identiques à ceux retenus pour le concombre.

L'emploi de la lutte biologique contre un certain nombre d'insectes et maladies est le point le plus novateur des techniques de production. Ainsi, on utilise :

- un insecte *Phytoseulus persimilis* contre les acariens : l'hyperparasite est multiplié dans des serres d'élevage où on cultive du soja parasité par des acariens, les *Phytoseulus* sont récoltés à l'état de larve puis répartis dans les serres de concombres. Toutefois, en juin d'autres parasites apparaissent et il est nécessaire de procéder à des traitements chimiques d'appoint, donc de passer en lutte intégrée.

- un champignon *Aschersonia* sp. contre les aleurodes : lutte biologique exclusive,

- *Chrysopa carnea* contre les pucerons.

Les liaisons avec la recherche sont permanentes. Le sovkhoe sert de base expérimentale pour l'Institut des Cultures Maraichères de Mititchi (tout proche)(1), des accords de coopération existent avec l'Institut Fédéral de Cultures de Semences et de Cultures Maraichères et l'Académie Timiriazev.

Les résultats économiques : les coûts de production sont de 50-55 R/q pour les concombres et de 93-100 R pour les tomates, alors que les prix de vente à l'Etat sont respectivement de 140 et 160 R (2). Une partie de la production (non précisée) est vendue aux mêmes prix au magasin de produits alimentaires du sovkhoe ; cependant, en août, il est procédé à des ventes à prix très bas, inférieurs aux coûts de production (0,30 et 0,50 R/kg de concombres et de tomates) pour permettre aux travailleurs de faire des conserves.

III - LE PERSONNEL, L'ORGANISATION ET LA REMUNERATION DU TRAVAIL

Le personnel

Le collectif de travail compte 2 130 travailleurs dont 1 137 agés de moins de 30 ans, y compris le personnel affecté aux activités culturelles, sanitaires, sportives (voir chap. V). L'encadrement est assuré par 83 spécialistes diplômés de l'enseignement supérieur ; parmi eux :

- 46 ingénieurs agronomes : le directeur (docteur en sciences économiques) et le vice-directeur technique (docteur en sciences agronomiques), les chefs de "division" de culture (voir plus loin) et quelques-uns de leurs adjoints,

(1) Cf. la monographie de cet Institut dans le rapport de GUIMBARO.

(2) D'après ces données, si la quasi totalité de la production de concombres et de tomates était vendue à l'Etat, on devrait avoir pour l'activité maraichère un chiffre d'affaires, un coût total de production et un bénéfice total de 12,5 et 7 MR respectivement. Ces chiffres sont incompatibles avec les résultats globaux 1979 du sovkhoe (CA : 23,5 MR, bénéfice total : 7 MR) qui additionnent également les résultats de l'élevage porcin vus plus haut et ceux de l'activité "fleurs" non précisés... Ou bien, les données recueillies sont sujettes à caution, ou bien les ventes à bas prix aux sovkhoyens sont importantes !

- 12 ingénieurs à l'atelier de mécanique responsable de l'entretien des parcs de véhicules (119 camions, bus et voitures) et de tracteurs (87 unités).

- 10 ingénieurs à l'atelier de chauffage (une chaudière centrale d'une puissance de 385 éocalories, capable de chauffer une ville de 150 000 à 200 000 habitants, consommant 120 millions de m³ de gaz naturel).

- 9 ingénieurs électriciens
- 6 vétérinaires-zootekiciens.

Le gros du personnel est constitué de travailleurs qualifiés permanents (voir paragraphe suivant). Le sovkhosze ne fait pas appel à des travailleurs saisonniers, mais accepte en été, pendant les vacances scolaires, des "camps de travail" pour écoliers qui participent aux récoltes à raison de 3-4 heures/jour.

L'organisation du travail

Chacune des 2 fermes d'élevage est dirigée par un zootekicien assisté d'un vétérinaire et de 2 brigadiers et de 20 travailleurs (1 pour 750 porcs).

Pour les cultures, on a 7 divisions, chacune avec un responsable, un agronome, un ingénieur chauffagiste et un comptable. Les premières serres construites en 1956-57, constituent une division avec 4 brigades de 55-60 travailleurs d'un âge moyen de 37 ans ; dans les 3 derniers modules de 12 ha installés, chaque module comporte 2 divisions, chacune avec 2 brigades de 75-80 travailleurs d'un âge moyen de 19,5 ans, chaque travailleur étant responsable de 1 000 m² de serre (2 tours/jour). Dans les deux cas, les travailleurs sont en majorité (3/4) des femmes surtout d'origine rurale ayant achevé leur formation secondaire (10 années d'études) et suivi un cycle d'une année de formation spécialisée dans une école professionnelle agricole.

La rémunération du travail

Les salaires moyens des travailleurs, y compris les primes (2 salaires mensuels/an) sont de 210 R/mois dans les serres, 210-220 dans les ateliers porcs, 170-175 dans l'atelier de mécanique, 165-170 dans la construction et 170-180 pour les chauffeurs. Les salaires les plus bas sont de 145 R et concernent 80 personnes (gardiens, balayeurs, etc.).

Les chefs de brigades de culture ont un salaire de base démarrant à 125 R (105 pour leur adjoint) auquel s'ajoute une prime annuelle équivalente à 5 salaires mensuels, soit un salaire total s'échelonnant de 220 à 280 R selon l'ancienneté.

Les "spécialistes" ont des salaires de base de 140 R pour les plus jeunes, 250 R pour les spécialistes en chef (Chefs agronome, zootekicien, vétérinaire, chauffagiste, mécanicien, électricien, "constructeur", économiste, comptable) et 300 R pour le directeur (plus 150 R pour son titre de docteur), plus les primes de 5 mois/an.

IV - QUELQUES ASPECTS DE LA GESTION DE L'ENTREPRISE

Le bénéfice net de 7 MR est réparti obligatoirement entre les investissements (75 %), la simulation matérielle (15 %) et le développement socio-culturel.

Pour les investissements productifs, le sovkhosze élabore pour chaque plan quinquennal un plan de développement analysé au "niveau supérieur" ; le plan final revient avec description précise des types d'équipements, machines, constructions, ces dernières étant financées par le budget de l'Etat, ou bien si l'unité de production a les moyens, elle assure la construction avec ses propres services spécialisés. Sur le total des investissements réalisés, l'Etat a prêté sans intérêts 41 millions R dont 15 ont déjà été remboursés.

Pour les activités et les investissements socio-culturels, le service communal étant déficitaire, le soviet du sovkhoe fait des propositions quinquennales discutées au conseil de la ville.

V - LA VIE SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE DU SOVKHOZE

Le personnel de l'entreprise est logé dans une unité d'habitation voisine constituée de bâtiments de 3 à 5 étages. Y logent 4 300 personnes disposant chacune d'une superficie habitable de 10 m² (sans compter entrée, cuisine, salle de bains). Les loyers sont modérés, largement subventionnés par l'entreprise (perte de 250 000 - 300 000 R/an).

Ces logements bénéficient d'un ensemble de services pris en charge par le sovkhoe : un "combinat pour enfants" (école maternelle) de 320 enfants (coût de la demi-pension : 4 à 12 R/mois en fonction du revenu de la famille), un centre culturel de 400 places, un dispensaire (150 visites/jour), une maison de cure de 25 places (300 séjours/an), une salle de sport, un stade, bien-tôt un palais des sports avec piscine, d'un magasin alimentaire.

Le sovkhoe subventionne également les repas de cantine (travail, école), des bons de voyage ou des séjours de vacances, etc. Il paie aussi les études par correspondance.

Ces réalisations et prestations sociales font l'objet de négociations entre la direction de l'entreprise et le syndicat, ce dernier s'engageant à améliorer la production et la productivité en échange d'avantages salariaux et sociaux.

Le personnel dispose de 18 à 24 jours de congés annuels, avec 12 jours de congé principal et 6-12 jours de congés supplémentaires accordés en fonction des heures supplémentaires (le travail normal est de 41 h/semaine de 5 jours).

Dernière information, ceux des sovkhoeziens qui le souhaitent disposent de lopins individuels de taille très réduite (0,02 - 0,05 ha/travailleur) compte tenu des faibles disponibilités en terre ; en général, ils y cultivent des pommes de terre.

En CONCLUSION, cette visite a été beaucoup trop courte et le temps disponible limité en trop grande part consacré à la présentation superficielle de l'entreprise et de ses modes techniques de production. Ce sovkhoe semble aussi trop particulier par sa proximité de Moscou, ses activités, son "modernisme", la jeunesse des travailleurs et leur engagement politique (820 membres des Komsomols sur les 2 130 travailleurs), ce qui explique qu'il soit fréquemment visité par des étrangers.

LE KOLKHOZE "DZERJINSKI" A LIOUBERTSY - MOSCOU

21 OCTOBRE 1980 (1)

L'intérêt spécifique de cette visite est d'illustrer plusieurs questions importantes, en particulier les problèmes de l'agriculture péri-urbaine, de l'alternative kolkhoze-sovkhoze, de l'intéressement et de la participation des travailleurs.

I - COMPOSITION, ACTIVITES, EVOLUTION...

Créé en 1929, ce kolkhoze semble avoir eu une histoire mouvementée dont seuls quelques éléments nous sont évoqués. 280 membres ont été tués pendant la guerre. En 1953 il ne restait qu'une vingtaine de travailleurs. En 1976 on en comptait 2 800 avec une activité très diversifiée et prospère dont des serres-plastique qui produisaient 7 000 t de légumes par an. Le chiffre d'affaires total a atteint 15,5 millions de R. cette année là. L'unité a alors subi une mutation complète. Abandonnant 3 000 ha répartis entre des unités de production agricole nouvelles d'une part, la ville de Moscou pour des usages non agricoles d'autre part, il s'est spécialisé dans la production de légumes sous serres en verre et chauffées (36 ha), ne conservant en outre que 130 ha de terres labourables et une étable de 250 vaches (5 200 l/tête). En 1980 la production de fleurs s'est ajoutée à celle des légumes.

Par ailleurs cette entreprise est l'unité de tête d'une organisation inter-entreprises réunissant 7 autres kolkhozes. Cette nouvelle fonction est due, nous laisse-t-on entendre, à la qualité de son encadrement et de ses spécialistes. Le Président en particulier, qui est aussi président de l'OIE, est un enfant du kolkhoze envoyé par celui-ci à l'Institut Timeriazev avec une bourse, et qui, après avoir travaillé notamment en Afrique puis occupé un poste important au Ministère de l'Agriculture, a été réclamé par les kolkhoziens eux-mêmes pour prendre la tête de l'unité. Ce manager très actif et jouissant manifestement d'une grande autorité semble avoir été attiré au moins en partie par l'autonomie relative offerte par le statut de kolkhoze : on y reviendra.

La restructuration de l'unité n'est pas achevée. Sur les 36 ha de serres chauffées prévus, la ville de Moscou en a construit 18 pour une valeur de 15 millions de R au titre de l'indemnité d'expropriation des terres. L'unité de production installe elle-même les 18 autres hectares : 8 sont déjà en production, 2 le seront bientôt, le reste étant prévu dans le cours du prochain quinquennat. Dans ce cas la construction est plus lente, se faisant avec le personnel de l'unité et en partie sur la base des moyens propres de celle-ci, progressivement accumulés.

La répartition du bénéfice s'effectue à raison de 50 % pour les investissements et de 50 % pour les divers fonds de l'entreprise (stimulation, fonds sociaux et culturels, réserves, impôts,...). Mais le plan d'investissement étant établi préalablement, il se peut que le bénéfice soit insuffisant pour le financer. Dans ce cas on demande un crédit à l'Etat, qui lui-même exige des justifications. Dans le Plan qui s'achève l'entreprise a fait 16 M d'investissements, en partie sur prêts d'Etat à 0,3 % d'intérêt.

Une fois le programme actuel réalisé, la production passera à 10 000 T de légumes et de fleurs. Le plan de livraison à l'Etat tient évidemment compte de la situation de transition mais sa réalisation reste assez tendue : cette année le

(1) Entretiens avec MM. PAOUKOV, Président, et KHIMINOV, Economiste en Chef.

kolkhoze n'a pu vendre que 300 T de légumes en dehors du circuit d'Etat, et 30 T ont été cédés aux kolkhoziens. Ces ventes sont totalement libres en prix et en quantité une fois les engagements envers l'Etat satisfaits (1).

II - PERSONNEL ET REMUNERATION

Au cours de la période de mutation le kolkhoze a conservé tout son personnel (1 000 travailleurs, tous adhérents au kolkhoze, y compris les cadres et spécialistes). Parmi eux 400 ont moins de 27 ans, dont 50 % de femmes. Le personnel des serres et celui de la traite est entièrement féminin.

En fait guère plus de la moitié du personnel semble participer directement à la production, le reste étant occupé à toutes sortes de services logistiques ou sociaux (transports, construction, administration, école maternelle, entretien du matériel, des lotissements, des logements, etc...) (2).

Le président explique qu'en zone péri-urbaine il faut pouvoir offrir au personnel des avantages équivalents aux autres activités. Le kolkhoze a construit notamment un immeuble d'habitation de 9 étages en ville et assure l'entretien du bâtiment, le transport des travailleurs, etc. Il offre aussi hôpital, piscine, stade...

Le statut de kolkhoze donne beaucoup de liberté pour décider, concevoir et réaliser tout cela. Il en est de même en ce qui concerne le niveau des salaires, qui est décidé par l'unité elle-même. On respecte seulement le système de rémunération adopté par tous les kolkhozes (sans que ce soit une obligation, est-il précisé).

Dans les serres le salaire de base est de 100 R (110 pour un chef d'équipe). Lorsque l'équipe réalise l'objectif de production permettant la livraison à l'Etat de la quantité fixée par le Plan (22 kg de concombres/m²) chaque travailleuse reçoit 600 R en plus (850 pour le chef d'équipe). Par kilo supplémentaire elle reçoit 100 R. L'équipe doit de plus réaliser 13 kg/m² de "verdure" (pousses d'oignons, radis, persil, céleri, laitue) qui est l'autre production légumière du kolkhoze. Ce niveau donne lui-même droit à une prime de 300 R, avec 75 R par kg supplémentaire.

En 1979, le rendement total moyen du kolkhoze a été de 48 kg de légumes par m², dont 24 kg de concombres qui est la culture principale. Les ouvrières moyennes ont gagné environ 250 R chaque mois, les meilleures jusqu'à 400 R, certaines restant à 100 R. En 1978, la moyenne était de 220 R. Les résultats sont fortement variables d'une année à l'autre.

Le Président a un fixe de 300 R/mois auquel s'ajoutent des compléments pour son activité de président de l'OIE (15 % du fixe) et des primes en fonction du niveau de réalisation du plan (3). Au total, sa rémunération ne peut toutefois dépasser 6 fois le salaire de base (exceptionnellement 7,2 fois, ce qui correspond au traitement d'un vice-ministre).

Les travailleurs qui n'interviennent pas directement dans la production reçoivent tous également des bonifications en fonction des résultats de l'unité de production.

-
- (1) Un contentieux peut apparaître lorsque le circuit commercial d'Etat refuse la production ou que le kolkhoze ne livre pas les quantités prévues. Des procès peuvent être engagés de part et d'autre, aboutissant à des amendes.
 - (2) 300 personnes aux serres, 40 à la ferme d'élevage et 15 à 20 à la brigade des champs, 120 à la construction des serres (effectif variable selon les besoins des autres secteurs), 115 chauffeurs dont une partie travaille aussi dans le cadre de l'OIE), 13 conducteurs d'autobus, environ 100 personnes dans le secteur administratif, 80 dans les services sociaux (école, habitations,...), etc...
 - (3) Il reçoit également du Ministère de l'Agriculture une prime de 30 R par mois au titre des services rendus dans les postes qu'il y a occupés auparavant.

Etant donné l'incidence très forte des normes de rendement planifiées sur la rémunération du personnel nous avons essayé d'obtenir des précisions sur les possibilités dont disposent les travailleurs pour intervenir dans la fixation de ces normes. Le processus général d'élaboration du plan qui nous a alors été décrit fait apparaître que leur participation peut se manifester à deux moments. Lorsque la première esquisse, préparée par l'Etat major de l'unité, a été envoyée dans le double circuit de l'administration de l'agriculture et de l'administration territoriale (soviet local,...) et revient modifiée en fonction des souhaits de l'Etat, un débat a lieu au sein de l'unité de production. Mais s'il paraît descendre jusqu'à la brigade et même à l'équipe, il semble rester très informel à ces niveaux.

Après la seconde navette, l'Assemblée Générale du kolkhoze se réunit pour entériner le projet définitif et prendre l'engagement de le réaliser.

Note du rédacteur : S'il est difficile d'apprécier, à l'énoncé d'un tel schéma, les limites réelles et les enjeux du débat, les conditions ainsi décrites de la participation des travailleurs conduisent à s'interroger sur leur niveau réel d'implication.

Leur pouvoir de négociation ne s'exprime-t-il pas également de manière indirecte dans leur liberté de répondre à d'autres offres d'emploi plus intéressantes, comme le suggère diverses indications du Président. C'est-à-dire finalement dans un mécanisme de nature très "libérale" (1) ? Il faudrait pour répondre à cette question, disposer d'études descriptives et compréhensives du fonctionnement des unités de production mais une telle préoccupation ne nous a pas paru s'inscrire jusqu'à présent dans les perspectives et les démarches de nos collègues soviétiques.

III - LE STATUT DE KOLKHOZE VU PAR LE PRESIDENT

Le président ne manque pas, on l'a vu, d'exprimer sa préférence pour le statut de kolkhoze chaque fois qu'il en a l'occasion. Son attitude présente même à cet égard un caractère diversifié peu militant. Il reconnaît l'intérêt de la convergence entre les deux statuts, la situation matérielle et sociale des travailleurs des sovkhozes étant généralement meilleure, bien que, comme le montre selon lui le cas de "Dzerjinski", un kolkhoze qui marche bien peut fournir des avantages encore supérieurs.

Mais l'avantage déterminant de cette forme d'organisation est la plus grande marge de manoeuvre, donc l'efficacité meilleure, qu'elle offre dans son fonctionnement. D'une manière générale plus de démocratie est une condition importante pour faire face au danger bureaucratique qui menace un Etat de forme centralisée (2). Selon notre interlocuteur, la centralisation absolue a résulté dans le passé plus des nécessités de la guerre que de la volonté d'un homme, et elle s'est maintenue surtout en fonction des habitudes prises. Mais on doit autant redouter la pratique des réformes nombreuses et rapides qui, jusque vers 1963-64, avait suscité dit-il une véritable allergie au changement. La tendance actuelle serait à la débureaucratiation.

Le rôle des kolkhoziens dans le choix du président est souligné. Ils peuvent proposer ou susciter des candidatures, ou bien refuser celles qui sont présentées par les organisations locales ou régionales. Ils donnent généralement la préférence à

-
- (1) Le président nous a fait remarquer en particulier qu'il existe une contradiction entre la nouvelle constitution qui reconnaît à chaque citoyen la liberté du choix de son travail, et le statut du kolkhozien qui impose à celui-ci l'accord de l'Assemblée Générale de son kolkhoze ou à défaut celui du Soviet local pour quitter son emploi. Il faudrait, pour résoudre cette question et d'autres du même type, réunir nous dit-on un Congrès des kolkhoziens, mais celui-ci ne s'est tenu que 3 fois depuis 1929.
 - (2) On nous rappelle quelques phrases de Lénine : "Nous allons vaincre tous nos ennemis, mais notre mort viendra peut-être de la bureaucratie", et encore : "Ayez peur de la bureaucratie"...

quelqu'un de connu et dont on a eu la possibilité d'apprécier l'activité. Si aucune candidature extérieure ne leur convient, ils peuvent essayer de trouver quelqu'un parmi eux.

Note du rédacteur : Au total on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la signification de cet attrait, de la part de celui qui l'exprime, pour un statut caractérisé surtout semble-t-il par une plus grande autonomie. Un tel attrait est-il partagé par le travailleur de base ? Ou bien, dans le cas présent, ce statut permet-il d'abord une plus libre expression de la personnalité et des qualités du ou des responsables, aboutissant sans doute par ce biais à une plus grande efficacité économique et donc à une meilleure situation matérielle pour les travailleurs, mais sans que la participation aux décisions descende véritablement à leur niveau ? La brièveté de notre contact ne permet évidemment rien d'autre que de poser la question...

LE SOVKHOZE-COMBINAT "50EME ANNIVERSAIRE DE L'U.R.S.S."

A KALITA, PRES DE KIEV - 30 OCTOBRE 1980

Dans le raon de Kalita cette unité est la seule qui soit spécialisée dans la production porcine. Son fonctionnement est étroitement associé à celui de deux unités de services d'Etat situées sur le même lieu : une usine d'aliments du bétail (100 000 t/an) et une entreprise spécialisée dans la maintenance d'ateliers et de matériel d'élevage (Sekholtehnika), qui travaillent également pour d'autres unités de production de la région.

Après la présentation de l'unité de production proprement dite, nous donnerons quelques informations sur l'agglomération aménagée pour les travailleurs du sovkhoe-combinat (la construction simultanée d'unités de production et d'habitation relève de directives générales du Parti).

I - L'UNITE DE PRODUCTION

A - INVESTISSEMENTS ET CAPACITE DE PRODUCTION

L'unité de production a été édiflée sur des terres non agricoles (marais asséchés) pendant la période 1971-73. Elle a été conçue et réalisée par le bureau de projet spécialisé en élevage du Ministère de l'Agriculture de l'Ukraine, selon une technologie italienne (groupe GIG), avec du matériel italien assez complexe (1). Le coût total des investissements productifs, y compris l'usine d'aliments du bétail, a été de 40 millions de R, auquel s'ajoutent 16 autres millions consacrés aux investissements sociaux.

Le sovkhoe produit actuellement 108 000 porcs de 112 kg/an, soit 12 600 tonnes de viande (poids vif) ou 176 kg/m² installé. Les bâtiments sont conçus de façon à permettre une progression linéaire des animaux : à une extrémité, les truies pleines et vides, puis l'atelier de naissance, celui des truies en nourrice, enfin les batteries d'élevage de porcelets et d'engraissement. Les bâtiments pour animaux reproducteurs et pour la quarantaine sont isolés à une dizaine de km des bâtiments centraux.

Les 300 m³/j d'eaux résiduaires purifiées sont utilisées pour l'irrigation (1,3 millions de m³ sur 2 800 ha de terres d'un sovkhoe voisin) et la fertilisation (pour les résidus secs). Le système actuel, malgré les perfectionnements apportés, n'est pas pleinement satisfaisant, il ne permet pas de respecter rigoureusement les normes strictes de purification des eaux, d'où la pratique de l'irrigation localisée pour éviter la pollution des nappes phréatiques ; c'est là le facteur le plus limitant à l'accroissement de la taille de l'unité de production par ailleurs possible et souhaitable (la productivité et la rentabilité sont légèrement supérieures dans les quelques plus grands complexes porcins soviétiques, tel celui d'Ilinogorsk près de Gorki : cf. tab. I ci-après).

(1) 3500 moteurs, 1100 ventilateurs, 183 000 "articles" d'équipement différents au total, consommation d'énergie : 16-17 000 kWh et 10 millions de m³ de gaz. Cette technologie italienne a été ou est constamment améliorée : mise en place d'un système de commande automatique pour de nombreuses opérations, remplacement du système d'évacuation-purification des eaux résiduaires, etc...

B - MODE DE CONDUITE DE L'ELEVAGE

On pratique le croisement par insémination artificielle entre mâles Landrace et truies "grêle blanche" proches du Large White. Les 6 000 truies donnent en moyenne 22 porcelets par an (avec 2,25 mises-bas), soit 122 000 porcelets pour lesquels on observe une mortalité de 15 % jusqu'à l'âge d'abattage.

Le sevrage intervient au 26e jour, puis les porcelets reçoivent successivement 8 variantes d'aliments composés en fonction de leur âge, avec des compositions décroissantes en protéines et croissantes en cellulose (22 % protéines et 1,2 UF/kg pour les "pré-aliments" servis entre le 27 et 41e jour, 15 % protéines et 1,12 UF/kg au dernier stade avant abattage). On compte en moyenne 4 kg d'aliments combinés (à 1,17 kg UF/kg) par kg de poids vif gagné, avec un poids par animal passant de 38 kg au 106e jour à 112 kg entre le 222 et 240e jour.

Les processus de production sont suivis par l'Institut Fédéral de Recherche Porcine de Poltava qui dispose au sovkhoze d'un laboratoire avec 5 docteurs en sciences, et par l'Institut Ukrainien de recherches vétérinaires. D'autres Instituts envoient régulièrement des scientifiques ou étudiants pour des séjours plus ou moins brefs en économie rurale, machinisme, médecine (étude de l'influence de l'environnement sur la santé du travailleur).

C - LE PERSONNEL

Le sovkhoze emploie 1100 personnes parmi lesquelles 350 sont en contact avec les animaux. 22 sont affectés à un élevage de lapins (16 000/an). La jeunesse du personnel (âge moyen : 28-29 ans) tient au mode de recrutement initial ouvert en priorité aux jeunes Komsomols qui avaient participé à la construction de l'unité et dont plus de 90 % étaient restés, attirés par les conditions de travail, de logement et la possibilité d'emploi pour les femmes (50 % du personnel).

En termes de productivité, on arrive à 2,4-2,6 heures de travail/quintal de viande dont 1,2 dans les ateliers d'engraissement. Un travailleur s'occupe normalement de 1000 truies vides ou pleines, ou de 66 truies en nourrice, ou de 4200 porcelets ou enfin de 1900 porcs à l'engrais, avec un remplaçant pour 2 travailleurs.

Les travailleurs ont la semaine de 40 heures, soit 5 jours x 8 heures (de 8 à 17 heures avec une heure pour le repas à la cantine). Pendant le week-end, la production tourne avec 80 travailleurs seulement.

Les sovkhoziens disposent de lopins privés (500 m² par famille) consacrés à l'arboriculture, aux cultures maraîchères (pomme de terre, choux) et florales. Ils n'ont pas le droit d'avoir des porcs pour des raisons sanitaires évidentes ; ils ne bénéficient non plus d'aucun prix préférentiel pour l'achat de viande de porc. Cependant celle-ci est assez largement consommée à la cantine du sovkhoze qui dispose d'un petit abattoir où sont sacrifiés les "rebus sanitaires" (animaux à patte cassée par exemple).

Le salaire moyen versé est de 160-170 R/mois. Pour les "éleveurs", au salaire de base ("tarif d'Etat") s'ajoutent des compléments de 30 % pour la réalisation des normes, de 20 % pour la qualité du travail, la rémunération totale de 200 R s'élevant jusqu'à 250 R avec la prime du "fonds de stimulation matérielle" et 300 R pour les meilleurs opérateurs.

D - LES RESULTATS ECONOMIQUES

La production est vendue sur contrat à une usine d'Etat d'abattage au prix de 142 R/quintal (poids vif) en moyenne avec une augmentation de prix de 50 % pour la production dépassant le Plan. Le chiffre d'affaires est de 20 millions R, le bénéfice net de 5,6 MR (dont une partie affectée aux primes pour le personnel) et le taux de rentabilité de 36 %.

La comptabilité de l'entreprise est mécanisée et sera bientôt informatisée. Enfin, le sovkhoe entretient des relations étroites, allant jusqu'à l'échange de groupes de travail, avec des entreprises de production porcine soviétiques, est-allemande et polonaise (combinat Povichli) dans le cadre de la compétition et stimulation socialistes nationale et internationale (cf. tableaux ci-après).

II - LA COMMUNAUTE DU SOVKHOZE

Elle regroupe les familles des travailleurs du sovkhoe et celles des services aménagés en complément des logements d'habitation, soit 6000 habitants au total. La cité a été construite selon un projet d'urbanisme tchèque et compte des immeubles d'habitation (4 étages, entretien extérieur médiocre, mais avec tout le confort intérieur), des espaces verts et arborés importants, 13 magasins, 2 salles de sport, 3 bibliothèques, 1 polyclinique (150 consultations/jour), 1 école de "10 ans" (de la maternelle à la fin du secondaire primaire) de 960 places.

La visite de l'école a été particulièrement intéressante. Elle a révélé le rôle essentiel du sovkhoe dans sa direction, son fonctionnement (prise en charge de certains frais incombant chez nous au Ministère de l'Education, convocations fréquentes de tous les parents d'enfants); c'est là aussi que le sovkhoe sélectionne ses futurs cadres à qui il propose des bourses d'études supérieures (14 boursiers en 1980). L'entreprise, la production contrôlent toute la vie sociale. Deux petits musées consacrés l'un à Lénine, l'autre à la seconde guerre mondiale suggèrent la place occupée par l'idéologie et une certaine forme de nationalisme.

OBSERVATIONS

La visite du sovkhoe proprement dit et les informations recueillies à son sujet nous ont peu apporté par rapport à ce que nous savions du fonctionnement d'autres unités de même type visitées en 1978 : le complexe d'élevage porcin de Tchimicheny près de Kichinev en Moldavie et le sovkhoe d'élevage d'animaux à fourrure Pouchkinsky près de Moscou (cf. compte-rendu de mission).

Il faut aussi souligner l'amabilité de l'accueil qui nous fût réservé et l'intérêt porté par nos hôtes aux problèmes de production porcine et à bien d'autres aspects de la vie socio-économique de notre pays.

LA COMPETITION ENTRE QUATRE "COMPLEXES" D'ELEVAGE PORCIN EN U.R.S.S.

Situation au 01/09.80	Nom du complexe et localisation			
	Kouznetsovskii (oblast de Moscou)	Iinogorskii (oblast de Gorki)	Ouglegorskii (oblast de Donetsk)	Kalitianski (oblast de Kiev)
-Effectifs totaux (1000 têtes)	83,8	165,7	73,6	77,8
-Porcelets obtenus (1000 têtes)	80,.	168,.	67,.	81,94
-Nombre moyen de porcelets par portée	9,2	,6	8,4	9,2
-Poids moyen à la naissance (portée) kg	6,2	5,8	5,5	6,5
-Gain de poids quotidien moyen à l'engraissement (g)	614	643	604	583
-Porcs vendus (poids vif en tonnes)	7 908,0	2 036,4	8 015,0	8 810,5
-Poids moyen par tête à la vente (kg)	115,0	128,8	126,8	126
-Aliments consommés par quintal de gain de poids (en U.F.)	4,53	4,1	4,9	4,9
-Heures de travail humain par quintal de gain de poids (heures)	2,39	2,4	2,78	2,43
-Prix de revient du quintal de gain de poids (roubles et kopecks)	84,87	85,5	92,5	90,38

Source : panneau mural au sovkhoe Kalitianski.

COMPETITION SOCIALISTE ENTRE LES "COLLECTIFS" (PERSONNELS) DU SOVKHOZE KALITIANSKII "50EME ANNIVERSAIRE DE L'URSS" ET DU COMBINAT D'ELEVAGE INDUSTRIEL DES PORCS DE BORKA. PRES DE LEIPZIG EN R.D.A.

	Sovkhoe-combinat Kalitianski "50ème anniversaire de l'URSS"		Combinat d'élevage indus- triel porcin de Borka près Leipzig (R.D.A.)	
	Objectifs pour 1979	Résultats en 1979	Objectifs pour 1979	Résultats en 1979
Réalisation du plan de production de viande (%)	101,0	102,2	100,0	104,6
Réalisation du plan de livraison de viande à l'Etat	101,0	102,3	100,0	100,2
Réalisation du plan d'obtention du bénéfice	101,0	101,3	100,0	111,0
Ressources utilisées par quintal de gain de poids				
- en heures de travail humain	2,6	2,34	2,12	1,97
- en aliments (U.F.)	4,7	4,7	4,16	4,16
Gain de poids quotidien à l'en- graissement (grammes)	600	615	555	546

Source : panneau mural au sovkhoe Kalitianski.

LE KOLKHOZE UKRAINIEN "KOMSSOMOL" A KRASNAIA SLABODKA

Raïon d'Oboukhov, Oblast de Kiev

29 Octobre 1980

La visite de ce kolkhoze ukrainien que l'on nous dit être représentatif du kolkhoze "moyen" de la République, se déroule en deux temps : un entretien accordé dans la grande salle de la Maison de la Culture de l'exploitation par le Président CHEVTCHENKO Nikolaï Petrovitch, assisté par son Agronome en Chef, son Ingénieur en Chef et son Comptable principal, suivi de la rapide visite d'un chantier d'ensilage de maïs (maïs initialement destiné à la production de grain, mais qui n'a pu mûrir par suite de la trop grande humidité du climat estival cette année et doit être ensilé). Le programme se déroule en présence d'un représentant de l'administration régionale de l'agriculture qui intervient activement dans les réponses apportées à nos questions et limite très strictement la durée de la visite (trois heures).

I - LES FACTEURS DE PRODUCTION

Le kolkhoze "Komsomol" rassemble la plus grande partie de la population active du village ukrainien de Krasnaïa Slobodka implanté à une soixantaine de kilomètres au sud-sud-est de la ville de Kiev sur les rives d'un affluent de rive droite du Dniepr.

- Histoire de l'exploitation. Le village de Krasnaïa Slobodka (qui s'appelait avant la dernière guerre Guermanovka et a été débaptisé en 1945 en raison de la consonnance germanique de son nom pour se voir attribuer la dénomination de Village Rouge qui est la sienne depuis lors) est l'héritier d'une longue histoire : son existence est attestée dans les Annales de la Russie de Kiev, Bogdan Khmel'nitski (1) y a séjourné à plusieurs reprises et il a accueilli des Décembristes...

La population du village était, lors de la collectivisation des terres, suffisamment nombreuse pour justifier la création, en 1930, de 3 kolkhozes différents qui reçurent les noms évocateurs de Komsomol (Jeunesse communiste), Treizième Anniversaire d'Octobre et Producteur de céréales. Ces 3 kolkhozes ont fusionné en 1954 donnant naissance au kolkhoze "Komsomol" tel qu'il existe aujourd'hui. Depuis lors le kolkhoze a adhéré en 1972 à une organisation inter-entreprises pour l'élevage industriel des porcins et en 1975 à une organisation inter-entreprises pour la préparation des aliments du bétail et l'engraissement des jeunes bovins.

- La dotation en terres. Si le village de Krasnaïa Slobodka est logé au fond de la vallée alluviale creusée par l'affluent du Dniepr, les terres du kolkhoze s'étendent à la surface du plateau qui domine le thalweg d'une cinquantaine de mètres. Le réseau hydrographique étant relativement peu dense, ce sont de vastes étendues remarquablement planes qui s'offrent ici à la mise en culture. L'érosion par les eaux courantes y est peu active actuellement, tout comme l'érosion éolienne, si bien que les sols cultivés ne courent pas grand risque. Des précautions doivent être prises, pourtant, dans les parcelles déclives qui occupent les versants raccordant plateaux d'interfluve et thalwegs.

(1) Bogdan Khmel'nitski signa, au XVIIe siècle, l'acte d'union de l'Ukraine à la Russie à Pereïaslav. Sa statue équestre a été érigée, dans la ville de Kiev, face à l'église Sainte-Sophie.

Le kolkhoze dispose de 3 500 ha de terres, avec une superficie agricole utilisée de 2 800 ha, broussailles, forêt, étangs, sols et cours occupant 700 ha. La S.A.U. se décompose en 200 ha de prairies naturelles installées à la surface du fond de la vallée de part et d'autre du thalweg et en 2 600 ha de labours. Les terres labourées appartiennent à la catégorie des terres noires méridionales, naturellement très fertiles, bien qu'elles n'aient ni l'épaisseur ni la richesse extrême en matière organique des terres noires franches qui s'étendent plus au nord. Les labours sont consacrés aux cultures céréalières (55 % de leur surface), aux cultures fourragères (28 %) et à la betterave à sucre (17 %).

Une retenue d'eau a été aménagée dans la vallée qui sert à la fois pour l'accueil d'une entreprise piscicole d'Etat et pour la formation d'une réserve d'eau d'arrosage. Une station de pompage appartenant à l'exploitation (2 pompes) reprend ces eaux et les refoule sur le plateau, le débit maximum étant de 0,180 m³/s. Cela autorise la mise à l'arrosage par aspersion de 120 ha de parcelles réservées en priorité à la betterave à sucre. Il est prévu d'accroître le volume de la réserve et la capacité du réseau de distribution de l'eau agricole dans un proche avenir.

- La dotation en force de travail. Le village de Krasnaïa Slobodka accueille 672 familles et 2 400 personnes. Ceux de leurs membres qui ont adhéré au kolkhoze sont au nombre de 1 164 et on décompte parmi eux 584 personnes en âge de travail (les retraités participent aux travaux des champs en période de pointe). Parmi ces 584 actifs, figurent 326 femmes et 258 hommes. Les deux sexes confondus, cette population active se répartit entre les classes d'âge de la manière suivante : 134 personnes parmi les moins de 30 ans, 266 parmi la classe 30-40 ans, 184 parmi la classe des plus de 40 ans et des moins de 55 ans pour les femmes et des moins de 60 ans pour les hommes.

Cette population active jeune (le kolkhoze qui porte le nom du mouvement de la Jeunesse Communiste s'efforce, avec succès, de maintenir la jeune génération au village) est encadrée dans le travail par quelque 70 spécialistes ayant reçu une formation de niveau secondaire au moins. Parmi ces derniers se trouvent 24 spécialistes ayant reçu une formation de niveau supérieur dont on nous dit qu'ils sont jeunes, dynamiques et ouverts au progrès technique.

De fait, les 9 membres du Conseil d'Administration du kolkhoze comprennent 3 femmes dont les âges s'échelonnent entre 36 et 42 ans (36 ans pour une responsable d'équipe, 38 ans pour le Comptable principal, 42 ans pour une zootechnicienne) et 6 hommes dont les âges varient entre 33 et 45 ans (33 ans pour l'Agronome en Chef, 36 ans pour un tractoriste, 40 ans pour l'Ingénieur en Chef, 45 ans pour le Président du kolkhoze et le Secrétaire de la cellule du parti, 52 ans pour un Chef de brigade de grande culture).

- La dotation en machines. La force de travail est appuyée dans l'effort de production par une "base matérielle" conséquente : sa valeur est de l'ordre de 8 millions de roubles, parmi lesquels figurent 5 millions de fonds fixes et 1,5 million de réserves productives.

Le parc des engins mécaniques comprend 44 tracteurs, 26 véhicules automobiles, 10 moissonneuses-batteuses, 2 ramasseuses de betteraves à sucre, 6 ensileuses de fourrage. Le parc des outils portés ou tractés par ces engins a une valeur estimée à 700 000 roubles. L'exploitation dispose, pour conserver cet outillage en bon état de marche, d'un garage, d'un atelier de réparation et d'un dépôt de pièces de rechange. Les conducteurs de tous ces engins constituent une brigade

de "mécanisateurs" forte de 92 personnes, tandis que l'entretien du matériel est pris en charge, tout comme la maintenance de tous les autres moyens mécaniques ainsi que de la chaufferie de l'exploitation, par un groupe de 40 mécaniciens.

Les travaux de grande culture sont mécanisés dans la proportion de 90 %. La culture des céréales, maïs compris, celle des légumineuses aussi sont mécanisées à 100 %, récolte comprise. L'ensemencement du blé est assuré par des semoirs soviétiques SZ 6, celle du maïs par des semoirs roumains SPTch 6. Pour les semences des betteraves à sucre, il est fait appel à des semoirs soviétiques de haute précision (marque SST 12) qui sèment en ligne grain par grain et non en paquets, ce qui a permis de ramener le nombre des graines utilisées de 21 à 12 par mètre linéaire de semis. La récolte des céréales et des légumineuses à grains est assurée à l'aide de moissonneuses-batteuses soviétiques (types SK 5, SK 6 et SK 7). Pour les betteraves, on a recours à une récolteuse de fabrication nationale qui lève 6 rangées à la fois, mais le recours à la récolte manuelle est inévitable en cas de chutes précoces de pluie, ce qui est le cas cette année. Les récolteuses à maïs grain sont aussi de fabrication nationale et cette récolte est entièrement mécanisée. Les ensileuses qui portent la marque E 301 proviennent de la R.D.A.

Les travaux d'élevage sont mécanisés à concurrence de 80 %. Les opérations de traite des vaches laitières, d'enlèvement du fumier, d'affouragement des animaux et de distribution d'eau de consommation sont entièrement mécanisés. Le lait des vaches laitières conduites en stabulation libre (650 têtes) est obtenu dans une installation de traite automatique très performante (marque YDT 6) : un seul poste de travail où s'affairent 2 personnes travaillant successivement en deux équipes permet de desservir 100 vaches. L'installation de traite automatique (marque 202 DAZ) qui dessert les laitières conduites en stabulation entravée (650 têtes) comporte un poste de travail par groupe de 50 bêtes. Dans un cas comme dans l'autre, le lait recueilli est filtré mécaniquement, puis refroidi jusqu'à 6 degrés centigrades, avant d'être livré à la laiterie du raion.

II - LES ACTIVITES PRODUCTIVES

Bien doté en force de travail comme en machines, le kolkhoze "Komsomol" s'adonne à une polyculture céréalière associée à un élevage, désormais prépondérant, orienté principalement vers la production du lait : au cours du dixième quinquennat les produits d'origine animale ont représenté 71 % des recettes de l'exploitation (37 % pour le lait, 24 % pour la viande).

- Les cultures de plein champ. Les 2 600 ha de labours dont dispose l'exploitation sont desservis par 80 femmes et 22 hommes rassemblés en une seule brigade qui se scinde en 6 équipes de travailleurs polyvalents et une équipe d'arboriculteurs-maraîchers.

La rotation pratiquée sur les parcelles déclives sujettes à érosion des sols fait alterner le blé et les fourrages pluri-annuels.

Sur tout le reste du domaine labouré on a recours au système des dix champs :

- 1er : légumineuse à grains
- 2ème : blé d'hiver
- 3ème : betterave à sucre (après apport d'engrais)
- 4ème : maïs-grain et orge
- 5ème : maïs à ensiler (après apport d'engrais)
- 6ème : blé d'hiver
- 7ème : betterave à sucre
- 8ème : maïs à ensiler et sarrasin
- 9ème : blé d'hiver (après apport d'engrais)
- 10 ème : betterave à sucre et blé d'hiver.

La fertilisation des sols fait l'objet de soins attentifs. En année moyenne, chaque hectare labouré reçoit 10 tonnes de fumure organique et 8 quintaux d'engrais minéraux. Les quantités apportées varient avec la culture considérée. Pour la betterave à sucre, prise comme exemple, voici les façons culturales et les mesures de fertilisation :

- la betterave à sucre succède toujours à un blé d'hiver. Après la récolte, deux déchaumages provoquent la croissance de mauvaises herbes qui sont enfouies ensuite en qualité d'engrais vert. On y ajoute 20 q/ha d'engrais chimiques (azote : 120, phosphore : 160, potasse : 180), ainsi que 60 tonnes/ha d'engrais organique (provenant de l'exploitation). Un labour poussé jusqu'à 32 centimètres de profondeur au moins enfouit le tout ;

- au printemps, un autre labour vise à faciliter l'accumulation en profondeur de l'eau de pluie et de fonte des neiges. Ultérieurement, il est procédé à l'épandage d'un herbicide et à un polissage de la surface du sol ;

- lors de l'ensemencement, il est appliqué une nouvelle dose d'engrais organique (10 kg d'azote, 100 kg de phosphate, 10 kg de potasse (substances actives) par ha. Les semences utilisées sont des hybrides obtenues au célèbre centre de sélection "Bélaïa Tserkov" (L'Eglise blanche) à raison de 8 à 10 kg par ha. Un roulage et un hersage précèdent la pousse ;

- à la phase 2-4 feuilles, on procède à une nouvelle application d'herbicide, suivie, plus tard, de deux façons entre rangées. Lors du démariage, on apporte 60 kg d'azote (substances actives) par ha ;

- 185 des 445 ha consacrés à la betterave à sucre dont l'objet d'arrosages répétés tant que de besoin ;

- le rendement moyen de cette culture a été de 437 q/ha en 1976, 418 q/ha en 1977, 387 q/ha en 1978 et 369 q/ha en 1979, avec une teneur moyenne en sucre s'élevant à 17 % (1).

La même chute des rendements se retrouve pour le blé : 50 q/ha en 1978 et 1979, 39 q/ha en 1980 (2). La récolte de maïs-grain a été fort médiocre cette année : la plupart des maïs, bien que semés en mai-juin, n'ont pu mûrir, si bien qu'il a fallu ensiler. L'opération, décidée fort tard, était en cours lors de notre passage (29 octobre 1980) et elle conduisait vers les silos des hampes et des feuilles à demi-desséchées.

- L'élevage. Exception faite du blé et de la betterave à sucre, la production végétale est utilisée pour faire face aux besoins alimentaires du cheptel présent sur l'exploitation. Ce secteur d'activité, qui assure l'essentiel des recettes, fait l'objet depuis 10 ans d'une réorganisation progressive par le biais de la coopération inter-entreprises.

Cette coopération permet à l'exploitation de se procurer à bon compte des aliments composés pour le bétail et de se spécialiser dans l'élevage des jeunes

-
- (1) Au cours de ces mêmes années, les rendements moyens de cette culture dans l'ensemble de l'Ukraine ont été, respectivement, de : 345, 310, 310, 262 qx/ha.
 - (2) Dans l'ensemble de l'Ukraine, les rendements en blé d'hiver ont été de 31,1 q/ha en 1976, 31,9 q/ha en 1977, 35,2 q/ha en 1978 et 25,8 q/ha en 1979. Le kolkhoze "Komsomol" obtient donc des résultats supérieurs à la moyenne.

bovins pour la viande et surtout dans la production de lait. Ainsi, chaque fois que l'exploitation livre 1 tonne de céréales à l'usine préparant des aliments composés pour le bétail, elle reçoit 1,1 tonne d'aliments composés, les additifs étant fournis à l'entreprise industrielle par l'Etat. La coopération inter-entreprises a permis à l'exploitation de supprimer l'essentiel de l'activité porcine, de confier ses jeunes taurillons et ses vaches de réforme à un atelier d'élevage inter-entreprises installé à proximité d'une sucrerie du voisinage et de se spécialiser dans l'élevage des vaches laitières. On trouve dans l'exploitation, cependant, une petite "ferme" d'aviculture, un atelier d'élevage des moutons et un atelier d'élevage porcin dont les produits ne servent qu'à faire face aux besoins de la consommation familiale des kolkhoziens.

L'engraissement des jeunes taurillons élevés dans l'exploitation est assuré par un atelier d'embouche inter-entreprises. Il en va de même pour les vaches de réforme qui sont "finies" dans un centre d'embouche situé à proximité d'une sucrerie. Le kolkhoze "Komsomol" apporte à ces ateliers inter-entreprises, outre ses animaux maigres, les aliments nécessaires à leur engraissement, et il reçoit en échange une part des bénéfiques obtenus par l'entreprise commune qui est proportionnelle à ses apports.

En matière de production animale, le kolkhoze se spécialise dans l'élevage de 1 300 laitières, ce qui correspond à la tâche fixée par les pouvoirs publics aux exploitations agricoles de la zone : entretenir 44 vaches laitières pour 100 ha de surface agricole utilisée. Il est prévu de porter cette charge à 60 têtes pour 100 ha S.A.U. à la fin du onzième quinquennat (1985), si bien que l'exploitation se prépare à agrandir ses ateliers laitiers. Ceux-ci sont au nombre de deux : une installation de stabulation libre et une installation de stabulation entravée qui reçoivent le même nombre de bêtes. L'alimentation du troupeau est assurée durant l'été par des fourrages verts obtenus sur l'exploitation auxquels sont ajoutés des aliments concentrés livrés par l'usine à laquelle l'exploitation livre ses céréales. Durant l'hiver, l'alimentation fait appel au foin sec, aux matières ensilées et aux aliments combinés industriels. En 1979, le rendement moyen en lait a été de 3 807 kg par tête.

Les avantages de la coopération inter-entreprises seraient les suivants : réduction de la main-d'oeuvre (aujourd'hui "seulement" 160 personnes sont employées à l'élevage), amélioration de la qualité des bâtiments d'élevage et des équipements dont ils sont dotés, utilisation plus rationnelle que par le passé de la "base" fourragère, meilleure planification des naissances (1). On s'en remet aux conseils d'administration des organisations inter-entreprises et au Conseil des kolkhozos de la République pour établir les prix de cession des produits échangés et les tarifs des prestations mutuelles de services.

- La production marchande. Durant le dixième quinquennat la valeur moyenne de la production marchande obtenue sur l'exploitation a été de 2,6 millions de roubles par an. La vente du lait a apporté 37 % de cette valeur, la viande en fournissant 24 %, la betterave à sucre 19 % et les céréales 8 %, le solde provenant, pour l'essentiel, de la vente de fruits et légumes. Les ventes à l'Etat ont représenté 80 % de la valeur de la production marchande, le solde étant livré aux familles kolkhoziennes (cession de grains et de fourrage, vente de jeunes animaux de race).

 (1) Si le représentant de l'administration régionale se dit convaincu de ces avantages, le Président du kolkhoze paraît plus hésitant à ce propos.

Au cours de chacune de ces cinq dernières années, le bénéfice net a été compris entre 800 000 et 1 million de roubles, la rentabilité générale variant entre 40 et 56 %. Toutes les branches de la production ont été rentables, les résultats les plus satisfaisants étant à mettre au compte des productions végétales (153 % pour les céréales en 1978, 75 % pour l'ensemble des productions végétales la même année. Pour le lait, le maximum a été de 41 % et pour la viande de 26 % (1).

Les obligations du plan ont été remplies et au-delà au cours des deux derniers exercices comptables complets (elles ne le seront pas en 1980, au moins pour les céréales).

En 1978, les objectifs planifiés et réalisés ont été les suivants :

	Objectifs planifiés (roubles)	Objectifs réalisés (roubles)
- Céréales	270 900	377 800
- Betterave à sucre	482 400	524 600
- Ensemble de la production végétale	793 000	929 300
- Lait	673 900	1 190 000
- Ensemble des produits animaux	1 263 000	1 727 000
- Tous produits	2 056 000	2 656 300

En 1979, année médiocre, la valeur réalisée, supérieure à celle qui était prévue au plan, a été de 2 536 300 roubles, dont 1 627 000 roubles de produits d'origine animale et 846 300 roubles de produits d'origine végétale.

Le bénéfice net réalisé est utilisé de la manière suivante :

- 60 % vont aux investissements (constructions, achats de machines ou de reproducteurs de race) ;
- 15 % sont utilisés pour l'attribution de primes (stimulation matérielle) accordées au prorata des résultats obtenus dans chaque branche par chaque équipe ;
- 10 % servent à financer les dépenses socio-culturelles (l'accès au jardin d'enfants est gratuit toute l'année, il faut faire face au coût de fonctionnement de la maison de la culture et il convient d'acheter du petit matériel pour les écoles) ;
- 15 % servent à régler les impôts (dus dès lors que la rentabilité générale de l'entreprise est supérieure à 25 %) et à constituer une réserve financière (le kolkhoze dispose à ce titre de 1,5 million de roubles déposés en banque).

III - LE TRAVAIL ET LA VIE SOCIALE

Les résultats obtenus par l'exploitation sont si satisfaisants que la main-d'oeuvre ne fait pas défaut.

(1) Les impératifs du plan annuel de livraison empêchent les exploitations de se spécialiser dans les productions les plus "rentables", nous est-il rappelé.

- L'organisation du travail et sa rémunération. Les 584 actifs présents sur l'exploitation (on dénombre 610 P.A.T., s'il est tenu compte des saisonniers et des retraités travaillant à temps partiel) se répartissent ainsi : 160 à l'élevage, 102 aux cultures de plein champ, 92 à la conduite des engins, 40 dans les ateliers et à la chaufferie, 56 dans les services administratifs, 28 à la construction, les autres personnes travaillant dans les différents services de l'exploitation.

La durée de la journée de travail est de 7 heures et l'on travaille 6 jours par semaine. Le travail est organisé en deux postes tout au long de l'année dans les deux ateliers d'élevage des vaches laitières et le système des deux équipes est institué dans la brigade des champs en période de pointe de travail. Les éleveurs, les mécanisateurs et le personnel des services travaillent tout au long de l'année, alors que les membres de la brigade des champs ne travaillent que 220 jours par an en moyenne. Il existe donc un sous-emploi de cette catégorie de personnel contre lequel l'administration lutte en envoyant les volontaires travailler sur des chantiers extérieurs en qualité de saisonniers : l'exploitation délègue 20 personnes à la sucrerie pour 3 mois, 12 personnes pour 3 mois à l'usine fabriquant les aliments pour le bétail et 30 personnes pour des périodes variant de 1 à 3 mois sur divers chantiers citadins de construction. Tous les kolkhoziens ont adhéré au syndicat.

L'exploitation participe à la formation professionnelle de son personnel : elle subventionne les écoles du village, accueille chaque année en grande pompe en qualité de nouveaux adhérents ceux des membres de la promotion sortante de l'école de dix ans qui ne poursuivent pas leurs études, encourage la promotion interne de ses adhérents, verse des bourses aux meilleurs élèves qui poursuivent des études supérieures (6 futurs agronomes, vétérinaires ou ingénieurs de divers profils sont boursiers de l'exploitation qu'ils rejoindront leur temps de formation terminé). Tous les cadres ont opté pour le statut de kolkhoziens.

Les revenus monétaires distribués par l'exploitation s'élèvent en année moyenne à 750 000 roubles, ce qui représente 1 470 roubles pour une année par P.A.T. (on se souvient de ce que chaque P.A.T. crée en année moyenne une production marchande de 4 260 roubles). Si le revenu moyen distribué est ainsi de 122,5 roubles par mois, il s'élève à 210 roubles pour une trayeuse et à 230 à 240 roubles pour les cadres. La rémunération d'une journée de travail, toutes primes comprises, varie, en haut de l'échelle, de 6,20 roubles pour un membre de la brigade de grande culture à 7,54 roubles pour un tractoriste, 9,20 roubles pour une personne employée à la traite et 13,8 roubles pour une personne retenue pour la cueillette manuelle de la betterave à sucre, la moyenne générale s'établissant à 6,14 roubles.

A ces revenus monétaires viennent s'ajouter les produits obtenus sur les lopins familiaux qui s'étendent ici sur 5 000 mètres-carrés. Chaque famille a, en outre, la faculté d'élever 1 vache et son veau, 2 porcs, 10 oies et de la volaille. Les responsables de l'exploitation paraissent très satisfaits du fonctionnement de cette économie auxiliaire.

- La gestion de l'exploitation. Ils le sont aussi du mode de gestion de leur exploitation. Celui-ci est commun à tous les kolkhozes : l'instance suprême est l'assemblée générale des adhérents qui se réunit au moins une fois par trimestre. Durant l'intervalle des sessions, l'Assemblée Générale délègue ses pouvoirs à un Conseil d'administration de 9 personnes. On se souvient de ce que ce Conseil rassemble : 3 femmes et 6 hommes qui exercent tous des fonctions de responsabilité (cf. supra). Ce Conseil se réunit une ou deux fois par mois au grand complet à l'initiative de son Président, lequel paraît être énergique et compétent (1).

(1) Il nous dit avoir effectué en 1973 un voyage touristique en France dont il garde le meilleur souvenir.

C'est l'Assemblée Générale qui élit les délégués de l'exploitation auprès des Conseils d'administration des diverses organisations inter-entreprises auxquelles celle-ci adhère, ainsi qu'au Conseil des kolkhozes de l'oblast, lequel apporte aux différents kolkhozes de sa zone d'action une aide efficace. L'autonomie de gestion de ce kolkhoze, comme celle de tous les autres est, bien sûr, limitée par la tutelle qu'exercent sur elle à la fois les rouages de l'administration économique et les instances du parti comme de l'administration publique.

Le kolkhoze n'en est pas moins l'héritier de la communauté villageoise du passé dont il contribue à préserver les traditions. La très grande majorité des familles présentes au village travaillent au kolkhoze et en reçoivent l'essentiel de leurs revenus. L'Assemblée Générale offre le moyen de tenir les adhérents informés du fonctionnement de l'exploitation et de l'organisation du travail : elle paraît jouer un rôle important dans la mobilisation des énergies au service de l'accomplissement des tâches exigées par le plan. Techniciens et cadres, qui sont ici plus jeunes que d'ordinaire, ont tous opté pour le statut de kolkhozien auquel chacun paraît attaché. Une stimulation d'ordre moral ajoute ses effets à ceux de la stimulation matérielle pour améliorer la qualité du travail de chacun : 120 des adhérents ont reçu médailles ou diplômes d'honneur, telle spécialiste de la traite ayant été décorée 3 fois et on insiste aussi sur ce fait que le kolkhoze a eu l'honneur d'envoyer un délégué au 22^{ème} Congrès du P.C.U.S.

- La vie sociale au village. L'exploitation participe à l'animation de la vie sociale au village, exerçant en la matière des prérogatives qui reviendraient chez nous à l'administration publique. Elle subventionne ainsi le fonctionnement des services sociaux et culturels de la communauté, comme elle participe très directement à la construction de bâtiments d'habitation et à leur entretien (1). Il est vrai que son Conseil d'administration agit alors en collaboration d'une part avec les organisations sociales du village (parti, jeunesses communistes, syndicat) et, de l'autre, avec le Conseil municipal rural.

Il n'en reste pas moins vrai que les membres du Conseil d'administration qui nous reçoivent considèrent que l'école secondaire et l'hôpital du village sont des manières de "prolongements" de l'exploitation qu'ils dirigent. Et ils nous disent aussi que celle-ci est une "pépinière" de talents puisqu'elle a donné au pays de nombreux ingénieurs, hommes de science et même des écrivains et poètes. En ce sens, le kolkhoze apparaît bien comme le "mainteneur" des traditions et des vertus de la communauté villageoise ancienne.

CONCLUSION

Les membres du Conseil d'administration du kolkhoze "Komsomol" qui nous reçoivent, se disent fiers de leur statut de kolkhoziens, sûrs de l'avenir de ce type d'exploitation agricole.

Ils sont à la tête d'une unité de production qui obtient des résultats nettement supérieurs à ceux de la moyenne des exploitations ukrainiennes. La jeunesse des cadres et de l'ensemble du personnel de production, les efforts qui sont accomplis pour perfectionner les techniques de production par le biais de l'introduction du progrès scientifique dans la pratique courante, y sont sans doute pour beaucoup.

 (1) Il nous est précisé que 50 % seulement des maisons de ce village disposent de l'eau courante sur l'évier, les autres étant desservies par des puits.

La compétition socialiste entre deux kolkhozes ukrainiens

I - LES OBJECTIFS POUR 1980 EN MATIERE DE RENDEMENTS

	Kolkhoze "Komsomol"	Kolkhoze "I. F. Kabantsia"
- Grains (q/ha)	41	42
- Blé (q/ha)	50	50
- Lait (kilogrammes par vache)	3 700	4 050
- Viande (q pour 100 ha)	73	395,7
- Racines fourragères (q/ha)	500	500

II - BILAN DE LA COMPETITION POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE DE 1980

	Lait		Viande		Oeufs
	Par vache	Pour 100 ha	Quantité en quintaux	Quintaux de viande pour 100 ha	Milliers d'unités
<u>Kolkhoze Komsomol</u>					
- Objectifs	790 kg	341	660	23	33
- Réalisation	884	381	663	23	39,5
<u>Kolkhoze I.F. Kabantsia</u>					
- Objectifs	950	166	3 100	83	41
- Réalisation	950	166	3 988	107	52,2

Source : Panneau mural au kolkhoze "Komsomol".

5ÈME PARTIE

AUTRES INFORMATIONS

- XII - Informations complémentaires sur l'agriculture de la République d'Ukraine
- XIII - Traductions partielles de 2 articles récents de la Pravda, l'un sur les activités agricoles d'une entreprise industrielle du Kazakhstan (destinée à garantir l'approvisionnement en viande de son personnel), l'autre sur les difficultés de fonctionnement d'un complexe agro-industriel en fruits et légumes en Moldavie
- XIV - Liste des principales publications soviétiques rapportées.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'AGRICULTURE DE LA REPUBLIQUE D'UKRAINE

A - Les exploitations agricoles (tableaux n° 1 à 9)

Tableau n° 1 : Les kolkhozes de 1970 à 1980

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
: Nombre de kolkhozes (en fin d'année)	: 9 141	: 7 603	: 7 154	: 7 010	: 6 930	: 6 963
: Nombre de familles kolkhoziennes (milliers)	: 5 061	: 4 791	: 4 671	: 4 631	: 4 587	: 4 560
: Nombre moyen de travailleurs (milliers)	: 5 427	: 4 948	: 4 801	: 4 648	: 4 533	: 4 392
: Fonds indivis en fin d'année (milliards R.)	: 18,2	: 28,3	: 29,4	: 31,2	: 32,8	: 34,3
: Production agricole finale (milliards R.)	: 6,5	: 6,7	: 6,9	: 7,7	: 7,5	: 7,0
: Rémunérations versées (argent et nature)	: 4,3	: 4,8	: 5,1	: 5,3	: 5,4	: 5,5
: Rémunération de la journée de travail (roubles)	: 3,58	: 4,11	: 4,36	: 4,70	: 4,86	: 4,92
: Superficies ensemencées (millions d'ha)	: 23,8	: 24,0	: 23,7	: 23,6	: 23,5	: 23,6
: Cheptel en fin d'année (millions têtes)						
: - bovins	: 13,4	: 15,4	: 15,3	: 15,4	: 15,7	: 16,0
: - dont vaches laitières	: 4,2	: 4,7	: 4,8	: 4,9	: 5,0	: 5,1
: - ovins et caprins	: 6,4	: 6,6	: 6,4	: 6,5	: 6,5	: 6,5
: Tracteurs en fin d'année						
: - milliers d'unités	: 214	: 251	: 255	: 257	: 260	: 263
: - puissance (millions de CV)	: 11,3	: 15,4	: 16,3	: 16,9	: 17,5	: 18,4
: Moissonneuses-batteuses (milliers)	: 61,7	: 61,0	: 59,1	: 58,9	: 60,6	: 63,2
: Camions						
: - milliers d'unités	: 140,1	: 152,0	: 151,3	: 154,5	: 155,5	: 157,6
: - capacité en milliers de tonnes	: 373,9	: 424,8	: 428,9	: 447,8	: 459,5	: 475,9

Source : L'Ukraine en chiffres 1979, p. 58-59.

Tableau n° 2 : Evolution de la dimension du kolkhoze moyen de 1970 à 1980

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
: Nombre de familles	: 554	: 630	: 653	: 661	: 662	: 655
: Fonds indivis (milliers de roubles)	: 1 991	: 3 722	: 4 115	: 4 444	: 4 731	: 4 931
: Production agricole finale (idem)	: 710	: 886	: 963	: 1 095	: 1 063	: 1 011
: Superficies ensemencées (milliers d'ha)	: 2,6	: 3,2	: 3,3	: 3,4	: 3,4	: 3,4
: Cheptel (têtes)						
: - bovins	: 1 461	: 2 023	: 2 136	: 2 203	: 2 267	: 2 277
: - dont vaches laitières	: 460	: 623	: 668	: 695	: 710	: 718
: - porcins	: 1 264	: 1 260	: 1 411	: 1 465	: 1 532	: 1 512
: - ovins et caprins	: 703	: 864	: 888	: 923	: 935	: 922

Source : L'Ukraine en chiffres 1979, p. 59.

Tableau n° 3 : Les sovkhoses de 1970 à 1980

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
: Nombre de sovkhoses (en fin d'année)	: 1 605	: 1 763	: 2 087	: 2 091	: 2 093	: 2 104
: Nombre total de travailleurs (milliers)	: 1 085	: 1 218	: 1 373	: 1 404	: 1 415	: 1 408
: Nombre total de travailleurs agricoles : (milliers)	: 950	: 1 053	: 1 187	: 1 206	: 1 209	: 1 198
: Superficie ensemencée (millions d'ha)	: 6,0	: 6,5	: 7,2	: 7,2	: 7,1	: 7,2
: - dont grains	: 2,8	: 3,2	: 3,4	: 3,7	: 3,6	: 3,4
: - cultures fourragères	: 2,5	: 2,5	: 2,9	: 2,6	: 2,6	: 2,9
: Cheptel (millions de têtes)						
: - bovins	: 3,1	: 3,9	: 4,4	: 4,6	: 4,7	: 4,8
: - dont vaches laitières	: 1,1	: 1,3	: 1,5	: 1,5	: 1,6	: 1,6
: - porcins	: 2,5	: 2,4	: 3,1	: 3,3	: 3,4	: 3,4
: - ovins et caprins	: 1,7	: 1,9	: 1,9	: 2,0	: 2,0	: 2,0
: Tracteurs en fin d'année						
: - milliers d'unités	: 65,0	: 79,9	: 93,1	: 96,4	: 99,1	: 102,1
: - millions de CV	: 3,5	: 5,0	: 6,0	: 6,3	: 6,6	: 6,9
: Moissonneuses-batteuses (milliers)	: 15,6	: 17,4	: 20,0	: 20,9	: 21,3	: 22,2
: Camions						
: - milliers d'unités	: 43,7	: 52,2	: 61,0	: 63,3	: 66,5	: 68,6
: - capacité en milliers de tonnes	: 122,8	: 152,0	: 192,5	: 204,8	: 219,7	: 234,6

Source : L'Ukraine en chiffres 1979, p. 60

Tableau n° 4 : Les organisations inter-entreprises dans l'agriculture ukrainienne
(situation en fin d'année)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
: Nombre d'organisations inter-entreprises	: 1 701	: 2 238	: 2 645	: 2 897	: 3 471	: 3 530
: Nombre d'adhérents (milliers)	: 31,4	: 38,1	: 44,2	: 46,9	: 58,9	: 61,6

Source : L'Ukraine en chiffres 1979, p. 61.

Tableau n° 5 : Les différents types d'organisations inter-entreprises dans l'agriculture ukrainienne (situation en fin d'année)

	1970	1975	1976	1977	1978
Nombre d'organisations inter-entreprises	1 701	2 238	2 645	2 897	3 471
Nombre d'adhérents	31 359	38 095	44 151	46 887	58 861
Nombre d'organisations inter-entreprises :					
- de construction	882	925	901	858	903
- de matériaux de construction	127	111	99	125	171
- de forestage	1	20	32	52	62
- de préparation d'aliments pour bétail	59	318	311	325	349
- de transformation des produits agricoles	7	15	19	22	21
- d'élevage (sans les volailles)	38	73	205	270	300
- d'élevage des volailles	452	441	430	417	421
- d'insémination artificielle	1	3	3	3	4
- de maisons de repos et de cure	21	36	39	42	38
- de maisons de retraite	9	11	10	10	10
- d'autres types	104	285	596	773	1 192

Source : Narodnoe khoziaïstvo Oukraïnskoï SSR 1978, p. 154.

Tableau n° 6 : Principaux indices du niveau de développement atteint par les organisations inter-entreprises ukrainiennes (sans les O.I.E. de construction)

	1970	1975	1976	1977	1978
Fonds fixes en fin d'année (millions de roubles)	80,8	660,8	1 036,8	1 403,2	1 669,9
dont fonds à destination agricole	50,6	261,5	532,1	809,8	986,0
Nombre moyen de travailleurs (milliers)	15,8	74,0	92,3	123,4	141,9
dont travailleurs agricoles	11,6	24,3	32,8	53,6	65,0
Bénéfice (millions de roubles)	31,9	88,8	96,4	187,0	245,0

Source : Narodnoe khoziaïstvo Oukraïnskoï SSR 1978, p. 155.

Tableau n° 7 : Principaux indices du niveau de développement atteint par les organisations inter-entreprises ukrainiennes de construction

	1970	1975	1976	1977	1978
Fonds fixes en fin d'année (millions de roubles)	568,4:1	291,9:1	393,4:1	523,2:1	659,2:2
dont fonds à destination agricole	501,4:	884,3:	955,8:1	049,8:1	144,3:3
Nombre moyen de travailleurs (milliers)	258,2:	292,1:	287,3:	284,1:	282,7:
dont travailleurs agricoles	113,2:	123,4:	118,1:	115,5:	114,6:
Chiffre d'affaires (millions de roubles)	676,2:	981,9:	971,7:	987,3:1	017,6:
Bénéfice (millions de roubles)	88,4:	116,2:	89,3:	86,3:	93,1:

Source : Narodnoe khoziaïstvo Ukraïnskoï SSR 1978, p. 155.

Tableau n° 8 : Nombre d'établissements industriels relevant d'organisations inter-entreprises et volume de leur production

	1970	1975	1976	1977	1978
Nombre d'établissements industriels (milliers)	3,4	3,8	3,9	4,2	4,4
Volume de la production industrielle (1970 = 100)	100	296	344	443	496
Productions principales :					
- bois d'oeuvre (milliers de mètres-cubes)	0,3	19,7	57,2	87,5	257,4
- bois de sciage (milliers de mètres-cubes)	862	656	608	559	574
- ciment (milliers de tonnes)	715	911	914	938	956
- briques (milliards d'unités)	2,0	2,2	1,9	1,8	1,7
- béton armé (millions de mètres-cubes)	0,9	1,6	1,6	1,7	1,8
- fibre de lin (milliers de tonnes)	1,1	3,0	2,0	2,7	2,2
- conserves (millions de boîtes conventionnelles)	4,0	16,0	24,8	42,0	32,8

Source : Narodnoe khoziaïstvo Ukraïnskoï SSR 1978, p. 156.

Tableau n° 9 : Parc de machines relevant des organisations inter-entreprises de construction

	1970	1975	1976	1977	1978
Excavateurs	2 634:	3 608:	3 642:	3 712:	3 721:
Scrapers	1 000:	1 398:	1 297:	1 219:	1 083:
Bulldozers (bouteurs)	3 093:	4 003:	3 918:	3 881:	3 795:
Grues à tourelle	228:	411:	402:	394:	417:
Grues automobiles	1 655:	2 882:	3 042:	3 181:	3 259:

Source : Narodnoe khoziaïstvo Ukraïnskoï SSR 1978, p. 156.

B. - Production, surfaces, cheptel : évolution et répartition (tableaux n° 10 à 17)

Tableau n° 10 : Evolution de la valeur de la production agricole finale (P.A.F.)

(millions de roubles constants 1975)

	P.A.F. totale	dont	
		P.A.F. végétal.	P.A.F. animale
- 1960	10 094,6	8 567,5	9 527,3
- 1961-1965 (moyenne annuelle)	19 479,1	9 672,1	9 807,0
- 1966-1970 (moyenne annuelle)	22 760,2	11 328,0	11 432,2
- 1971-1975 (moyenne annuelle)	26 429,7	12 675,1	13 750,6
dont 1975	25 495,5	11 324,9	11 170,6
- 1976-1978 (moyenne annuelle)	29 238,0	13 318,9	14 919,1
dont 1976	26 253,1	14 355,0	13 898,1
1977	29 713,5	14 165,9	15 547,6
1978	29 927,3	14 435,8	15 481,5

Source: Narodnoe khoziaistvo Ukraïnskoi SSR 1978, p. 116

Tableau n° 11: Rythme de croissance de la valeur de la production agricole finale totale
(en pourcentage par référence à 1913, 1940, 1970, 1975)

Années	1913	1940	1970	1975
1913	100			
1940	197	100		
1950	142	91		
1955	166	120		
1960	221	141		
1965	261	167		
1970	295	188	100	
1975	306	196	100	100
1976	339	217	119	111
1977	357	228	121	111
1978	358	230	122	111
1979	335	214	111	109

Source: L'Ukraine-en chiffres 1979, p. 57

Tableau n° 12 : Evolution des superficies ensemencées (1913-1979)

(toutes exploitations, milliers d'ha)

	1913	1940	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1978	1979
-Superficie ensemencée totale	27 952	31 336	30 656	32 892	33 547	33 785	32 782	33 617	33 298	33 512
-Céréales et légumineuses à grains	24 696	21 385	20 047	20 446	13 729	16 495	15 518	16 540	16 692	16 090
dont céréales d'hiver (toutes)	7 626	10 116	9 300	11 165	5 160	8 956	6 904	9 135	9 147	?
. blé d'hiver	3 088	6 317	5 383	8 445	3 691	7 346	5 960	7 952	8 264	6 660
. seigle	4 517	3 685	3 905	2 645	1 347	1 421	832	755	673	659
céréales de printemps (toutes)	17 070	11 269	10 747	9 281	8 569	7 539	8 614	7 405	7 545	?
. blé de printemps	5 770	901	1 168	172	261	493	70	24	22	31
. orge de printemps	5 824	3 987	2 744	2 340	2 421	2 600	3 258	3 566	3 689	4 389
. avoine de printemps	2 923	2 282	1 797	1 155	872	566	811	801	723	763
. maïs grain	853	1 560	2 757	3 543	3 037	1 814	2 262	1 246	1 183	1 416
. légumineuses à grains	438	836	766	585	787	1 199	1 280	1 131	1 226	1 240
-Plantes industrielles	904	2 699	2 890	2 808	3 574	4 248	3 939	4 027	4 060	4 024
dont betterave à sucre	558	820	828	1 092	1 457	1 863	1 659	1 769	1 811	1 794
tournesol	76	720	894	935	1 565	1 777	1 710	1 672	1 688	1 642
-Pommes de terre et légumes de plein champ	1 400	2 811	2 481	2 880	2 832	2 750	2 592	2 523	2 361	2 362
dont pommes de terre	1 080	2 060	1 904	2 152	2 186	2 108	1 988	1 857	1 698	1 701
-Cultures fourragères	894	4 441	5 238	6 758	13 412	10 292	10 733	10 527	10 185	11 036
dont racines fourragères	...	350	389	547	577	631	713	703	656	?
maïs-vert	-	-	-	2 457	7 479	4 375	4 465	4 249	3 831	?
fourrages annuels	378	1 793	2 795	2 003	3 809	3 712	3 421	2 863	2 889	3 817
fourrages pluri-annuels	491	2 038	1 739	1 574	1 254	1 372	1 947	2 504	2 630	2 538
-Jachères labourées	...	3 873	4 181	2 292	751	851	1 421	850	1 110	975

Source : Narodnoe khoziatinstvo SSR 1978, p. 130-131 ; L'Ukraine en chiffres 1979, p. 64

Donnée non disponible.

Tableau n° 13 - Evolution des principales productions agricoles et de leur rendement -

	Céréales		Betteraves à sucre	Pommes de terre	Viande (poids vif)	Lait
	Toutes	dont blé d'hiver				
1. Productions (milliers de t.)						
- 1946-1950 (moyenne annuelle)	16 908	5 408	8 776	17 930	1 159	5 868
- 1951-1955 (moyenne annuelle)	23 328	11 161	16 884	16 067	2 053	8 014
- 1956-1960 (moyenne annuelle)	23 936	10 816	28 221	21 110	2 958	13 506
- 1961-1965 (moyenne annuelle)	29 348	11 923	34 131	18 446	3 298	14 525
- 1966-1970 (moyenne annuelle)	33 362	16 405	46 731	20 294	4 008	17 937
- 1971-1975 (moyenne annuelle)	40 012	19 821	45 957	21 019	4 843	20 360
- 1976-1979 (moyenne annuelle)	44 413	22 127	55 131	22 394	5 121	21 932
- 1978 (année)	50 607	29 185	56 221	23 917	5 354	22 480
- 1979 (année)	33 960	17 257	46 995	23 130	5 373	21 625
2. Rendements (q/ha)						
- 1946-1950 (moyenne annuelle)	8,3	9,0	115	99	-	-
- 1951-1955 (moyenne annuelle)	11,6	13,2	176	79	-	-
- 1956-1960 (moyenne annuelle)	15,2	16,9	210	93	-	-
- 1961-1965 (moyenne annuelle)	17,5	18,4	198	88	-	-
- 1966-1970 (moyenne annuelle)	21,4	23,6	267	100	-	-
- 1971-1975 (moyenne annuelle)	24,7	28,4	268	111	-	-
- 1976-1979 (moyenne annuelle)	26,8	31,0	307	131	-	-
- 1978 (année)	30,3	35,2	310	140	-	-
- 1979 (année)	21,1	25,8	262	135	-	-

Source : Narodnoe Khoziaïstvo Oujraïnskoï SSR 1978, p. 124-127, l'Ukraine en chiffres 1979, p. 68-71.

Tableau n° 14 : Evolution du cheptel (1916-1980)

(toutes exploitations, effectifs en milliers de têtes au 1er janvier)

Années	Bovins		Porcins	Ovins et caprins		Chevaux
	ensemble	vaches laitières		ensemble	ovins	
1916	9 132	4 116	6 469	6 904	6 849	6 454
1941	10 997	5 965	9 186	7 325	6 700	4 674
1951	11 182	4 811	7 765	6 740	5 465	2 245
1956	12 424	6 209	11 736	9 261	8 052	2 199
1961	17 632	7 814	18 194	10 631	10 062	1 840
1966	21 324	4 481	18 920	9 342	8 646	1 537
1971	21 352	8 563	20 746	8 971	8 614	1 322
1975	23 548	8 969	20 803	9 547	9 281	1 149
1976	24 180	8 978	16 847	9 115	8 863	1 057
1977	24 196	9 002	18 195	8 911	8 669	966
1978	24 924	9 143	19 831	9 173	8 920	944
1979	25 379	9 229	20 659	9 201	8 969	912
1980	25 544	9 286	20 131	9 184	8 951	?

Source : Narodnoe khoziaïstvo Ukraïnskoi SSR 1978, p. 141 ; l'Ukraine chiffres 1979, p. 72.

Tableau n° 15 - Répartition du cheptel entre les différents types d'exploitations et évolution dans le temps de cette répartition (1941-1979)

(effectifs au 1er janvier en milliers de têtes)

	1941	1960	1971	1976	1977	1978	1979
Bovins							
- toutes exploitations	10 887	21 321	21 352	21 180	21 180	21 921	23 179
- exploitations socialisées	4 031	16 067	16 837	19 005	20 008	20 615	21 173
dont kolkhozes	3 439	12 923	13 357	15 131	15 135	15 812	15 891
o. Inter-entreprises	-	-	-	50	193	361	500
sovkhozes	3 416	2 763	3 126	3 109	3 132	4 608	4 713
- exploitations familiales auxiliaires	3 963	5 257	4 515	2 175	1 142	1 308	1 986
Vaches laitières							
- toutes exploitations	5 965	8 461	8 563	8 870	8 002	9 143	9 229
- exploitations socialisées	1 029	5 079	5 417	6 196	6 320	6 458	6 519
dont kolkhozes	0 792	4 022	4 202	4 741	4 783	4 874	4 963
o. inter-entreprises	-	-	-	4	4	2	7
sovkhozes	162	939	1 106	1 320	1 490	1 538	1 576
- exploitations familiales auxiliaires	4 936	3 402	3 146	2 782	2 682	2 681	2 610
Porcins							
- toutes exploitations	9 186	18 826	18 716	18 807	18 115	18 631	20 091
- exploitations socialisées	3 745	12 112	15 101	13 015	11 363	13 171	15 813
dont kolkhozes	2 064	10 213	11 556	9 741	10 595	11 220	10 560
o. inter-entreprises	-	-	-	163	503	947	1 073
sovkhozes	555	2 091	2 520	2 443	3 095	3 276	3 416
- exploitations familiales auxiliaires	5 441	5 806	5 612	3 832	3 832	4 557	4 766
Ovins et caprins							
- toutes exploitations	7 325	9 342	8 971	8 115	8 911	8 173	8 201
- exploitations socialisées	4 325	8 018	8 211	8 523	8 364	8 565	8 629
dont kolkhozes	3 666	6 435	6 428	6 560	6 377	6 500	6 491
o. inter-entreprises	-	-	-	10	20	32	41
sovkhozes	741	545	1 515	1 856	1 825	2 005	2 032
- exploitations familiales auxiliaires	3 000	1 294	780	522	547	568	571

source: Narodnoe khoziaistvo Cukraïnskoï Ssr 1978, p. 142-143.

Tableau n° 16 : Structure de la production agricole marchande des kolkhozes et sovkhozes des différentes régions naturelles d'Ukraine (en %)

- <u>Polessié</u> : Elevage (gros bétail)	55,9
Grains	7,5
Betterave à sucre	5,4
Lin	11,1
Pomme de terre	6,4
Elevage porcin	4,4
Elevage de volailles	2,3
Divers autres	7,0

- <u>Collines et montagnes de Crimée</u> :	°
Elevage du gros bétail	13,3
Grains	3,7
Légumes	11,5
Fruits et baies	22,5
Raisins	15,2
Elevage ovin	2,4
Elevage de volailles	21,6
Autres divers	9,8

- <u>Steppe boisée</u> :	
Elevage du gros bétail	42,8
Betterave à sucre	21,5
Grains	13,0
Divers autres	11,0
Elevage porcin	7,4
Elevage de volailles	4,3

- <u>Steppe du Nord et steppe du centre</u> :	
Elevage du gros bétail	42,4
Grains	15,5
Betterave à sucre	5,5
Tournesol	5,1
Legumes	11,7
Divers autres	9,3
Elevage de volailles	9,3
Elevage porcin	10,5

- Steppe du Sud :

Elevage du gros bétail	34,1
Grains	15,2
Tournesol	3,6
Légumes	6,8
Fruits et baies	10,0
Elevage volailles	11,3
Elevage ovin	3,2
Elevage porcin	8,0
Autres	7,8

- Collines et montagnes des Carpathes :

Gros bétail	55,0
Elevage ovin	2,1
Elevage volailles	2,7
Elevage porcin	1,4
Betterave à sucre	3,4
Fruits	3,7
Grains	3,9
Lin	13,5
Pomme de terre	2,1
Légumes	3,2
Autres	9,0

- <u>Ukraine</u> :	Gros bétail	43,3
	Elevage porcin	7,6
	Elevage volailles	6,6
	Grains	17,5
	Betterave à sucre	11,8

Source : Exposition des Réalisations Economiques de la République d'Ukraine, Kiev.

Tableau n° 17 : Production agricole obtenue sur 100 hectares dans les différentes zones naturelles d'Ukraine et dans la République (toutes exploitations, moyenne triennale 1976-1978).

	Polessie	Steppe boisée	Steppe	Carpathes	Ukraine
Grains (quintaux)	1 105	1 513	1 408	1 184	1 390
Tournesol (quintaux)	1	32	125	3	70
Betterave à sucre (quintaux)	1 541	3 289	5	1 383	1 668
Lin (quintaux)	23	1	-	25	4
Pommes de terre (quintaux)	1 716	780	165	1 552	647
Légumes (quintaux)	204	213	242	398	229
Fruits et baies (quintaux)	49	83	68	173	72
Raisins (quintaux)	-	-	37	32	10
Cultures fourragères (quintaux d'unités fourragères)	2 400	2 450	1 830	2 920	2 170
Viande (poids à l'abattage) en q.	87	94	67	111	81
dont viande porcine (q.)	44	44	32	59	39
Lait (quintaux)	627	582	423	811	523
Oeufs (milliers d'unités)	76	79	75	164	78
Laine (kilogrammes)	25	38	100	80	65

Source: Expositio des Réalisatio s Economiques de la République d'Ukraine, Kiev.

C. - Quelques données techniques sur l'élevage (tableaux n° 18 à 20)

Tableau n°18-Composition de la ration alimentaire des différentes espèces animales élevées dans les kolkhozes de la République d'Ukraine en 1977.
(en % valeur fourragère)

	Vaches laitières	Bovins à viande	Porcins	Ovins et Caprins	Volailles	TOTAL
- <i>Aliments concentrés total</i>	25,3	23,6	78,6	24,2	90,3	34,1
dont aliments combinés	10,5	9,3	31,2	3,3	40,7	13,5
- <i>Aliments juteux total</i>	23,1	20,7	8,1	21,9	2,3	19,1
dont ensilage	17,5	17,8	0,9	18,3	0,1	14,5
racines et cucurbitacées fourragères	5,6	2,9	7,2	3,6	2,2	4,6
- <i>Aliments grossiers total</i>	15,9	19,5	1,9	29,4	0,1	15,5
dont foin frais	0,7	2,0	0,3	7,5	-	1,4
foin déshydraté	7,2	6,7	0,2	5,5	-	5,7
- <i>Aliments en vert total</i>	30,2	26,1	4,9	23,4	1,7	24,2
dont pâturage	4,2	3,7	0,1	14,5	0,3	4,0
- <i>Aliments protéinés d'origine animale</i>	-	5,6	4,4	0,1	1,3	2,7
- <i>Autres</i>	5,5	4,5	2,1	1,0	4,3	4,4
- TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source : Institut d'Economie Rurale de Kiev.

Tableau n°19-Composition prévue de la ration alimentaire des animaux élevés selon la technologie habituelle dans les kolkhozes et sovkhoses de la République d'Ukraine en 1985 (% valeur fourragère)

	Vaches laitières	Bovins à viande	Porcins	Ovins et caprins
- <i>Aliments concentrés</i>	29	25	88	23
- <i>Aliments juteux</i>	27	24	5	14
- <i>Aliments grossiers</i>	15	14	-	21
dont foin frais et déshydraté	11	7	-	12
- <i>Aliments en vert</i>	29	31	5	42
- <i>lait naturel ou reconstitué</i>	-	6	2	-
- TOTAL	100	100	100	100

Tableau n° 20 - Composition des aliments combinés fabriqués dans les usines d'Etat d'aliments du bétail en Ukraine pendant la période 1972-1974 (% poids).

Grains	80,3	dont	- son et issues	24,9
			- blé	20,3
			- maïs	13,3
			- orge	11,9
			- légumineuses	9,9
Compléments	19,7	dont	- tourteaux	10,7
			- protéines origine animale	3,2
		°	- levures sèches	1,5
			- autres aliments	4,3

21 - Caractéristiques du complexe d'élevage laitier comptant 2 000 vaches installé au kolkhoze Tchapaïev (raion de Vinnitsa, oblast de Vinnitsa, Ukraine)

- Production laitière annuelle moyenne par vache (kilogrammes)		3 600
- Nombre moyen de laitières pour 100 ha (S.A. utilisée)		100
- Superficie agricole utilisée totale (ha)		2 060
- Part relative de la superficie ensemencée réservée aux cultures fourragères (%)		55
- Part relative des fourrages pluri-annuels dans l'ensemble des superficies consacrées aux cultures fourragères (%)		43
dont fourrages pluri-annuels (%)		30
- Production fourragère obtenue sur l'exploitation		
	unités fourragères	%
- Aliments grossiers	2 154	22
dont : foin, farine d'herbe, foin deshydraté	1 848	
- Aliments juteux	1 588	16
dont ensilage	1 201	
- Aliments verts	3 746	38
- Aliments concentrés	2 321	24
- Total	9 809	100
- Production obtenue pour 100 ha : 65 quintaux (unités fourragères)		
dont sur prairies cultivées : 80-100 q. (unités fourragères)		
- Les prairies cultivées (fauchées ?) fournissent de 40 à 45 % des besoins en aliments verts.		
- Le pacage fournit de 5 à 6 % de ces besoins		
- Au printemps, on apporte de 2,5 à 3 q/ha de superphosphates et de 1,5 à 2 q/ha de potasse (chlorure de potassium). Après chaque coupe on apporte de 1,5 à 2 q/ha de salpêtre ammoniacal (?) en même temps qu'une dose d'arrosage de 250 à 300 mètres-cubes/hectare.		
- Prix de revient d'un quintal d'unités fourragères sur prairie cultivée: 2,2 roubles.		
- Prix de revient d'un quintal de lait : 10 roubles		

Institut Ukrainien de Recherches
Scientifiques sur l'alimentation
du bétail.

(Source : Exposition des Réalisations Economiques de la République d'Ukraine, Kiev.)

Tableau 22 : La rémunération du travail des Présidents de kolkhoze en fonction de la valeur de la Production Agricole Finale

L'Institut* a élaboré un nouveau mode de calcul de la rémunération des Présidents de kolkhoze applicable dans les différentes zones naturelles de la République d'Ukraine et susceptible d'entraîner une augmentation du volume de la production en même temps qu'une plus grande efficacité de la gestion.

Exemple : Rémunération mensuelle (hors prime) des Présidents de kolkhoze dans la zone de la steppe boisée.

Groupes de kolkhozes constitués d'après la valeur de la P.A.F. obtenue sur les exploitations (milliers de roubles)		Sous-groupes de kolkhozes constitués d'après la valeur de la P.A.F. obtenue sur 100 ha (unités conventionnelles) en milliers de roubles									
		Plus de 80	de 60 à 80	de 50 à 60	de 45 à 50	de 40 à 45	de 35 à 40	de 30 à 35	de 26 à 30	de 22 à 26	Moins de 22
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	au-dessus de 1 500	300	290	280	270	260	250	240	230	220	210
II	de 1 200 à 1 500	290	280	270	260	250	240	230	220	210	200
III	de 1 000 à 1 200	280	270	260	250	240	230	220	210	200	190
IV	de 850 à 1 000	270	260	250	240	230	220	210	200	190	180
V	de 700 à 850	260	250	240	230	220	210	200	190	180	170
VI	de 550 à 700	250	240	230	220	210	200	190	180	170	160
VII	de 450 à 550	240	230	220	210	200	190	180	170	160	155
VIII	de 350 à 450	230	220	210	200	190	180	170	160	155	150
IX	de 250 à 350	220	210	200	190	180	170	160	155	150	145
X	moins de 250	210	200	190	180	170	160	155	150	145	140

Il est en outre prévu de lier le montant des primes qui s'ajoutent à cette rémunération de base à la fois au degré de réalisation et de dépassement du plan et au niveau de rentabilité de l'exploitation.

* L'Institut Fédéral de Recherches Scientifiques sur l'Economie et l'Organisation de l'Agriculture de la République d'Ukraine, Kiev.

DEUX ARTICLES RECENTS DE LA PRAVDA
SUR DES PROBLEMES AGRICOLES CONCRETS...

Les activités agricoles d'une entreprise industrielle spécialisée dans la production de machines-outils et installée dans le ville de KOURGAN au KAZAKHSTAN.

Lettre adressée par son Directeur, M. NOVIKOV, à La Pravda et publiée le 15 novembre 1980.

Afin d'améliorer l'alimentation de nos ouvriers, nous avons élaboré un programme visant à accroître la production de notre atelier agricole et d'en perfectionner le fonctionnement.

Notre atelier comporte actuellement une unité d'engraissement de porcs accueillant 200 têtes, une unité d'engraissement de poulets de chair accueillant 20 000 têtes (avec un dispositif automatique de distribution des aliments), une serre de 2 100 mètres carrés utilisés pour la production de légumes primeurs et de fleurs. Nous avons aussi un rucher de 45 ruches et notre brigade de pêcheurs capture chaque année de 25 à 30 tonnes de poissons élevés dans plusieurs réservoirs. Ceci nous permet d'attribuer chaque année 30 kilogrammes à chacun de nos ouvriers et nous allons porter cette dotation à 50 kilogrammes par personne au cours du prochain quinquennat.

Nous avons l'intention de commencer l'an prochain l'exploitation d'une unité d'élevage de pondeuses dont nous attendons la production de près d'un million d'oeufs chaque année. Nos installations se trouvent situées à quelque 20 kilomètres de l'usine. Nous avons construit à proximité des logements pour le personnel qui prend en charge le fonctionnement de ces unités.

La difficulté principale à laquelle nous devons faire face est celle de la production des aliments pour le bétail. Nous avons la disposition de 65 ha de terres consacrées à la culture de céréales pour le bétail, l'orge tenant la première place. Nous avons l'intention de mettre en culture 200 ha supplémentaires.

Nous finançons les investissements agricoles à l'aide de notre fonds de développement de la production et de notre fonds de financement des activités socio-culturelles.

Notre atelier de production agricole s'avère être de grande utilité pour tout le personnel. Depuis qu'il existe, le "turn over" des cadres a diminué de moitié et nous n'avons plus aucune difficulté pour recruter les ouvriers dont nous avons besoin.

Les difficultés de fonctionnement du complexe agro-industriel "Moldplodoovochtcheprom" (Moldavie)

Une chronique de B. Evladov, correspondant de La Pravda dans la République fédérative de Moldavie, publiée dans le journal le 15 novembre 1980, apporte d'intéressantes précisions à propos du fonctionnement de l'un de ses grands complexes territoriaux agro-industriels moldaves.

Ce "complexe" coordonne l'activité des 280 entreprises agricoles et industrielles moldaves qui produisent, transforment et commercialisent les fruits et légumes de la République. Parmi elles se trouvent, outre les sovkhozes spécialisés de la République, 25 conserveries industrielles, une "base" commerciale" associant

entrepôts frigorifiques, stations de conditionnement, magasins de vente au détail, ainsi qu'une "union science-production".

Si la valeur de la production finale de fruits et légumes a été multipliée par 2 et demi au cours des neuf années d'existence du "complexe", le fonctionnement de celui-ci n'en est pas moins difficile. Son Directeur, M.D.I. Ivachtchouk, incrimine avant tout les erreurs commises en matière de planification des activités du complexe, celles-ci étant à mettre au compte de l'intervention en la matière d'un trop grand nombre d'institutions et d'organismes territoriaux. Ainsi, le volume de la production agricole des entreprises du complexe est déterminé par le Conseil des Ministres de la République de Moldavie, le volume de la production des conserveries étant fixe par le Ministère de l'Industrie Agro-Alimentaire de l'U.R.S.S., tandis que les modalités de la commercialisation le sont par le Ministère du Commerce de l'Union. La fourniture des emballages dépend du Service National d'Approvisionnement (Grossnab) de l'U.R.S.S., le Ministère de l'Agriculture de l'U.R.S.S. étant le législateur suprême en matière des règles qui président au fonctionnement des grands complexes territoriaux polyvalents !

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir apparaître des contradictions dans les directives émanant de sources aussi diverses : les capacités de stockage, de transformation et de commercialisation retardent par rapport à la production. Aussi une tonne de légumes sur quatre et une tonne de fruits sur cinq ne parviennent pas au consommateur et se gâtent au champ, au dépôt ou en route.

Il reste aussi bien des questions sans réponse en matière de relations économiques existant entre les entreprises du complexe, comme en matière de contrats qui règlent leurs rapports ainsi que dans le domaine de la formation des prix relatifs aux biens et services échangés. Et ces défauts durent en raison du caractère contradictoire des intérêts respectifs des différentes institutions de tutelle.

LISTE D'OUVRAGES ET DE REVUES RAPPORTES D'URSS ET
DEPOSES A LA BIBLIOTHEQUE DE LA STATION
OU DISPONIBLES AUPRES DES CHERCHEURS

En russe

- PIKOULINE A.V., KHARITONOV N.S. - La coopération inter-entreprises en matière de services rendus aux exploitations agricoles.- Moscou, Kolos, 1979, 320 p.
- BADIRIANA G.G., BRIANSKIKH E.P. - Economie Rurale. - Moscou, Kolos, 1980, 415 p.
- Le développement de la productivité du travail dans l'agriculture.- Moscou, Kolos, 1980, 166 p.
- MAMENKOVA B.F. - La productivité du travail agricole dans les pays membres du CAEM. - Moscou, Kolos, 1979, 318 p.
- YOUKHOV B.I. - Le prix d'achat (par les organismes publics d'achat) des produits agricoles et la reproduction élargie dans l'agriculture. - Moscou, Economica, 1980, 142 p.
- Les normes standard d'utilisation des machines pour les cultures végétales.- Moscou, 1980, 239 p.
- Cinquantenaire de l'Académie des Sciences Agricoles (VASKHNIL) - (Gros document fournissant notamment la liste et les activités des instituts, département et chercheurs).
- TIKHONOV V.A. (sous la direction de) - Le collectif élémentaire de travail dans l'agriculture - Moscou, Economica, 1979, 278 p.
- Ukraine : Statistical Abstract.- 1978 (en russe, ukrainien et anglais), 285 p.
- Revue "Travail et gestion dans l'agriculture", Moscou :
 - n° 75 : La force de travail et les problèmes socio-économiques du travail dans l'agriculture. - 1978, 100 p.
 - n° 76 : La stimulation économique du travail et la production dans les conditions de la spécialisation et de la coopération inter-entreprises dans l'agriculture. - 1978, 110 p.
 - n° 77 : La force du travail et les problèmes socio-économiques du travail dans l'agriculture. - 1978, 80 p.

En français

- MARTIN Georges - Un kolkhoze nommé OUKRAÏNIA. - Moscou, ed. du Progrès, 1980, 172 p.

En anglais

- Agrarian Relations in the USSR. - Progress Publishers.- Moscou, 1980, 200 p.

INDEX ANALYTIQUE DES TROIS COMPTES-RENDUS DE MISSION 1976, 1978, 1980

INDEX GENERAL
DES COMPTES-RENDUS DE MISSION 1976-78-80

RUBRIQUES

REFERENCES (1)

- Brigades (collectifs élémentaires de travail):
 - . Organisation -78 : VI ; VII -80 : VI, VIII (53)
 - . Autonomie -78 : VIII -80 : VI

- Coopération interentreprise :
 - . Organisation générale, statuts du personnel -78 : VI, VII, VIII, IX -80 : I, II, III, IV, VI, VII (55) -76 : (3) III.
 - . Monographies -78 : X -80 : XI
 - . Statistiques -80 : XII (85, 86)

- Diffusion du progrès technique :
 - . Mécanismes -76 : (1) I, II -78 : II, IX -80 : I, III, VII/ (49)
 - . USP -76 : (1) I -78 : III, IV -80 : I, III

- Distribution agro-alimentaire : -78 : VIII -80 : II, XIII

- Echanges internationaux :
 - . Scientifiques -78 : III, IV
 - . Technologiques -78 : III
 - . Produits -80 : II

- Economie rurale :
 - . Instituts de recherche -76 : (1) an.I,II -78 : V,VI,VII -80: VI,VII
 - . Orientation des recherches -76 : (1) II -78 : V, VI, VII -80 : VI, VII

- Enseignement, formation :
(cf. Recherche)

- Espace rural :
 - . Production -78 : VIII -80 : I
 - . Equipement -80 : II

- Exploitations :
 - . Dimensions -78 : VII, XII (83, 84)
 - . Spécialisation-concentration -80 : I, VII (55)
 - . Exploitations polyvalentes -76 : (2) V, (3) IV -80 : XI
 - . Gestion -76 : (3) IV -80 : VII (57)
 - . CIE - Kolkhozes-Sovkhozes -80 : IX, XI

(1) Elles indiquent par ordre l'année du compte-rendu (76, 78 ou 80) et le chapitre (en chiffres romains), avec toutefois pour l'année 1976, référence de la partie de la publication entre les deux indicateurs précédents, et enfin pour 1980, référence de la page entre parenthèses pour quelques chapitres relativement longs.

- Intégration agro-industrielle :
 - 78 : VI, VIII -80 : III, IV, VII (52), XIII
- Kazakhstan : agriculture :
 - 76 : (2)
- Kolkhozes-Sovkhozes :
 - . Organisation générale
 - . Monographies kolkhozes
 - . Monographies sovkhozes
 - . Rapprochement-différences
 - 78 : VI, VII, IX
 - 76 : (3) IV -78 : IX -80 : IX, XI
 - 76 : (2) IV, V -78 : IV -80 : VIII, X
 - 78 : VI, VII, VIII -80 : III, IV, IX
- Lopins individuels :
 - 80 : VI, VIII
- Moldavie : agriculture :
 - . Monographie d'exploitations
 - . Monographie d'USP
 - 78 : III, IV, X
 - 78 : III, IV
- Moscou (oblast) :
 - . Monographie d'exploitation
 - 78 : XI -80 : VIII, IX
- Planification agricole :
 - . Mécanisme
 - . Territoriale
 - 78 : VI -80 : I
 - 76 : (3) III -78 : VIII -80 : II, VII (55)
- Politique agricole :
 - 78 : VIII -80 : I, II
- Population agricole :
 - . Démographie
 - . Exode rural
 - . Migrations saisonnières
 - . Active
 - 80 : II, VI
 - 80 : III
 - 80 : III
 - 80 : II
- Prix agricoles :
 - . A la production
 - . A la consommation
 - 80 : VII (57)
 - 78 : an. XIV -80 : II
- Production agricole :
 - . Moyens
 - . Investissements
 - . Qualité
 - . Périurbaine
 - . Stimulation
 - 76 : (2) II -80 : VII (51)
 - 78 : VIII
 - 80 : VII (57)
 - 80 : VIII, IX
 - 76 : (3) IV -80 : VII (49, 53)
- Productions animales :
 - . En général
 - . Association agriculture-élevage
 - . Alimentation
 - . Bovins
 - . Porcins
 - . Aviculture
 - . Animaux à fourrure
 - 76 : (2) I, (3) III -80 : VII (52, 55)
 - 76 : (2) I,II,III, (3) III -80 : VI
 - 76 : (1) III,IV, (3) II -80 : II,XII (95,96)
 - 76 : (1) III,IV, (2) IV,V, (3) III,IV -80 : VII (52, 57), XI.
 - 78 : X -80 : VIII, X
 - 78 : an. XII
 - 78 : XI.

- Productions végétales :
 - . Rotations -76 : (2) II, (3) I -80 : XI
 - . Fourrages -76 : (2) III, IV, V, VI -80 : VII (51)
 - . Céréales -76 : (2) I, II, IV, VI -80 : II, VII (51, 57)
 - . Plantes industrielles -80 : VII (51)
 - . Cultures maraîchères -78 : III -80 : VII (51), VIII, IX, XIII
 - . Viticulture -78 : IV
 - . Arboriculture -80 : XIII
- Rapprochement ville-campagne :
 - 78 : VIII -80 : IV, VI
- Recherche, formation :
 - . Organisation -76 : (1) I, II -78 : II, V, VI, VII -80 : VI, VII
 - . Monographie d'instituts -76 : (2) IV, VI, (3) an. I -78 : III à VII
 - . Statut du chercheur -80 : III, IV, VI, VII
 - . Financement, contrats -76 : (1) I -78 : II
 - . Relations communes -78 : II à V -80 : VI, VII (49)
 - . Enseignants, étudiants -76 : (1) I -78 : IV -80 : VI
 - 78 : V
- Rentes différentielles :
 - 80 : VI, VII (53, 57)
- Sovkhozes (cf. kolkhozes) :
- Sociologie rurale :
 - 80 : IV, V
- Stimulation (cf travail) :
- Technologies :
 - . Exemples -76 : (1) III, IV, (2) II, III, VI
 - . Genèse : inst.recherches, USP, NOI -78 : II à V -80 : VII (49)
 - . Perspectives -80 : VII (49, 52)
- Travail :
 - . Rémunération -76 : (3) IV -78 : VII -80 : VI, VII (53), IX, XII (98)
 - . Gestion, organisation -78 : VII
 - . Stimulation, compétition socialiste -78 : VII -80 : VI, X, XI
- Ukraine :
 - . Agriculture -76 : (3) I, II, IV -80 : VII
 - . Monographie d'exploitations -80 : X, XI
 - . Statistiques -80 : XII
- Unions Science-Production (USP) :
 - . Organisation -80 : II
 - . Monographie -78 : III, IV
- Vie rurale :
 - . Habitat -78 : XI -80 : I, IV, VI, VIII à XI
 - . Vie sociale -80 : I, V, VIII, X -78 : XI
- Zones difficiles :
 - 76 : (2) -80 : VII (58)

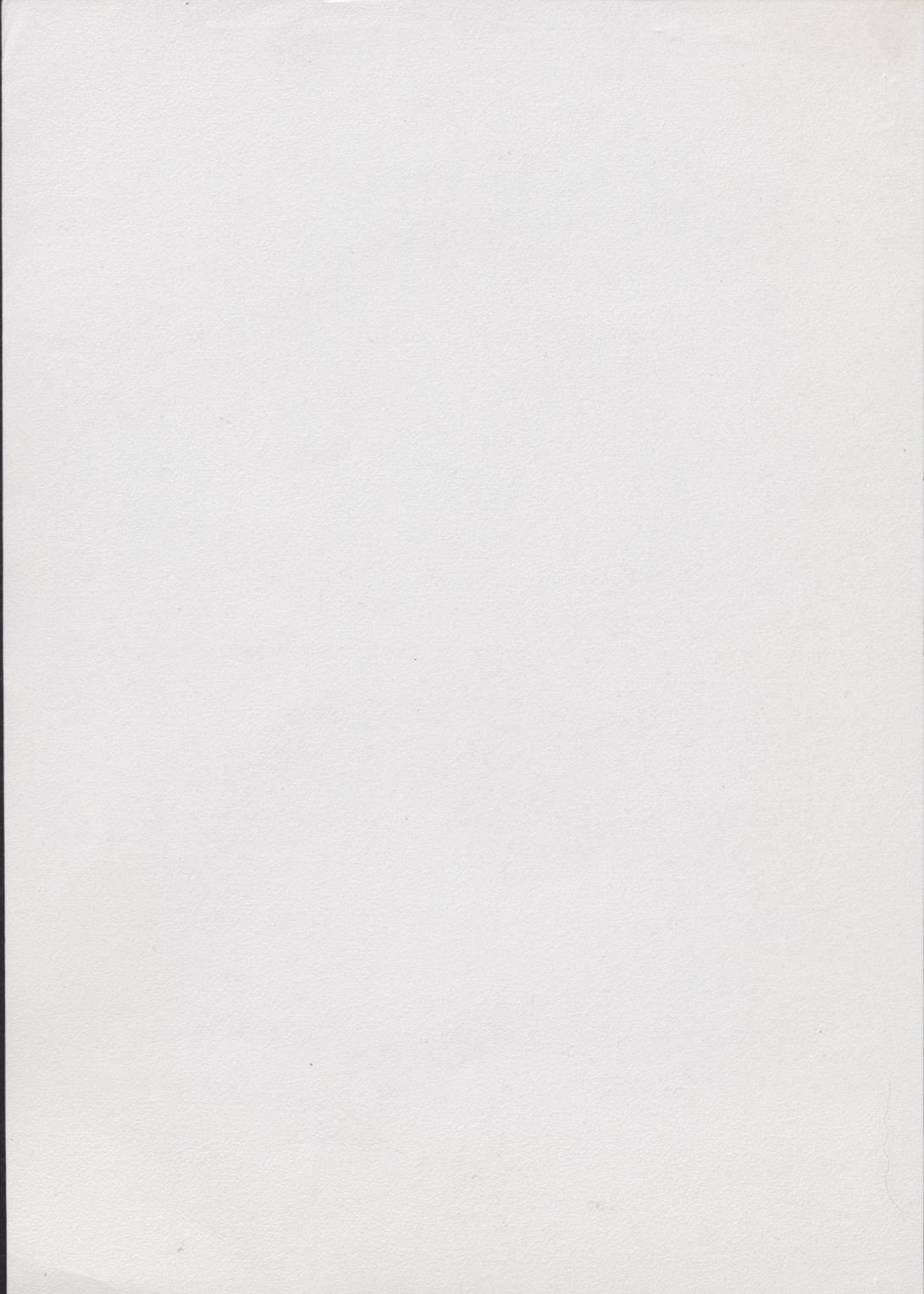
BOÎE DE COMMANDE : Publications récentes des auteurs sur l'agriculture soviétique

Titres :	Prix unitaire (envoi compris) Nbre Montant
GACHET J.P. et LABOUESSE F. - <u>Rapport de mission sur l'agriculture dans les zones sèches de l'URSS.</u> Montpellier, INRA-ESR, oct. 1976, 66 p. + photos. .Eléments sur la recherche agronomique et sur l'élevage soviétique. La production céréalière et fourragère au Kazakhstan. L'agriculture Ukrainienne (bref aperçu, la zone des steppes boisées, concentration et spécialisation)	X 20F=
LABOUESSE F. - <u>Le développement agricole soviétique : quelques réflexions sur ses conditions et son histoire</u> - Montpellier, INRA-ESR, 32 p. .Réédition de deux articles parus dans Tiers Monde (1977) et Economie Rurale (1978). Essai d'analyse de déterminants essentiels mais sous estimés de la situation actuelle.	questionner la Station
CARRIERE P., CASAS J., LACOMBE Ph. - <u>Progrès techniques et transformations contemporaines des exploitations dans l'agriculture soviétique : compte-rendu de mission octobre 1978.</u> Montpellier, ENSA-INRA-Univ.P. Valéry, mars 79,100p. .Le progrès technique dans l'agriculture soviétique (l'Académie des Sciences Agricoles, les Unions science production en Moldavie, etc.). Les transformations contemporaines (concentration, spécialisation, industrialisation, organisation du travail).	X 30F=
CASAS J., LACOMBE Ph., CARRIERE P. - <u>La recherche agronomique et la diffusion du progrès technique en Union Soviétique.</u> - Montpellier, INRA-ENSA-Univ.P. Valéry, juin 1979, 25 p. .La recherche institutionnelle (structures, orientations, personnel, etc.). La diffusion (processus, obstacles). La R.D. dans la production. Les Unions Science-Production. Dimensions économiques et politiques de la recherche.	X 20F=
CARRIERE P. - <u>Les problèmes de l'agriculture soviétique.</u> - Montpellier-Univ. P. Valéry, août 1979, 24 p. + 47 p. de tableaux statistiques. .Progrès réels de la production, mais insuffisants face à l'accroissement de la demande. Les objectifs politiques de la restructuration de l'agriculture (rapprochement des conditions de vie et de travail entre la ville et la campagne). 86 tableaux statistiques.	X 25F=
CASAS J., LABOUESSE F. - <u>Regards froids sur l'agriculture soviétique.</u> Article paru dans Rev. d'Etudes Comparatives Est-Ouest n° 1 -1981 21 p. .Evolution des systèmes de production. Le modèle intensif actuel plutôt économe et autonome. Du modèle aux résultats (développement soutenu de la production, productivité du travail : retard et progrès rapide, etc..). Aspects sociaux : population agricole vieillie, l'URSS aux 470 000 villages, l'ère des techniciens salariés. Une agriculture en pleine mutation.	Questionner la Station questionner la station
CARRIERE P., CASAS J., LABOUESSE F., LACOMBE Ph. - <u>Progrès technique et transformations socio-economiques des campagnes en Union-Soviétique : compte-rendu de mission, octobre 1980.</u> - Montpellier, INRA-ENSA-Univ. P. Valéry, avril 1981, 120 p. .Compte-rendus d'entretiens avec des responsables de la recherche, du développement, de la planification et de l'information. Monographies d'exploitations agricoles. Informations sur l'agriculture ukrainienne.	X 40F =
Montant total : F.	

NOM :

Adresse :

Payable à l'ordre du Régisseur du C.R.A.M. (CC.C.P. 5239 56N - Montpellier)
(Envoi de facture acquittée sur demande).



ISBN - 285 340 367 X